

UNIVERSITÉ DE MONTPELLIER

FACULTÉ DE DROIT

Le déclin
de la sériciculture française
et les moyens d'y remédier

THÈSE

présentée et publiquement soutenue devant la Faculté de Droit de Montpellier

PAR

Jean MAZAURIC

POUR OBTENIR LE GRADE DE DOCTEUR EN DROIT

IMPRIMERIE
CAUSSE, GRAILLE ET CASTELNAU
7, RUE DOM-VAISSETTE, 7
MONTPELLIER

—
1943

**LE DÉCLIN DE LA SÉRICICULTURE FRANÇAISE
ET LES MOYENS D'Y REMÉDIER**

UNIVERSITÉ DE MONTPELLIER

FACULTÉ DE DROIT

**Le déclin
de la sériciculture française
et les moyens d'y remédier**

THÈSE

présentée et publiquement soutenue devant la Faculté de Droit de Montpellier

PAR

Jean MAZAURIC

POUR OBTENIR LE GRADE DE DOCTEUR EN DROIT

IMPRIMERIE
CAUSSE, GRAILLE ET CASTELNAU
7, RUE DOM-VAISSETTE, 7
MONTPELLIER

—
1943

Faculté de Droit de Montpellier

MM.

MORIN, Doyen, professeur de Droit Civil.
BECQUÉ, professeur de Droit Civil.
DE NESMES-DESMARETS, professeur de Droit Administratif.
BOSC, professeur de Procédure Civile.
VIALLETON, professeur de Droit Civil.
LÉGAL, professeur de Droit criminel.
DEMONTÈS, professeur de Droit commercial.
DELBEZ, professeur de Droit constitutionnel.
TISSET, professeur d'Histoire du Droit.
TEITGEN, professeur de Droit constitutionnel.
AUBENAS, Chargé de Cours de Droit romain.
MILHAU, Chargé de Cours d'Economie politique.
TULET, Chargé de Cours d'Economie politique.
DIJOL, Chargé de Cours de Capacité.
BOSC, Secrétaire.
DUBOIS, Secrétaire honoraire.

JURY

MM. DELBEZ. . . . Président.
MILHAU. . . . Assesseur.
TULET. . . . Assesseur.

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses: ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



A LA MEMOIRE DE MES PARENTS

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION:

La crise actuelle et ses conséquences	11
---	----

PREMIERE PARTIE

Les causes externes de la crise et les remèdes

Concurrence et protection

CHAPITRE I. — <i>La concurrence étrangère</i>	21
<i>Section I.</i> — Les Primes	22
<i>Section II.</i> — Réforme fiscale et encouragements divers	28
CHAPITRE II. — <i>La concurrence du fil de cellulose</i>	33
<i>Section I.</i> — Soie et fil chimique	35
<i>Section II.</i> — La Fraude	38
<i>Section III.</i> — La protection de la soie à l'étranger ..	42
<i>Section IV.</i> — La protection de la soie en France ..	45

DEUXIEME PARTIE

Les causes internes de la crise et les remèdes

Les conditions économiques de la production et l'organisation nécessaire

CHAPITRE I. — <i>L'Elevage des vers à soie.</i>	
Enseignement et propagande	59
<i>Section I.</i> — Les régions séricicoles	59
<i>Section II.</i> — Technique et conduite des éducations.	61
CHAPITRE II. — <i>Le Commerce des cocons.</i>	
Commissions paritaires et prix minimum	69
CHAPITRE III. — <i>Coopération et Mutualité</i>	75

TROISIEME PARTIE

L'avenir de la soie française

CHAPITRE UNIQUE:

<i>Section I.</i> — Une source nationale d'approvisionnement	85
<i>Section II.</i> — Une industrie exportatrice menacée ..	89
<i>Section III.</i> — Prix et qualité de la soie française ..	95

CONCLUSION

LA MISSION DE LA FRANCE	103
BIBLIOGRAPHIE	109

INTRODUCTION

Le déclin de la sériciculture française et les moyens d'y remédier

La crise actuelle et ses conséquences

« Jadis, l'époque de la récolte des cocons était un temps de fête et d'allégresse. Malgré la fatigue des derniers jours de l'éducation, où l'appétit des vers ne peut être satisfait qu'au prix d'un travail qui ne connaît de repos ni le jour, ni la nuit, des chants joyeux retentissaient partout dans les campagnes... Un seul trait dira la place qu'occupait dans la vie des populations la récolte du précieux textile: les paiements d'une année entière, tous les règlements d'affaires avaient lieu quelques jours après l'achèvement des éducations. Cet usage antique et respecté n'est plus aujourd'hui qu'un souvenir. »

PASTEUR. — *Traité de la maladie des vers à soie*, p. 12.

La Sériciculture, et plus généralement l'Industrie de la Soie française toute entière, subissent de nos jours une crise plus grave peut-être que ne le fut celle du siècle dernier.

S'ils n'ont pas la physiognomie de la terrible maladie épidémique qu'enrayèrent, à cette époque, les recherches mémorables de Pasteur, les maux actuels n'en apparaissent pas moins aussi dangereux pour la vie même de cette précieuse industrie nationale.

La Sériciculture française se meurt. Il suffit de se reporter aux statistiques. De 1894 à 1903, le nombre moyen des sériciculteurs s'est élevé au chiffre de 134.206 qui ont produit 8.175.575 kilos de cocons. De 1904 à 1913, la moyenne des éleveurs est descendue à 114.533 et celle de la production à 6.873.789 kilos.

En 1914, les récoltes des 83.825 producteurs qui subsistent ne représentent que 5.067.392 kilos. Ensuite la régression est allée s'accroissant: en 1918, 2.922.908 kilos pour 59.457 éleveurs (1).

(1) A. MOZZICONACCI. — *Le Vers à Soie du Mûrier*, p. 9.

La hausse générale des produits agricoles et industriels, entraînant celle du prix des cocons, atténua la crise en 1920, année où fut atteint le chiffre le plus élevé obtenu depuis 1914: 65.946 éleveurs; mais cette amélioration devait être sans lendemain; dès 1921, on ne relève plus que 52.400 producteurs.

Depuis cette date le fléchissement a été continu ainsi que l'attestent les chiffres publiés au *Journal Officiel*, à la suite des enquêtes annuelles du ministère de l'Agriculture, chiffres qui, pour les dernières années qui ont précédé le conflit actuel, sont les suivants:

ANNÉES	NOMBRE DES SÉRICICULTEURS	QUANTITÉ (en kilos)	VALEUR (en francs)
1935	11.758	656.601	1.835.996
1936	12.037	673.849	2.907.835
1937	12.546	640.607	5.553.909
1938	11.139	598.931	5.989.310 (1)
1939	9.025	530.556	7.427.784

Si les chiffres de la production peuvent être trompeurs, parce que le rendement est attaché à la réussite des éducations, ceux qui déterminent le nombre des éleveurs sont significatifs. Si l'on retient le nombre des éleveurs en 1913 (90.517) et celui de 1938 (11.139), on constate une diminution de 86,58 %. Pareillement le nombre d'onces de graines de vers à soie mises en incubation est passé de 126.678 à 12.726, soit une diminution de 89,90 %.

La production de la soie française a subi la même courbe descendante (en kilos):

	PRODUCTION PROVENANT DE COCONS FRANÇAIS	PRODUCTION TOTALE FRANÇAISE
1935	52.000	160.000
1936	53.000	160.000
1937	50.000	108.000 (1)

Ainsi en 1937 la récolte des cocons français n'a permis d'assurer que la moitié des besoins pourant bien faibles de la production française de soie grège (2).

Aussi bien, certains économistes, basant leurs observations sur les données des statistiques et faisant abstraction de toutes autres considérations, ont-ils conclu à la disparition de la Sériciculture française dans un avenir prochain.

(1) D'après les statistiques du Syndicat des Fabricants de Soieries et Tissus de Lyon.

(2) Rappelons qu'en 1897 la production de soie grège d'origine française s'est élevée à 845.000 kgs, dont 90 % provenant de cocons français.

De là à affirmer la nécessité de cette disparition, il n'y a qu'un pas... vite franchi: la Sériciculture et la Filature françaises, ajoutées, ne peuvent vivre que grâce aux primes, c'est-à-dire grâce aux aumônes de l'Etat-Providence. Et l'on fait observer que des sommes considérables ont été votées par le Parlement pour couvrir le montant des primes accordées à la sériciculture et à la filature. On rappelle que le crédit destiné à la sériciculture, qui s'élevait à 6 millions de francs en 1898, a atteint 8 millions en 1930 (1), 16.500.000 francs en 1931 (2), 14 millions en 1941.

Il convient dès le début de cette étude de faire justice de cette argumentation erronée. *Les primes en effet sont, non pas un cadeau, mais la légitime et d'ailleurs insuffisante compensation de l'absence de droits protecteurs dont bénéficient, à l'inverse de la sériciculture et de la filature, d'autres cultures et d'autres industries.*

Il est plus conforme à la vérité de rappeler, et nous reviendrons sur ce point (3), que c'est au contraire l'absence de droits protecteurs, mal compensée par une législation incomplète, qui est à l'origine de la décadence aujourd'hui déplorée.



Du point de vue strictement économique, la disparition de la sériciculture et de la filature françaises apparaît cependant comme devant entraîner dans l'économie nationale de graves répercussions.

La production française de la soie est certes médiocre en face de la production mondiale. En 1937 celle-ci s'est élevée au chiffre de 37.904.000 kilos, dans lequel le Japon figure pour 30.000.000 kgs., l'Italie pour 3.000.000, la Chine pour 2.172.000, la France pour... 50.000 (4).

Mais on ne doit pas oublier que le tissage français a consommé, en cette même année 1937, 2.676.000 kgs. pour lesquels il a dû importer 2.626.000 kgs (5) qui, au prix moyen de 112 francs le kilog (6) représentent 294.112.000 francs.

Le tribut payé chaque année à l'étranger par la fabrique française apparaît encore plus lourd si l'on s'écarte des années de crise

(1) Rapport FOULD. — Budget de l'Agriculture pour l'exercice 1930.

(2) L'augmentation de 7.500.000 francs résulte de l'application de la loi du 30 avril 1930. Voir I^{re} Partie, Ch. I, Sect. 1.

(3) Voir I^{re} Partie, Chap. I, Sect. 1.

(4) et (6) D'après les statistiques des Fabricants de Soieries et Tissus de Lyon.

(5) C'est à ce chiffre que s'est élevée la production française en 1853, date qui marque le point culminant de la sériciculture française.

qui ont précédé le conflit mondial actuel pour retenir, à titre d'exemples, dans une époque de production normale, les années 1920 à 1925, au cours desquelles, malgré des récoltes de cocons français plus abondantes (3 millions de kilos en moyenne), les importations françaises de soie grège se sont élevées à environ 5 millions de kilos de soie. Pour cette période, la production déficitaire de la France a obligé la fabrique à déboursier un milliard de francs qui sont venus surcharger d'autant notre balance commerciale et alourdir notre devise.

L'infériorité de la production sur la consommation industrielle a donc pour résultats de peser sur notre change d'une part, de priver d'autre part, au profit de l'étranger, nos agriculteurs et nos filateurs de richesses considérables.

Il y a plus, les pays étrangers qui nous vendent la soie ont été amenés — c'est la règle de l'évolution économique — à traiter sur place cette matière première; de sorte que la grande industrie lyonnaise des soieries a reçu, ainsi que nous aurons à le préciser (1), les plus rudes atteintes.

On sait que le marché lyonnais a perdu une partie de l'importance qu'il avait autrefois. En 1913, Lyon était encore le marché universel des soies et ses exportations (ou mieux ses réexportations, puisque la production était insuffisante pour la consommation nationale) s'élevaient à trois millions et demi de kilos de soie. En 1920 déjà elles n'étaient plus que de 1 million et demi de kilos.

Lyon n'est plus le principal centre de distribution des soies étrangères. Milan l'a d'abord supplanté, « favorisé par la prépondérance sur les nôtres de la sériciculture, de la filature et du moulinage italiens, par ses liaisons directes avec les pays consommateurs de l'Europe centrale, par les escales à Brindisi et à Gênes des lignes de navigation qui desservent l'Extrême-Orient et transportent les soies asiatiques » (2).

New-York est venu exercer dans la suite une concurrence plus dangereuse encore en s'approvisionnant directement dans les pays producteurs ; de sorte que les Etats-Unis sont devenus les plus grands consommateurs et les plus grands producteurs de soieries du monde.

Ainsi la France a perdu la direction du marché des soies qui est passée aux Etats-Unis. Aussi bien a-t-on pu écrire avec juste raison: « Demain peut-être les étrangers feront sur place la filature, le tissage, le moulinage et même la teinture et nous leur achèterons... si nous avons assez d'argent pour le faire » (3).

(1) Voir notre III^e Partie, p. 89.

(2) P. CLERGET. — *Les Industries de la Soie en France*, p. 46.

(3) *Revue bi-mensuelle de la Sériciculture*, du 10 juin 1924. Editorial. Lignes prophétiques!

On le voit, la crise séricicole est celle de l'industrie de la soie naturelle française toute entière. Faut-il préciser ce que cette dernière représente dans l'économie nationale ?

On n'ignore pas ce qu'elle a été dans le passé: depuis le milieu du xv^e siècle, Lyon est « la personnification de l'art de la soie dans le monde ». Dans la vie économique du pays, elle occupe actuellement encore une place très importante. Les exportations lyonnaises, qui vers 1930 représentaient 8 % des exportations françaises, atteignent encore aujourd'hui 4 à 5 % de ces exportations.

Est-il besoin d'insister ? La crise séricicole c'est une immense richesse nationale menacée.



Erreur du point de vue économique, la mort de l'industrie de la soie serait du point de vue social une injustice et un danger.

En 1930, l'élevage des vers à soie a été pratiqué par plus de 35.000 familles paysannes qui, habitant les régions déshéritées du Gard, de l'Ardèche, de la Drôme, du Var et de la Lozère, trouvent une de leurs principales ressources dans cette production qui les attache à la terre.

Ces mêmes familles composent le personnel des entreprises de grainage (qui emploient saisonnièrement environ 4.000 ouvrières), des filatures (qui occupent environ 8.000 ouvrières), des usines de moulinage (30.000 ouvrières). Cette main-d'œuvre essentiellement paysanne, peut arriver à vivre ainsi dans les vallées pauvres de l'Ardèche, du Gard, de la Loire, de la Haute-Loire. Le tissage de la soie fixe de même dans de multiples petits centres de l'Isère, de la Loire, de l'Ardèche les 50.000 métiers qui lui sont nécessaires.

Si la France ne produisait plus de soie, que deviendrait cette main-d'œuvre d'élite ? Agricole et rurale, elle ne saurait trouver place dans le travail des textiles artificiels qui s'est révélé comme une grosse industrie réunissant dans les grands centres un nombre d'ouvriers considérable comprenant un pourcentage très élevé d'ouvriers étrangers. On ne peut espérer que la petite filature des vallées cévenoles devienne filature de fil artificiel.

En ce qui concerne les six mille ouvriers et ouvrières attachés à la fabrication du bas de luxe (à Troyes et surtout à Ganges), les dix mille ouvriers occupés par l'industrie des déchets de soie, ceux des trente mille métiers à rubans du département de la Loire, aucune hésitation n'est possible: cette main-d'œuvre spécialisée ne trouverait plus à s'employer en France (1).

(1) Nous avons déjà indiqué que rien n'obligera les pays étrangers à nous vendre une matière première qu'ils auront la possibilité de traiter chez eux.

Sériciculture, Filature, Moulinage et Tissage, ce serait l'exode vers les villes de la famille paysanne toute entière : on voit le danger.

N'y aurait-il pas au surplus une injustice? Ces populations sont passionnément attachées au sol natal; elles ne le quitteraient que contre leur gré. Permettre à la famille paysanne de vivre sur la terre ancestrale, c'est faire acte de justice sociale (1).

On le voit, du point de vue de l'économie nationale, du point de vue social, il ne faut pas laisser mourir l'industrie de la soie française.

En ce qui concerne la sériciculture et la filature françaises, la crise est ancienne. Elle remonte, on le sait, à la fin du siècle dernier. C'est en 1891 que les sériciculteurs et les filateurs se soulevèrent en masse et appelèrent la protection des pouvoirs publics.

La crise actuelle, plus grave peut-être, a de même été portée à la connaissance du Gouvernement. Les intéressés se sont organisés. En 1922 un Comité National de la Sériciculture a été fondé qui groupe les représentants des graineurs, sériciculteurs, filateurs et ceux de l'industrie lyonnaise. En 1923 s'est formée à Lyon la Fédération de la Soie, « concentration verticale de tous les Syndicats dont les membres sont intéressés à la production ou à la vente du cocon, du fil ou de l'étoffe de soie et qui sont placés, les uns vis-à-vis des autres, dans un état d'interdépendance économique » (2). Cette Fédération s'est acquis le concours du Comité National qu'elle compte parmi ses adhérents.

De cette collaboration est né l'Office National Séricicole, « organe exécutif du Comité National et de la Fédération de la Soie pour tout ce qui concerne la branche séricicole » (3).

Un décret du 10 octobre 1923 a d'autre part institué auprès du Ministre de l'Agriculture, un Conseil Supérieur de la Sériciculture qui groupe les représentants autorisés de l'Administration et des diverses branches de la production et de la transformation de la soie.

Ces différents organismes et groupements ont étudié les causes de la crise séricicole et ont cherché les remèdes.

C'est à cette étude et à cette recherche que nous allons maintenant nous attacher.

(1) Ces diverses considérations nous paraissent avoir échappé à certains auteurs. C'est ainsi que feu M. Auguste ISAAC (*Revue des Deux-Mondes* du 1^{er} mars 1931), après avoir indiqué que « les réclamations des sériciculteurs rappellent la bataille des diligences et des chemins de fer », conclut: « la main-d'œuvre occupée par les filateurs se déplacera au profit du moulinage ou des fabriques de soie artificielle ». Cette solution a pour elle le mérite de la simplicité.

(2) *Documents de la Fédération de la Soie*. Note de juillet 1923.

(3) *Revue de la Sériciculture*. 25 janvier 1924, p. 12.

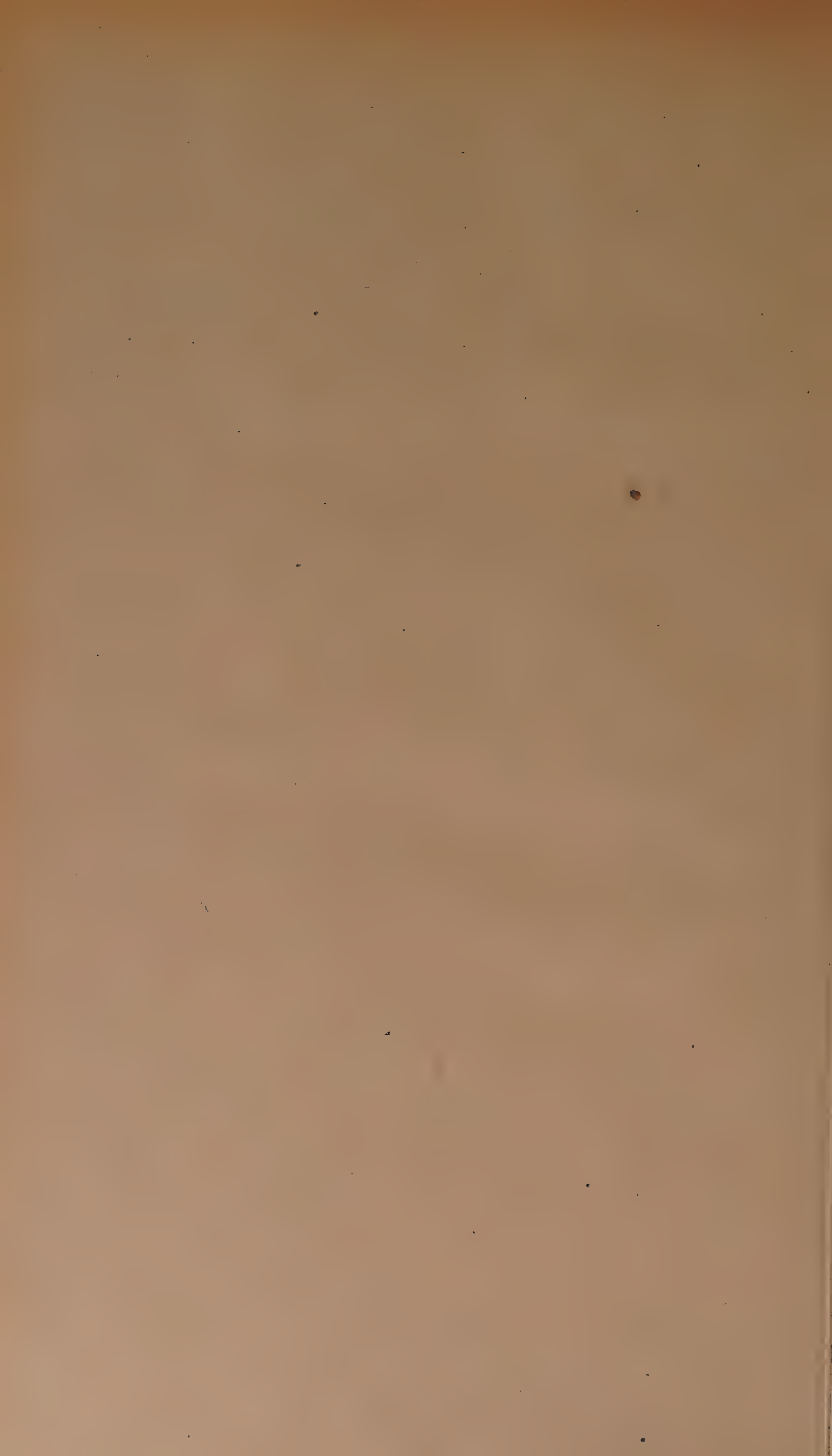
Les causes de la crise sont de deux sortes.

Il y a des causes externes: la concurrence étrangère et celle du fil de cellulose.

Il y a des causes internes propres à l'organisation même de la production.

Nous étudierons les premières et leurs remèdes dans une première partie, les secondes et leurs remèdes dans une deuxième partie.

Dans une troisième partie nous examinerons les perspectives d'avenir de la soie française, une fois adoptés les remèdes proposés.



PREMIÈRE PARTIE

Les causes externes de la crise et les remèdes

Concurrence et protection

CHAPITRE I

La concurrence étrangère

« N'est-il pas vrai que si nous sommes obligés d'acheter chaque année pour plusieurs milliards de matières premières (laine, chanvre, lin, soie), c'est parce que la politique industrielle, que connaît notre pays depuis 30 ans, s'est appliquée à détruire peu à peu chez nous toutes les sources de ces matières premières ? »

» La soie, la laine, le lin, le chanvre, peuvent être produites sur notre sol... C'est volontairement qu'on a retiré aux agriculteurs, en les livrant sans défense à la concurrence étrangère, les moyens de les obtenir ».

Victor BORET. — *Pour ou contre la Terre.*

La concurrence étrangère a été et reste une des principales causes de la crise séricicole française. Elle est à l'origine de la crise. Reprenons en effet les statistiques.

Nous avons vu (1) qu'en 1853 la production française a atteint son apogée avec 26.000.000 kgs. de cocons, représentant plus de 2.200.000 kgs. de soie. La terrible maladie de la « pébrine » survint qui entraîna une diminution progressive de la production réduite à 5.500.000 kgs. en 1865. Mais les travaux de Pasteur ayant complètement enrayé les effets de la maladie, la reprise aurait dû être rapide et complète.

Or, malgré la vulgarisation des nouvelles méthodes de grainage cellulaire et d'élevage, les récoltes ne cessèrent de diminuer depuis cette époque ainsi qu'il résulte du tableau suivant :

1866-1870: 11.860.000 kgs. de cocons représentant 800.000 kgs. de soie.

1871-1875: 10.100.000 kgs. de cocons.

1876-1880: 7.254.000 kgs. de cocons représentant 700.000 kgs. de soie.

(1) Introduction, p. 13, note 5.

La soie française était victime d'une nouvelle invasion plus terrible que celle de la maladie : le développement des moyens de transport maritime et surtout l'ouverture du canal de Suez (1869), qui permirent aux Chinois et aux Japonais d'inonder de soies asiatiques les marchés européens et principalement le marché français.

L'industrie de la soie est, on le sait, dans les pays d'Extrême-Orient, son berceau, un travail de prédilection (on a pu dire un art sacré). Les encouragements prodigués par le Gouvernement japonais ont permis à cette industrie de prendre dans ce pays où elle est favorisée par le climat, un grand développement.

L'organisation du travail dans les filatures japonaises, semblables à des couvents, les salaires véritablement infimes de la main-d'œuvre asiatique favorisent l'établissement de prix de revient que l'Europe n'a jamais connus (1).

La concurrence est dès lors facilitée, la soie étant une matière chère (2), qui pèse peu, sous un petit volume, les frais de transport ne comptant pour ainsi dire pas dans le prix d'achat.

On comprend dès lors pourquoi, dans le passé, les filateurs français ont éprouvé les plus grandes difficultés pour vendre leurs belles soies dont le prix de revient était parfois plus élevé que le prix de vente des soies asiatiques.

La « démocratisation » de la soie a d'autre part amené, à la même époque, l'apparition de tissus constitués par le mélange de fils de grège avec d'autres fils (coton, laine, fil chimique) : les soies asiatiques ont trouvé là un emploi qui ne pouvait convenir à la belle soie des Cévennes.

SECTION I: LES PRIMES

Lésés par la concurrence étrangère, les producteurs de soie ont, dès la fin du siècle dernier, demandé aux pouvoirs publics de protéger à la frontière leur produit, le tarif des douanes de 1881 admettant en franchise la soie sous toutes ses formes.

En 1888 le Parlement, entraîné d'ailleurs à cette époque dans une guerre de tarifs avec l'Italie, où le développement des manufactures de soie commençait à porter la concurrence sur le terrain

(1) La soie italienne vient également concurrencer la soie française en raison de son prix de revient moins élevé. Et, cependant, pour un travail difficile, la fileuse française ne gagne qu'un faible salaire.

(2) On ne peut expliquer, par contre, sinon par la décadence de la sériciculture française, la survivance de la concurrence japonaise après la crise de 1930 et la baisse considérable du prix de la soie.

industriel, imposa un droit de 0 fr. 25 par kilo de cocons étrangers et un droit de 1 franc par kilo sur la soie grège.

Mais lors de la révision douanière de 1892, la Fabrique de soieries invoqua l'insuffisance de la production française et la nécessité où elle se trouvait placée d'avoir recours à l'appoint des soies étrangères. Grande industrie exportatrice, elle indiqua que les droits de douane pèseraient sur le prix de revient des soieries et favoriseraient la concurrence étrangère.

Il peut arriver en effet que la protection accordée à une industrie nuise à une autre, si l'objet dont le prix est majoré par les droits de douanes est une matière première ou un produit semi-ouvré qui entre dans la fabrication du produit manufacturé d'une industrie indigène. Les droits protecteurs risquent d'entraver le développement de cette industrie, d'amener même son déclin, c'est-à-dire par voie de conséquence la disparition de l'industrie productrice de matière première et bénéficiaire de droits de douanes.

Telle fut la thèse de l'industrie lyonnaise.

Pour concilier les intérêts en présence, il convenait dès lors de recourir à un autre moyen de protection. Les sériciculteurs invoquèrent le procédé du « drawback » qui « consiste à restituer à la sortie le droit de douane perçu à l'entrée sur la matière première ayant servi à fabriquer le produit » (1). Mais les pouvoirs publics objectèrent les inconvénients présentés par cette méthode et dont le principal est de porter au budget des recettes et des dépenses fictives.

Les auteurs du tarif de 1892 avaient proposé cependant d'établir un droit d'entrée sur les cocons et sur la soie moulinée; ils se refusèrent par contre à taxer la soie grège, matière première de l'industrie de la soierie.

Le tarif des soies fit l'objet à la Chambre d'un rapport de M. Jonnart, député, qui concluait à la suppression des droits sur les cocons et à l'exemption pour les soies grèges. Le même point de vue fut soutenu au Sénat par M. Trarieux. A la Chambre comme au Sénat la discussion fut vive et l'adoption du rapport ne fut réalisée que grâce au dépôt par le Ministre de l'Agriculture d'un projet portant « allocation de primes à la Sériciculture et à la Filature françaises ».



Le moyen de protection que le Gouvernement offrait aux sériciculteurs et aux filateurs par ce projet de loi était donc *la prime* qui est « une somme versée par l'Etat au producteur: elle s'ajoute au prix de revient et augmente ainsi directement le profit » (2).

(1) NOGARO et MOYE. — *Les régimes douaniers*, p. 279.

(2) NOGARO et MOYE, *op. cit.*, p. 41.

Sur la valeur économique de ce mode de protection, les économistes sont fort divisés. L'institution du régime doit être rattachée au mercantilisme. Colbert accordait aux éducateurs de vers à soie une prime de 24 sols par mûrier de 3 ans et faisait acheter des graines en Italie pour les distribuer aux sériciculteurs de Provence et du Languedoc. Mais ces encouragements devaient disparaître avec le Colbertisme frappé de discrédit par les Physiocrates. Par un singulier retour, ce système, bien que nettement protectionniste, devait entraîner l'adhésion des libre-échangistes : Adam Smith, Leroy-Beaulieu reconnaissent son utilité ; mais l'école classique (J. B. Say, Cauwes) le repousse comme entaché de protectionnisme.

Les discussions théoriques entre protectionnistes et libre-échangistes sont de nos jours singulièrement périmées. « Les libre-échangistes intransigeants n'ont plus que quelques représentants attardés. Tout le monde s'accorde sur les nécessités pratiques d'une politique économique nationale » (1). Il ne saurait certes être question d'opposer aux difficultés du moment les expédients dérisoires d'un mercantilisme exhumé du fond des siècles. Mais actuellement on ne saurait contester qu'« une politique commerciale rationnelle si elle doit prendre pour base le système de la liberté, peut faire place à des mesures de protection » (2).

Entre les deux extrêmes, libéralisme intégral et protectionnisme (ou autarcie), il y a place pour une formule mitigée. Et si nous passons de l'économie générale de l'ensemble du pays à celle, particulière et contingente, des régions séricicoles, ne convient-il pas de rappeler qu'en ce qui concerne la sériciculture et la filature, *la protection est un droit ?*

« La politique commerciale systématisée en 1892 est fondée sur l'idée que tous les modes de l'activité économique nationale ont droit à la protection : refuser la protection à l'un d'eux, c'est le traiter avec injustice » (3).

La loi du 29 mars 1910 a maintenu dans son ensemble le système de l'exemption des droits en faveur des matières premières et c'est ainsi qu'entrent en franchise avec les cocons et les soies grèges, les laines et cotons, les peaux brutes, les chanvres exotiques, les crins et poils bruts. Mais lorsque ces produits viennent concurrencer une industrie nationale, celle-ci reçoit une protection sous forme de primes.

Celles dont bénéficient la sériciculture et la filature sont donc « compensatrices de l'absence dans le tarif de 1892 de droits de douane en faveur de ces industries ». Rachat d'un droit de douane,

(1) OUALID. — *La Politique Economique*, p. 108.

« Une politique économique nationale », telle sera notre conclusion.

(2) TRUCHY. — *Cours d'Economie Politique*, p. 66 et suiv.

(3) TRUCHY, *op. cit.*, p. 39.

elles ne sont pas de simples encouragements, analogues par exemple à ceux accordés, dans les pays séricicoles, à la culture des châtaigniers et des oliviers. On comprend mal de lors les réserves faites, même de nos jours, sur leur légitimité. Dire « le système des primes n'a jamais eu la faveur de la Commission des Finances qui le considère comme un encouragement à la paresse des bénéficiaires » (1), c'est exprimer une opinion aussi injuste qu'erronée.

Nous retrouvons ici le grief principal que l'école classique formulait contre les primes: hostile à l'intervention de l'Etat, elle considérait leur adoption comme un pas marqué vers l'Etat-Providence.

Du point de vue théorique cependant la prime apparaît comme un mode de protection bien supérieur à celui réalisé sous forme de droits de douane. Elle a notamment le mérite de ne porter aucun préjudice aux consommateurs puisqu'elle ne relève pas le prix du produit au-dessus du prix mondial comme le droit de douane (2). Elle n'est pas une entrave pour le commerce extérieur et met fin aux guerres de tarifs. « Leur véritable supériorité est celle de la franchise... Le public sait qu'il paie cette protection et combien, tandis que les droits de douane font prendre au pays pour un gain ce qui n'est qu'une charge » (3).

Mais cette supériorité morale du système des primes se heurte à une infériorité pratique: budgétairement le droit de douane est une recette, la prime une dépense. Cet inconvénient a amené M. Charles Gide lui-même, qui fut un partisan convaincu du système des primes et de « la protection sans droits protecteurs » (4) à abandonner un système « qui ne sera jamais populaire ».

Une controverse purement théorique sur les avantages et les inconvénients respectifs des primes et des droits protecteurs nous paraît d'ailleurs, en l'état actuel de la situation économique mondiale, tout aussi dénuée d'intérêt que celle qui mit autrefois aux prises les partisans du protectionisme et ceux du libre-échange.

Sans doute les primes sont une charge pour le budget; mais les droits de douane sur une matière première nécessaire pour une industrie indigène sont-ils possibles? Et dès lors peut-on sérieusement s'opposer à une intervention de l'Etat qui se manifeste non par des entraves, mais par des mesures stimulatrices?

Les primes d'ailleurs « sont théoriquement un terrain de conciliation parfait entre les doctrinaires de l'incapacité industrielle de l'Etat et les apôtres des bienfaits de son ingérence. Par elles en effet

(1) Louis SERRE, rapporteur de la Commission, Sénat. Séance du 29 mars 1931.

(2) « La prime agit comme un impôt négatif »: COURNOT, p. 459.

(3) Charles GIDE. — *Cours d'Economie Politique*, édit. 1929.

(4) Charles GIDE. — *Revue d'Economie Politique*, octobre 1891.

l'Etat intervient en chargeant les entreprises privées elles-mêmes de faire fructifier les mesures qu'il met à leur disposition » (1).

Nous répondrons en résumé à ceux qui sont hostiles aux primes parce qu'ils le sont à la protection : en l'état actuel du système douanier, la prime est un droit; et à ceux qui les repoussent parce qu'elles marquent l'intervention de l'Etat: les lois de primes sont des lois d'utilité générale et non pas des lois d'assistance.

Aux uns et aux autres nous dirons: ainsi considérées les primes seront véritablement efficaces pour le plus grand profit de tous, car la charge qu'elles imposent au budget n'est qu'apparente, le développement de l'industrie qu'elles protègent devant amener un accroissement de recettes.



Le projet de loi déposé par le Ministre de l'Agriculture en 1892 devint la loi du 13 janvier 1892 (J. O. du 14 janvier 1892) qui allouait aux sériciculteurs, pour une durée de six années, une prime de 0 fr. 50 par kilo de cocons frais.

La loi du 2 avril 1898 (J. O. du 7 avril 1898) a porté cette prime, pour une durée de dix années, à 0 fr. 60. La loi du 11 juin 1909 (J. O. du 13 juin 1909) a renouvelé pour une durée de vingt années la loi précédente sans modifier le taux de la prime.

Ce taux a été élevé à 2 fr. 40 par la loi du 31 mars 1928 (J. O. du 1^{er} avril 1928), loi qui contenait une innovation importante (2), la retenue d'une partie (40 centimes) de la prime pour la constitution d'un fonds de propagande séricicole, de sorte que le montant de la prime nette est ramené à 2 francs.

Une nouvelle augmentation du taux des primes est apportée par la loi du 30 avril 1930 (J. O. du 9 avril 1931). La prime est portée à 3 francs et majorée de 60 % afin de compenser la dépréciation de la monnaie, de sorte que la prime nette devient 3 fr. — 0 fr. 40 = 2 fr. 60 + 60 % = 4 fr. 16.

La loi du 2 avril 1931 (J. O. du 9 avril 1931) élève la prime à 6 fr. 40 et la retenue pour le fonds de propagande à 0 fr. 80, de sorte que la prime nette est 6 fr. 40 — 0 fr. 80 = 5 fr. 60 + 60 % = 8 fr. 96.

Le décret-loi du 4 avril 1934 (J. O. du 5 avril 1934) réduit le taux de la prime nette de 15 %, soit 8 fr. 96 — 15 % = 7 fr. 616.

Le décret-loi du 17 juillet 1935, prévoyant un prélèvement de 10 % sur toutes les dépenses publiques, la prime nette est ramenée à 7 fr 616 — 10 % = 6 fr. 84.

(1) A. DE LAVISON. — *La Protection par les primes.*

(2) Sur laquelle nous reviendrons. (V. Deuxième partie, Ch. I, Section II, p. 67.

Mais l'arrêté du 6 septembre 1938 (J. O. du 17 septembre 1938) augmente la prime de 20 %, et ainsi, le décret du 17 juillet 1935 étant maintenu, la prime nette est fixée à 7 fr. 616 + 20 % = 9 fr. 139 — 10 % = 8 fr. 22 nets par kilogramme de cocons frais, chiffre qui a été appliqué pour les récoltes des années 1938, 1939, 1940 et 1941.

On voit par l'énumération des textes législatifs qui précèdent, combien le régime des primes a été sans cesse remanié. Et cela parce que les primes sont considérées comme des encouragements, alors qu'elles ne sont que des compensations douanières. Il y a là, vis-à-vis des sériciculteurs et des filateurs (1), une injustice flagrante: les tarifs douaniers sont-ils ainsi modifiés fréquemment sans préavis?

Au surplus la grande variabilité du prix du cocon, que nous aurons à déterminer (2), ajoutée aux perpétuelles modifications du taux de la prime, a entraîné la faible efficacité de celle-ci dont le paiement à retardement n'a cessé de réduire encore l'importance.

Même lorsque la prime reste stable, comme elle l'a été pendant de très longues années (1909 à 1929), elle reste sans effet parce que le prix du kilo de cocons subit les variations les plus désordonnées: 3,85 en 1909, 14 fr. en 1920, 8 fr. en 1921, 20 fr. en 1923, 32 fr. 50 en 1926. Et même lorsque la prime est augmentée, comme entre 1929 et 1931 où elle a plus que quadruplé, passant de 2 fr. à 8 fr. 96 par kilo, le prix du cocon baissant (17 fr. en 1929 contre 5 fr. en 1931), le nombre des sériciculteurs diminue de 50 % et le poids total des cocons produits de 60 % (2.535.900 en 1929 contre 996.672 kilos en 1931). En 1934 le prix du cocon descend à 1 fr. 50 (prix le plus bas depuis Louis XIV): c'est à ce moment qu'un décret-loi intervient, celui du 4 avril 1934... qui réduit la prime nette de 15 %.

Concluons cette étude des primes à la sériciculture en affirmant que seule aurait pu et peut avoir une influence réelle une prime fixe augmentant un prix stable, ledit prix étant payé à la livraison.

Cela est si vrai que, la guerre survenue, le Gouvernement français a dû par avis du ministère de l'Agriculture (J. O. du 5 mars 1940) informer les sériciculteurs que la totalité de la production nationale de cocons frais de vers à soie de 1940 serait acquise pour les besoins de la défense nationale au prix définitif de 25 fr. le

(1) La filature a bénéficié parallèlement d'une augmentation de prime ou subit une diminution. Indiquons, une fois pour toutes, que, obligés de nous limiter, nous n'étudierons pas la crise de la filature: ses causes sont d'ailleurs pour partie celles de la crise séricicole et les mêmes maux appellent les mêmes remèdes.

(2) Voir II^e Partie, chapitre II, p. 70.

kilo, prime non comprise. Mais si le prix était stipulé payable à la livraison, la prime devait être versée selon la procédure habituelle, c'est-à-dire ultérieurement, c'est-à-dire trop tard.

Aussi bien le Gouvernement devait-il être amené à prendre dans la suite un nouvel arrêté, celui du 30 décembre 1941 (*Bulletin Officiel du Service des Prix* du 2 janvier 1942) par lequel le prix des cocons a été fixé pour la récolte 1942 à 55 francs le kilogramme, toutes primes comprises.

On ne saurait trop louer ces nouvelles dispositions qui ont eu pour double effet d'augmenter et de stabiliser et la prime et le prix payés au sériciculteur.

SECTION II : REFORME FISCALE ET ENCOURAGEMENTS DIVERS

Les primes n'encouragent que la production. Cela ne suffit pas: il faut vendre la soie produite. Si la fabrique lyonnaise emploie de moins en moins la soie française (4 % de sa consommation de nos jours), ce n'est pas parce que la production est faible (ce qui serait prendre l'effet pour la cause), ce n'est pas uniquement en raison du bas prix des soies asiatiques et italiennes, qui n'a d'ailleurs pas toujours été aussi bas qu'on veut bien le dire, ni aussi inférieur au prix français qu'on l'affirme.

La réserve des acheteurs sur le marché national provient de ce que la soie française et la soie étrangère ne sont pas, du point de vue des taxes et des impôts, aussi paradoxal que cela puisse paraître, traitées sur le même pied d'égalité.

Les soies étrangères importées en France bénéficient du régime dit de la « soumission cautionnée » (loi du 13 juillet 1925, art. 84, et décret du 14 août 1925) et ne paient, en tout et pour tout, qu'une seule taxe de 2 % (taxe à l'importation); elles sont exemptées par l'article 84 de la loi du 12 juillet 1925 de la taxe sur le chiffre d'affaires, quelles que soient les transactions dont elles sont, dans la suite, l'objet.

Bien plus, ces mêmes soies ne paient même pas la taxe d'importation de 2 % lorsqu'elles sont ensuite réexportées soit en grège, soit en moulinée écru; elles ne paient dans ce cas en définitive aucune taxe.

La taxe sur le chiffre d'affaires pèse au contraire sur la soie française chaque fois que, par une nouvelle vente, elle passe dans des mains différentes, jusqu'au moment où elle arrive au consommateur. Cette taxe qui est de 2 % (soit 6 à 7 fr. par kilo avant la crise de 1930 à chaque transaction) arrivait à cette époque à majorer de

15 à 20 fr. le kilo de soie lorsqu'il parvenait entre les mains du consommateur (1).

Les opérations de vente se faisant, dans le commerce de la soie, avec un bénéfice oscillant entre 1 % et 2 et demi %, cette taxe excessive rend impossible le commerce de la matière imposée.

Ainsi handicapée, la soie française perd la faveur des acheteurs. Il serait simplement équitable d'appliquer le même traitement fiscal à la soie française et à la soie étrangère.

Aussi bien a-t-on pu demander (2) que la soie française bénéficie elle aussi d'un régime équivalent à la soumission cautionnée. Du point de vue budgétaire, ces dispositions ne pourraient entraîner pour le Trésor qu'une plus-value. En raison des taxes en effet les transactions sur les soies françaises sont à peu près nulles; de sorte que, selon la formule connue, « l'impôt se dévore lui-même ». L'octroi de la soumission cautionnée aux soies françaises ne pourrait qu'assurer un développement des transactions dont profiterait le budget.

Que si l'on considère cette mesure comme une dérogation aux règles fondamentales de l'impôt sur le chiffre d'affaires, il est facile de répondre qu'un précédent existe... et que les soies étrangères l'ont créé. Le projet de loi relatif à la soumission cautionnée pour les soies françaises, venu en discussion devant la Chambre des députés en 1931, et vivement combattu par le Gouvernement, a été cependant repoussé parce qu'il aurait « créé un précédent et diminué les ressources budgétaires » (sic).

Les auteurs de ce projet ont demandé immédiatement par projet de résolution (3), l'étude d'une réforme générale fiscale concernant la sériciculture et la filature de soie en France, projet qui n'a jamais été examiné.

On doit le déplorer. Etant donnée l'acuité de la crise, une réforme générale fiscale s'impose qui doit tendre à la mise à égalité de la soie française et de la soie étrangère.

(1) Renseignements fournis par MM. MORIN, MURIT et DOUARRE, de Lyon.

(2) Proposition de loi n° 1256, session 1930, du Groupe séricicole de la Chambre.

La soie française sera placée sous le régime d'un acquit à caution spécial. Le filateur paiera une fois pour toutes la taxe de 2 % sur le chiffre d'affaires si la soie demeure sur le marché intérieur, à la cessation des effets de l'acquit à caution. Les reventes faites par les détenteurs de soie grège placés sous ce régime seront exemptés de toute autre taxe sur le chiffre d'affaires.

(3) Projet de résolution n° 3005, session de 1930.



On voit que le système des primes, dont nous avons montré le peu d'efficacité, a été considéré en France comme le seul remède contre la concurrence étrangère — et cela jusqu'à la loi du 31 mars 1928, loi qui, nous l'avons dit, a permis la constitution d'un fonds de propagande séricicole. Innovation particulièrement heureuse sur laquelle nous aurons à revenir (1), à côté de laquelle s'impose une réforme fiscale telle que nous venons de la préciser.

Retenons que la prime à la filature est accordée même aux basines dévidant des cocons étrangers. Les producteurs ont pu très légitimement demander (notamment au 29^e Congrès des Syndicats agricoles des Alpes et Provence — Nîmes 19 avril 1931) la suppression de cette prime, compte tenu de l'apport nécessaire pour les besoins de la filature. Il convient de noter un autre vœu émis à la même date: « Que la loi du cadenas soit appliquée à l'entrée des cocons et de la soie étrangère, si une prime d'exportation est accordée par les pays exportateurs ».

Il s'agit là d'un ensemble de réformes et d'encouragements demandés depuis longtemps: le fonds de propagande séricicole n'a été créé qu'en 1928, répétons-le, et, jusqu'à cette date, la sériciculture n'a été protégée que par le système des primes, unique et bien médiocre remède.

Cette carence est d'autant plus regrettable que, à l'étranger, depuis longtemps, des encouragements de toutes sortes ont été prodigués aux éleveurs (distributions gratuites de graines, de plants de mûriers, construction d'étouffoirs publics, etc. (2)).

De nos jours les mesures de protection les plus sévères ont été prises par les divers pays producteurs contre l'invasion des soies étrangères: interdiction de toute entrée de soies étrangères en Turquie et en Grèce, en Bulgarie également où a été établi un monopole d'Etat sur la production nationale, droits prohibitifs sur les soies étrangères depuis 1933 en Hongrie, droits de 18 pesetas en Espagne (37 fr.) qui ont permis à l'Etat espagnol d'acheter à 5 pesetas (10 fr.) le kilo de cocons et de remettre gratuitement la matière

(1) Voir II^e Partie, chapitre premier, sect. II, p. 67.

(2) Notamment dans le Tyrol autrichien, dès 1908 (voir J. PAEYEN: *La Sériciculture et la Filature de soie*. Thèse Paris, 1910) — en Italie, au Japon, en Hongrie (voir le Rapport de Georges DE PRONAY, au II^e Congrès International de la Soie, Zurich, 1929: *Les systèmes d'encouragement public de la sériciculture dans les divers pays*).

première aux filateurs, droits de douane portés en Roumanie à 40 fr. pour la grège et à 47 fr. pour l'ouvrée, droits de 79 fr. 38 par kilo au Brésil.

Quant à l'Italie, que son économie soit baptisée autarchique ou autarcique, selon le vœu de quelques puristes, sa politique commerciale est bien nette qui consiste à consommer ses soies nationales et à favoriser chez elle l'emploi des textiles nationaux. Ce qui ne l'empêche pas de vendre des quantités importantes de soies (grège ou tissus) à l'étranger, notamment à la France. Il est vrai que son Gouvernement a institué *dès primes à l'exportation* qui ont atteint en 1938, 70 lires par kilo de soie exportée en France.

On comprend comment la production italienne n'a cessé de s'accroître, tandis que le sériciculteur français découragé arrachait les mûriers. Aujourd'hui, à la demande du Gouvernement, il les replante; mais pour l'encourager à le faire il faut, ce sera la conclusion de ce premier chapitre: des primes et des prix raisonnables et stables (à défaut des droits établis partout) et aussi une réforme fiscale et des encouragements orientés vers la production.

CHAPITRE II

La concurrence du fil de cellulose et la défense contre la fraude

« La falsification des deprées est devenue un art véritable. On est parvenu à faire du vin potable sans raisins, des confitures sans fruits et sans sucre, du beurre sans lait, même des œufs sans poules, à faire de la farine avec une forte proportion de talc et à fabriquer des soieries qui contiennent 5 % seulement de soie et 95 % de matières minérales ».

Ch. GIDE. — *Cours d'Economie Politique.*

A la concurrence des soies asiatiques est venue s'ajouter celle d'un produit industriel: le fil de cellulose, obtenu par la conversion en fibres de cellulose ou d'acétate de cellulose, de la cellulose non fibreuse du bois ou de celle à fibres imparfaites du coton.

C'est un Français, le comte de Chardonnet, qui a découvert en 1884 le premier procédé pratique de fabrication. La cellulose est traitée aujourd'hui par les alcalis ou par les acides. La solution de cellulose dissoute est expulsée au travers d'un orifice de faible diamètre dit « filière » à la sortie duquel elle se coagule dans un bain approprié sous forme de fils: c'est le fil de cellulose ou de « rayonne » (1).

On compte quatre procédés industriels de fabrication produisant quatre rayones différents (2):

(1) Pour désigner les fils et les tissus de cellulose nous emploierons désormais cette expression utilisée en Amérique depuis 1934 (Rayon... de soleil, de lumière) et adoptée en France par le tarif douanier (décret du 10 janvier 1935). peu soucieux de rendre hommage à l'inventeur français DE CHARDONNET. (Voir ce décret, G. P., 1935-1-1357.)

(2) D'après Raymond LÉVY, in *La Science et la Vie*, n° 217, juillet 1935.

La rayonne au collodion ou de Chardonnet ou de Tubize est obtenue par dissolution dans un mélange d'alcool et d'éther de la nitro-cellulose obtenue par action de l'acide nitrique sur la cellulose. Ce procédé est tombé en désuétude en raison du prix de revient trop élevé pour un fil qui reste, malgré les perfectionnements, trop inflammable.

La rayonne au cuivre ou Bemberg est fabriquée à l'aide d'une cupro-cellulose (produit de la dissolution de la cellulose par le sulfate de cuivre), elle-même dissoute dans l'ammoniaque concentrée.

La rayonne à l'acétate, dite également Rhodiaceta et Célanèse, provient d'une solution d'acéto-cellulose obtenue par action sur la cellulose d'acide acétique en présence d'acide sulfurique.

Enfin, *la rayonne viscose*, la plus employée, s'obtient par action du sulfure de carbone sur une cellulose préalablement traitée à la soude caustique. La solution subit, avant le filage, un vieillissement de plusieurs jours destiné à renforcer les qualités de la fibre. Il s'agit en effet ici d'une cellulose de qualité inférieure (celle du bois [1]), mais dont le prix de revient avantageux explique le développement.

Quel que soit le procédé de fabrication, cette prétendue « soie végétale » ou « soie artificielle » n'est donc pas, on le voit, un produit de synthèse de la soie naturelle.

Cette prétendue « fibre synthétique » n'est même pas un produit de synthèse réalisé par la combinaison de corps élémentaires ou tout au moins par la combinaison de corps dont la synthèse est déjà connue (2).

Le fil de cellulose n'est qu'un produit chimique, obtenu par la transformation en fils de la cellulose empruntée à la nature.

Ce textile artificiel qui remplaça d'abord les soies de qualité inférieure provenant de déchets (cocons percés, blaze, etc.) a pris, de nos jours, une prodigieuse extension. Sa production mondiale, qui atteignait en 1913 onze millions de kgs., dépasse aujourd'hui de beaucoup celle de la soie naturelle. Elle s'est élevée par bonds énormes :

1930: 182.000 tonnes. — 1935: 462.000 tonnes, pour atteindre en 1937: 815.495 tonnes contre 37.904 tonnes de soie naturelle pour la même année.

(1) Les linters (déchets de coton) provenant des Indes, de l'Amérique du Nord et du Sud, qui sont fort chers, sont employés pour toutes les rayones. Contenant 84 % de cellulose, ils donnent après traitement (cardage, etc., 98 à 99 %). Seul le procédé viscose utilise le bois (pins, sapins, spruces du Canada, de la Norvège et de la Suède), qui contient 35 % de cellulose et dépasse même 85 % après traitement. (D'après R. Lévy, *op. cit.*)

(2) Voir notre conclusion, p. 106: une fibre synthétique: le nylon.

La production des principaux pays pour cette même année s'établit comme suit (en milliers de kgs.): Japon: 230.000. — Allemagne: 152.000. — Etats-Unis: 151.000. — Italie: 119.500. — Grande-Bretagne: 69.000. — France: 37.060 (1).

Tous ces chiffres sont actuellement largement dépassés. On peut expliquer de plusieurs façons cet extraordinaire et subit développement du textile artificiel. On peut noter le désir pour certains pays de se libérer de l'importation étrangère — ainsi l'Allemagne où sont apparus, à côté des rayonnées, plusieurs textiles dont la découverte fait honneur à ses chercheurs, textiles qui dérivent tous de la cellulose: rayonnées et aussi « stapelfasern » (mélange de schappe de rayonne (2) et de laine ou de coton — « wolstra » (filé mixte de schappe de rayonne et de laine) — « fliro (fibre de cellophane textile et « textilose » (fil de papier).

Mais plus encore que les rêves autarchiques (3), la physionomie de l'industrie de la rayonne explique son succès: production internationale disposant à travers le monde de capitaux considérables permettant à des produits fabriqués de qualité secondaire de trouver des débouchés beaucoup plus étendus que ceux réservés aux industries de luxe (industrie de la soie par exemple), surtout à une époque de restrictions généralisées et de difficultés internationales.

Nous disons bien: « des produits fabriqués de qualité secondaire ». Examinons en effet impartialement si la concurrence faite à la soie par le fil chimique est bien justifiée.

SECTION I: SOIE ET FIL CHIMIQUE

Depuis la découverte de Chardonnet et surtout au cours de ces dernières années, de grands progrès, il faut le reconnaître, ont été accomplis dans la fabrication du fil de cellulose.

Mais si d'habiles procédés ont pu donner aux tissus de rayonne les apparences des tissus de soie, ils ne leur ont pas donné leurs qualités.

(1) Annexe au compte rendu des travaux — année 1937 — du Syndicat des Fabricants de Soieries et Tissus de Lyon.

(2) L'Allemagne a employé et mis au point le procédé déposé en France, en 1912, par Paul GIRARD, qui imagina de couper le fil continu de rayonne en brins de la longueur d'un fil de laine, puis de le filer: c'est la fibre courte ou « fibrane ».

(3) Le plus grand trust de rayonne du monde, la « Courtauld's Limited », anglaise, n'était-il pas associé à la « Glandzstoff » allemande?

C'est que le fil de cellulose et le fil de soie n'ont ni la même composition chimique, ni les mêmes qualités physiques.

Le fil de cellulose est un produit végétal (un hydrate de carbone), essentiellement différent du fil de soie qui est un produit animal (un albuminoïde, c'est-à-dire un produit azoté).

« La soie est remarquablement résistante malgré le très faible diamètre de ses brins (16 à 60 microns selon Rondot). A section égale elle n'est pas loin d'atteindre la ténacité de l'acier: sa tension de rupture est en moyenne de 11 kgs. par millimètre carré et on enregistre fréquemment des valeurs de l'ordre de 20. Son élasticité est également très forte: un fil de soie s'allonge de 20 % à 50 % avant de rompre et reprend sensiblement sa longueur primitive à la suite des efforts de traction qu'il a subi » (1).

« Les rayonnes, au contraire, résistent mal à la rupture; bien que leur ténacité varie dans de larges proportions avec la fibre et suivant la fabrication, on peut admettre qu'elle dépasse rarement la moitié de celle de la soie. C'est à l'état humide que les différences sont les plus sensibles; l'énumération suivante donne pour les différentes rayonnes et pour la soie, la valeur de la ténacité humide en % de la ténacité sèche calculée d'après la formule :

ténacité humide X 100

ténacité sèche

Rayonne au collodion	30 à 40
Viscose	45 à 55
Rayonne au cuivre	50 à 60
Rayonne acétate	65 à 70
Soie	75 à 80 » (2)

Soumises à la traction les rayonnes s'allongent considérablement, mais conservent une grosse déformation rémanente. D'autre part, les portions de fils ainsi éprouvées acquièrent un brillant exagéré et qui, souvent, ne se révèle qu'après teinture. Alors que la soie résiste au frottement d'une manière remarquable, cette épreuve affaiblit le fil de rayonne et le rend pelucheux. Sur le métier à tisser un fil éraillé menace l'intégrité de ses voisins: aussi les machines modernes sont-elles agencées pour réduire le frottement au minimum. Les rayonnes enfin gardent plus que la soie le pli qu'on leur imprime. Ce manque de résistance à la flexion et à l'abrasion présente, est-il besoin d'insister, de très gros inconvénients (3).

(1) et (2) R. LÉVY, *op. cit.*

(3) On trouvera les mêmes conclusions dans:

J. DANTZER et D. DE PRAT: *Les Soies artificielles*, p. 28 (1933);

J. QUANTIN: *La Soie artificielle*, in *Bulletin Société Enc. Industrie Nationale*, avril 1931. P. CLERGET, *op. cit.*, etc.

Sous le rapport des poids spécifiques le fil de soie est le fil le moins lourd par rapport à son volume. Ainsi peuvent être réalisés les tissus les plus légers et qui conservent cependant une force supérieure aux tissus de rayonne. Ceux-ci sont plus denses: un fil de soie de titre donné a un diamètre nettement supérieur, par suite un meilleur « pouvoir couvrant ».

Bon isolant, résistant à la chaleur, la soie est agréable au toucher (1), et d'une impression plutôt chaude, tandis que la rayonne, bonne conductrice de la chaleur (2), facilement altérée par cette dernière, est froide au toucher (plus encore et alors franchement désagréable lorsqu'elle est mouillée).

Ainsi la soie, estimée d'ailleurs depuis la plus haute antiquité, reste par sa solidité, son brillant (paisible et qui repose l'œil, à la différence de l'éclat métallique et vitreux de la plupart des rayones), sa douceur, un produit incomparable. Résistants, souples et légers, les produits de la soie ont toujours bénéficié d'une faveur que justifie leur valeur intrinsèque, le textile artificiel valant de 1/10^e à 1/3 de la soie naturelle (3).

D'aucuns, et ils sont nombreux, sinon impartiaux et désintéressés, d'aucuns nous objecteront cependant que les fabricants de rayones ont pu obtenir des fils supérieurs au fil de soie, supérieurs par leur finesse ou leur résistance.

Sans doute est-on parvenu à fabriquer de la rayonne viscosc « dont la résistance dépasse celle de la soie naturelle, même à l'état de grège; sa ténacité atteignant 4 grammes par denier pour le fil sec et 3 grammes pour le fil mouillé contre respectivement 2,5 grammes et 2 grammes pour la soie naturelle » (4). Mais cette rayonne à haute ténacité est extrêmement coûteuse. Elle n'est employée que pour certains usages spéciaux: tissus pour parapluies et enveloppes de pneus, le tout à des prix prohibitifs.

Sans doute a-t-on pu réaliser de la rayonne au cuivre, ou rayonne cupro, pouvant se filer II, 5 fois plus fin que la rayonne acétate, 9 fois plus fin que la rayonne viscosc et 7 fois plus fin que la soie (5). Mais cette rayonne est elle aussi fort coûteuse. Elle n'in-

(1) Elle fait un bruissement caractéristique, connu sous le nom de « craquant ».

(2) Pour la rendre mauvaise conductrice, il faut « l'azoter (à l'aide de colle ou de gélatine), ainsi le fil est rendu plus chaud (*Bulletin Soies et Soiries*, n° 2897, du 18 décembre 1932). Quelle chimie... et quel merveilleux laboratoire que le ver à soie!

(3) La valeur intrinsèque d'un produit n'est point soumise aux désirs des spéculateurs.

(4) J. QUANTIN, *loc. cit.*

(5) D'après A. MILHUSER: *Les nouvelles fibres de synthèse*, in *La Science et la Vie*, avril 1942.

téresse pas les grandes entreprises et paraît avoir été réservée à quelques emplois délicats (fabrication des bas).

Sans doute la rayonne à l'acétate présente-t-elle par son imperméabilité relative, une résistance suffisante à l'eau, mais elle aussi est chère, résiste mal aux hautes températures et son imperméabilité a nécessité des recherches spéciales pour la teinture.

Aussi bien la rayonne viscoïde ordinaire est-elle la plus répandue et de beaucoup, parce qu'elle est la moins chère. Mais sa résistance à l'état humide est très faible, son brillant la dénonce à l'œil le moins exercé.

Résumons-nous : le fabricant ne peut que préférer les rayones les moins chères, c'est-à-dire les moins fines, c'est-à-dire les moins résistantes, c'est-à-dire celles qui sont très nettement inférieures à la soie naturelle.

Comment dès lors ce fil chimique, ce textile de qualité secondaire a-t-il pu devenir pour la soie un concurrent redoutable ? Tout simplement parce que cette concurrence s'est exercée d'une manière déloyale, par une véritable tromperie sur la marchandise et par la fraude.

Nous allons voir comment, utilisant les tendances fâcheuses d'une époque, investissant des capitaux considérables dans une industrie qui symbolise hautement la même époque, les fabricants de rayonne ont pu imposer leurs produits — et cela en leur donnant les apparences de la soie, et en usurpant le nom de cette dernière.

SECTION II: LA FRAUDE

On peut expliquer le développement du textile artificiel par un ensemble de faits qui constituent les conditions même de sa production.

Il faut noter d'abord que les producteurs de rayonne ont largement utilisé ce phénomène social que l'on a pu appeler « la démocratisation du luxe » (1). Sans doute avant l'apparition de la rayonne, le fabricant a-t-il fait appel dans le passé aux tissus brillants pour tenter le goût du public (coton mercerisé, qui est du

(1) Plus apparente que réelle. On sait que le bas de soie de luxe et le tissu de prix sont fabriqués en France surtout pour l'exportation. L'humble « cousette » vêtue de rayonne a cependant conservé ce carré de beau tissu dont elle orne son logis : vestige de cette robe de soie que portait son aïeule, vêtue comme les reines de France.

coton traité par la lessive de soude — et tissus mélangés de soie). Mais c'est surtout dans ces vingt dernières années que le goût du brillant, de l'imitation et du faux devait se généraliser. Les mœurs de l'après-guerre (1919), la soif de bien-être à bas prix qui s'est manifestée du haut en bas de l'échelle sociale trouvèrent un exutoire dans un véritable engouement pour l'artificiel (1). La soie évoquant dans l'esprit du public l'idée du luxe et de la richesse, son imitation, surtout sous la forme de tissus trop voyants, ne pouvait que répondre aux désirs du moment.

De là les cravates et les foulards de soie artificielle qui, par suite d'une dénitrification insuffisante de la soie au collodion dans les débuts de la fabrication, brûlèrent quelques nigauds. De là tant de jolis visages enlaidis par le reflet métallique, uniformément vert ou bleu, du même tissu artificiel. De là la robe de soie à 150 francs fabriquée à domicile par de pauvres mercenaires pour le plus grand profit d'entrepreneurs souvent étrangers. Car au goût du public pour l'imitation peu coûteuse a correspondu le penchant du fabricant pour la fraude — sans qu'il soit possible de dire lequel a créé et développé ou lequel a suivi l'autre, ou s'ils sont nés ensemble dans la même époque troublée, pour marcher ensuite de compagnie tels deux infirmes associés.

On nous objectera que cette imitation était recherchée par une clientèle qui ne pouvait acheter le produit de soie trop cher et qu'il ne s'agit pas de refuser les satisfactions de l'apparence à qui ne peut avoir celles de la réalité (2). Est-il tellement certain que les sommes énormes enfouies dans le textile artificiel n'auraient pas permis, en améliorant le marché de la soie, la production de tissus de soie plus largement répandus dans le public?

La rayonne a bénéficié en effet de capitaux considérables; et elle a permis de réaliser de gros bénéfices (3). Nous touchons ici à une des causes essentielles du développement de la rayonne : l'appui financier dont elle a bénéficié de la part de trusts internationaux.

Ainsi a-t-elle pu concurrencer victorieusement la soie. Les bénéfices réalisés sur les tissus bon marché dont nous venons de parler lui ont permis de perfectionner sa technique. Elle a pu prendre l'aspect de la soie. C'est ainsi qu'apparurent les rayonnées mates : tricotés dits « peau de pêche » et tissus généralement appelés « albène » qui connurent un grand succès. La fraude appelant la

(1) Soie « artificielle » et aussi théâtre artificiel par le cinéma et la radio, musique de conserve par le disque, sport du dimanche : 24 professionnels et 10.000... spectateurs. On n'en finirait pas.

(3) Comme celui qui mangeait son pain à la fumée du rôti...

(2) Elle a connu aussi des kracks sensationnels. Fille des laboratoires et des financiers, elle est le type de l'industrie prodigue et « gonflée » d'après-guerre.

fraude, la fausse albène suivit, tissus et filés d'acétate délustrée, produits de basse qualité qui inondèrent le marché.

Mais ces méthodes de teinture particulières pour lesquelles de gros efforts et des dépenses importantes furent faits ont permis de donner aux tissus de rayonne toutes les apparences de la soie.

Pour le consommateur l'illusion est parfaite et il n'y a souvent aucune différence, soit à la vue, soit au toucher. L'usage même, qui renseigne trop tard, n'évite pas le retour d'expériences fâcheuses à un acheteur pressé, mal informé et d'ailleurs souvent plus désireux de changements peu coûteux *en apparence* que soucieux de qualité et de durée.

Pour percer le secret de l'étoffe, il suffit pourtant souvent de la mouiller ou de la brûler. Dans les rayonnées de qualité inférieure les fils se ésparent très facilement à l'endroit mouillé.

Dans la plupart des cas, il faut avoir recours à l'épreuve du brûlage qui consiste à soumettre quelques fils ou un petit morceau de tissu à la flamme d'une allumette. La soie, fibre animale, ne flambe pas; elle brûle lentement, difficilement, en se recroquevillant et en dégageant une odeur très caractéristique de corne brûlée comme toutes les matières organiques telles que la laine, les poils et duvets d'animaux; après combustion, elle laisse un résidu charbonneux, une cendre noire et spongieuse.

Au contraire, la rayonne, fil chimique, de même que le coton, fibre végétale, brûle comme le papier, rapidement, d'une seule flambee, avec une flamme vive et brillante, presque sans odeur et ne laissant pour ainsi dire aucune cendre.

Retenons que l'épreuve du brûlage n'est d'ailleurs pas toujours concluante et que seuls les procédés d'investigation scientifique, examen microscopique (1) ou analyse chimique, permettent de déterminer de façon certaine la nature du fil.

On comprend dès lors comment l'acheteur peut être facilement abusé. Cela n'a pas suffi cependant aux fabricants de rayonne. Ils ont en effet aggravé encore le caractère déloyal de leur concurrence par les procédés de vente employés: après avoir pris les apparences de la soie, la rayonne en a usurpé le nom.

Un premier procédé (c'est la fraude honteuse d'ailleurs plus rare) consiste à vendre le tissu chimique sous le nom de *soie artificielle*,

(1) Les fils de soie, c'est ce qui en fait la valeur, sont *continus*, c'est-à-dire d'une longueur pour ainsi dire indéfinie par suite de leur mode de constitution; il est impossible, même en les détordant, de les décomposer en fils plus ou moins longs, comme on le ferait, par exemple, avec les fils de coton, de laine ou de rayonne. Ces derniers fils, au contraire, composés de plusieurs fils élémentaires très fins, forment de véritables plumeaux que révèle le microscope.

dénomination où entre le nom usurpé de soie. Ainsi est créée dans l'esprit du consommateur une confusion accrue par des qualifications ingénieuses telles que « soie de synthèse » (1), « soie amérécaine », « soie nouvelle », etc., appellations qui toutes perpétuent l'équivoque parce que le consommateur, mal averti, croit qu'il s'agit d'une soie artificiellement produite, ayant les caractéristiques, les propriétés et la constitution chimiquement reconstituée de la soie.

La contrefaçon devient totale dans le procédé qui consiste à offrir sous le nom de *soie*, ou (pourquoi s'arrêter en si beau chemin) « soie de Lyon », « soie des Cévennes », « pure soie », « tout soie », « soie supérieure », « soie naturelle », des tissus mélangés où la soie ne figure que pour une faible partie *ou même des tissus fabriqués uniquement avec des fils de production chimique*.

Le rapport documenté et clair, dressé en mars 1930 par M. Patoz, inspecteur divisionnaire de la répression des fraudes, est à ce sujet particulièrement instructif. L'enquête strictement administrative, ordonnée par le Ministre de l'Agriculture, a été conduite dans les villes les plus importantes du territoire et a permis de procéder à des prélèvements d'échantillons de tissus divers et d'articles de bonneterie vendus sous les rubriques ci-dessus rapportées. Les conclusions du laboratoire ont établi que, sur 75 prélèvements effectués, 2 articles seulement étaient en soie naturelle, 1 article contenait 9/10 de soie et 1/10 de fil chimique, 72 étaient en *fils chimiques*.

Fil chimique les bas « tout soie » vendus à Lyon, comme les bas de « soie supérieure » vendus à Marseille et même les bas de « soie naturelle » vendus à Paris. Fil chimique le carré de « soie de Lyon » vendu à Nantes, le « velours de soie » à Nice, le « parapluie soie » vendu à Grenoble, les cravates et les toiles de soie vendues partout.

Ainsi s'explique la concurrence victorieuse de la rayonne sans même qu'intervienne, contrairement à ce qu'on affirme trop souvent, le facteur prix, le coût des tissus de soie naturelle n'étant pas supérieur à celui des tissus de rayonne, compte tenu de la valeur intrinsèque des deux textiles.

La question, précisons-le, dépasse notre objet immédiat, la défense de la soie. Il s'agit d'un problème d'une portée plus générale: celui de la défense contre la fraude et de la réglementation des produits dits « artificiels ».

La loi sur les fraudes du 1^{er} août 1905, dénommée « la Charte du commerce honnête », frappe de peines correctionnelles les tromperies ou les tentatives de tromperies dans la vente de *toutes marchandises*.

(1) Nous avons vu (II^e Partie, chap. II, p. 34), que la rayonne n'est pas un produit de synthèse.

Pourquoi cette loi n'a-t-elle pas été appliquée depuis longtemps à la rayonne?

Avant de répondre à cette question, il convient de préciser les dispositions prises à l'étranger pour la défense de la soie, car, aussi paradoxal que cela puisse paraître, l'étranger a précédé dans la voie de la répression la France, pays de la production de qualité, pays qui, dans le domaine de la soie, a depuis des siècles une renommée mondiale.

SECTION III: LA PROTECTION DE LA SOIE A L'ETRANGER. (1)

Tous les pays étrangers ont mis fin ou essayé de mettre fin à la confusion créée par l'apparition de la rayonne, soit par accord entre les commerçants intéressés (Etats-Unis, Japon, Angleterre), soit par les décisions des tribunaux (Suisse, Allemagne), soit par l'intervention du législateur (Espagne, Italie).

Aux Etats-Unis, dès 1921, sur l'initiative de la Silk Association of America, à la suite de nombreuses discussions, suivies de procès, des tentatives furent faites d'abord pour rendre obligatoire l'adjonction de l'adjectif « artificielle » au mot soie. Elles restèrent vaines, la mesure étant insuffisante.

En 1924, l'Association Nationale du Commerce de Détail des tissus proposa, pour désigner le fil artificiel, le mot « rayon » (rayon de soleil, de lumière), désignation qui fut adoptée par tous les groupements intéressés, y compris la Silk Association of America et les producteurs de fibres artificielles. L'appellation « rayon » a été dès 1925 employée officiellement par le Département du Commerce, les autorités consulaires, les transports, les douanes et même par le Président des Etats-Unis qui popularisa l'expression en l'utilisant dans un discours prononcé devant l'Association Nationale des Cotonniers.

Peu après, une des plus grandes sociétés de textiles artificiels des Etats-Unis, la « Dupont Fibre Silk » transforma sa raison sociale et devint la « Dupont Rayon Compagny ». Depuis, on peut dire que le terme « rayon » est le seul employé pour désigner aux Etats-Unis le fil chimique.

En Angleterre, l'Association de la Soie de Grande-Bretagne et d'Irlande, a introduit l'expression « rayon » dont l'emploi, même sans obligation légale, tend à se généraliser.

Au Japon, le mot rayon a été également adopté en fait à la suite d'accords professionnels.

(1) D'après la note déjà citée de la Fédération de la Soie, juin 1930.

En Suisse, les défenseurs de la soie naturelle ont obtenu des tribunaux une jurisprudence protectrice qui interdit à la rayonne les terminologies équivoques et l'oblige à faire figurer expressément le mot « artificielle » à côté du mot soie. En l'état actuel de la législation des divers cantons, les tribunaux n'ont pu aller plus loin.

En Allemagne, les tribunaux se sont efforcés, en l'absence d'un texte impératif, d'empêcher l'emploi du mot soie pour désigner le fil de rayonne. Ainsi, le Tribunal de Première Instance de Dresde qui, par jugement du 27 novembre 1929 a interdit à la maison Fr. Kuttner, Société anonyme à Pirna (Saxe), de désigner sa marchandise par les mots « Kuttner-Seide », ainsi le Tribunal de Commerce de Francfort-sur-Mein, qui, par jugement du 14 juillet 1928 a interdit l'expression « Bemberg-Seide ». Cette jurisprudence a été fixée par le Tribunal du Reich, siégeant à Leipzig, qui, par décision du 25 mars 1930, ne pouvant davantage en l'état de la législation allemande, a imposé pour la rayonne l'appellation « soie artificielle » (Kunstseide), de sorte que dans ce pays, où les fabricants de fil chimique sont nombreux, ceux-ci ont préféré renoncer à l'emploi du mot soie (1).

En Espagne, une loi du 23 janvier 1929 a rendu obligatoire l'adjonction au mot soie de l'adjectif « artificielle », loi imparfaite, malgré les prescriptions de détail qu'elle renferme, et fort discutée en l'absence d'une réglementation complète.

L'Italie est le seul pays qui ait adopté la solution radicale qui s'imposait en raison de « son efficacité incontestable sur les marchés et de son grand effet moral » pour reprendre l'expression du Ministre italien des Corporations (2).

La loi italienne du 18 juin 1931 a réservé le nom de soie à la soie naturelle. L'usage de ce mot, même en langue étrangère, est prohibé pour le fil chimique. Une amende pouvant atteindre 5.000 liras, sauf le cas où le fait incriminé entraînera une peine plus grave, sanctionne ces dispositions.

Aux termes du nouveau règlement pris en application de l'article 4 de la loi: « Il est interdit d'employer le mot soie pour les filés, tissus et les articles constitués par un produit composé de fibres obtenues de la cellulose ou aussi éventuellement d'autres matières non produites par des cocons d'insectes séricigènes. Pour les filés de tissus et les articles dans lesquels la soie sera mélangée avec d'autres fibres textiles, on emploiera la dénomination de « filés, tissus, articles mélangés » et on dira, suivant les cas, « mélangé de soie et de laine » ou « mélangé de laine et soie » ou de

(1) *Bulletin des Soies et Soieries*, du 17 mai 1930.

(2) *Bulletin des Soies et Soieries*, n° 2802, de 1931, reproduisant la *Gazette del Popolo*, du 3 février 1931.

« colon et soie », en faisant toujours précéder le nom de la fibre qui entre dans une proportion prépondérante dans la composition » (1).

Le Décret royal du 1^{er} mai 1932, pris en application de la loi du 18 juin 1931, sus-visée, a établi une réglementation particulièrement minutieuse, notamment en ce qui concerne les caractéristiques de la marque suivant qu'il s'agit de soie pure ou chargée et suivant les possibilités d'application des filés, tissus et autres articles de soie, même s'ils proviennent de l'étranger.

Par soie pure le règlement entend la soie *non chargée*, c'est-à-dire celle qui, à la teinture, n'a subi aucun procédé de charge végétale ou minérale, à moins que cette charge ne soit due à des exigences techniques des opérations de teinture dans les limites indispensables et n'excédant pas, en tout cas, 5 % du poids de la soie purgée.

Les marques pour les différentes catégories de soie devront être enregistrées par l'Office (Ente) national de la soie près le Ministère des Corporations et quiconque voudra faire usage des marques elles-mêmes devra en demander les modèles à l'Office. Tous les commerces et les magasins qui vendent au public filés, tissus et articles de soie, devront exposer dans les locaux affectés à la vente et en position parfaitement visible, un écriteau avec la reproduction des modèles de la marque qui distingue les filés, tissus et articles de soie! *Cet écriteau, qui permettra au public de faire les confrontations nécessaires et de contrôler la qualité des marchandises achetées, sera également fourni par l'Office National de la Soie.*

Le règlement spécifie ensuite à quels produits devront être appliquées les marques établies pour les divers types de filés, tissus de soie pure, de soie chargée, etc.

Il prévoit enfin l'établissement près l'Office National de la Soie d'une Commission consultative pour la détermination et la révision périodique des limites de la charge et pour établir les modalités relatives à la constatation des infractions, constatation confiée aux fonctionnaires de l'Inspectorat Corporatif, aux officiers de police judiciaire et de police fiscale ainsi qu'aux officiers et agents de la force publique. L'Office National de la Soie exerce en outre directement la surveillance au moyen de ses propres délégués.

L'exemple italien vaut qu'on s'y arrête. Il est d'autant plus remarquable qu'il émane du pays qui est, avec l'Allemagne, le plus grand exportateur européen de rayonne.

(1) *Bulletin des Soies et Soieries*, n° 2846, du 12 décembre 1931. Les renseignements qui suivent sont extraits du même *Bulletin*, année 1932, n°s 2871, 2872, 2873, 2874.

C'est que les Italiens ne se sont pas borné à défendre la soie. Ils ont — et, parvenu à ce point de notre exposé, nous voudrions nous efforcé de les suivre — ils ont élargi le débat en essayant non pas de diminuer dans l'esprit du public le textile artificiel, qui a sa valeur propre et ses emplois particuliers, *mais en précisant et délimitant les qualités propres des produits en présence : soie et rayonne.*

L'Office (Ente) National de la Soie, par les soins du Commissaire royal, promoteur de la mesure législative présentée par le Ministre des Corporations, a déclaré, lors du débat devant la Chambre italienne qu'il s'agissait de *protéger le consommateur, de moraliser le commerce de détail, d'établir une juste discrimination entre les produits* (1).

Il est regrettable que le problème n'ait pas été ainsi envisagé en France par tous les intéressés. C'est dans cet esprit que nous allons essayer de l'examiner en étudiant la protection de la soie naturelle en France.

SECTION IV: LA PROTECTION DE LA SOIE EN FRANCE

En France, la question n'est pas nouvelle. Il est bon de rappeler que, dès l'apparition du textile artificiel, les intéressés ont demandé la protection de la loi. Dès le 5 mai 1905 la Chambre de Commerce de Digne a émis un vœu tendant à obtenir du législateur l'interdiction « d'exposer, de mettre en vente ou de vendre, d'importer ou d'exporter sous le nom de « soie », *même suivi du qualificatif « artificielle »*, tout ce qui n'est pas de la soie véritable ». Et le même jour le Conseil Général des Basses-Alpes adoptait ce vœu, devant ainsi de trois mois le vote de la loi du 1^{er} août 1905 sur les fraudes.

Des vœux semblables devaient émaner dans la suite des Conseils Généraux et Municipaux, des Chambres de Commerce, des Sociétés d'Agriculture et des Syndicats de toutes les régions séricicoles.

Le 3 juillet 1912, la Chambre de Commerce d'Alès, adoptant un vœu du Syndicat des filateurs des Cévennes du 1^{er} juillet de la même année et le transformant en délibération, réclamait la protection de la loi du 1^{er} août 1905. Réunie en assemblée générale à Alès dans la salle de l'Hôtel de Ville, le 28 avril 1913, l'Association mutuelle pour la défense de la sériciculture française, groupant plus de 5.000 sériciculteurs, émettait le vœu suivant très fortement

(1) *Bulletin des Soies et Soieries*, nos 2806 et 2808, mars 1931.

motivé: « 1° Qu'il soit interdit d'importer, vendre, mettre en vente ou simplement exposer sous le nom de soie, même qualifiée artificielle, tout produit qui ne proviendrait pas exclusivement du dévidage des cocons de vers à soie domestiques ou sauvages; 2° Que les pénalités prévues par la loi sur les fraudes du 1^{er} août 1905 soient appliquées à tous ceux qui contreviendraient à ces dispositions » (1).

Ce vœu était destiné à appuyer l'amendement à la loi des finances présenté à la Chambre le 4 février 1913 par les députés du groupe séricicole, amendement conçu dans les mêmes termes et qui contenait en outre les dispositions suivantes: « Tout produit ou tissu d'imitation de soie animale devra être vendu avec la mention *imitation*, inscrite sur l'objet fabriqué, ou la mention *mêlée* si la soie animale n'entre que pour partie dans la fabrication ».

La Chambre des Députés, par une faible majorité, devait, le 14 mars 1913 (2), adopter la disjonction de cet amendement et tous les vœux que nous venons d'examiner devaient rester lettre morte.

Pourquoi la loi du 1^{er} août 1905 n'a-t-elle pas été appliquée ? Nous touchons ici à un conflit, vieux de vingt ans, qui oppose le ministère de l'Agriculture, partisan de l'application de la loi, au ministère du Commerce qui en est l'adversaire et prétend, s'appuyant sur la jurisprudence du Conseil d'Etat, qu'en l'absence d'une définition légale du mot soie, la loi de 1905 ne peut être appliquée.

Il s'agit d'une question plus générale, fort controversée et fort ancienne, qui est celle de savoir si le pouvoir réglementaire confié au Gouvernement par l'article 11 de la loi du 1^{er} août 1905, s'étend à toutes les marchandises ou se limite à celle dont l'énumération figure à l'article 3 de cette loi, c'est-à-dire aux denrées alimentaires, substances médicamenteuses, boissons, produits agricoles ou naturels. Autrement dit, les marchandises quelconques, notamment les produits industriels (la rayonne par exemple) [3] peuvent-elles faire l'objet d'un tel règlement ?

Le Conseil d'Etat n'a cessé de se prononcer dans le sens de la négative, notamment par son avis du 10 février 1914 (au sujet des produits à base de zinc utilisés en peinture) et par son avis du 8 juillet 1926 (à propos d'un projet de règlement sur les savons). Cette haute Assemblée estime que le pouvoir de réglementation accordé au chef de l'Etat ne concerne que les denrées alimentaires et les produits agricoles et que, en l'absence de dispositions dans le texte, ce pouvoir ne saurait être étendu aux produits industriels.

(1) Voir le rapport présenté par M. DHOMBRES, Président de l'Association-Alais, 1913, imprimerie Beau.

(2) J. O., 1913, p. 1042.

(3) Car réglementer la soie, c'est réglementer la rayonne.

Le Conseil d'Etat, s'appuyant sur les travaux préparatoires de la loi de 1905, déclare que le législateur a fait une distinction entre les produits qu'il a voulu réglementer pour motifs d'hygiène et de salubrité et les produits industriels qu'il a laissés en dehors de mesures limitatives qui seraient une entrave au progrès.

On peut cependant, avec des commentateurs autorisés (1), conclure en sens opposé. « Les articles 1 et 2 remplaçant les anciennes dispositions de l'article 423 du Code pénal, punissent la tromperie et la tentative de tromperie dans le commerce de *toutes marchandises*. Les articles 3 et 4 remplaçant les lois de 1851 et de 1855 sur les falsifications des denrées alimentaires et des boissons, punissent ceux qui falsifient les produits énumérés et ceux qui vendent, mettent en vente ou détiennent en vue de la vente les produits falsifiés. La loi de 1905 établit de la sorte des prévisions générales de répression comprenant toutes les marchandises et des prévisions spéciales aux falsifications de certains produits (denrées alimentaires, boissons, etc.). *Mais on ne retrouve pas cette distinction dans l'article 11 concernant le pouvoir réglementaire et rien ne permet de supposer que le législateur ait voulu créer dans cet article une restriction qui n'apparaît pas dans le texte* (2).

Il n'est pas douteux au surplus que si le législateur de 1905 a voulu abolir la méthode préventive en matière de réglementation, *il a tenu à créer des procédés de répression rapide contre toutes les fraudes et pour toutes les marchandises*. Ce qu'exprimait ainsi à la Chambre le 10 novembre 1904, le président de la Commission de l'Agriculture: « Oui, nous avons trouvé le moyen de fournir au gendarme un cheval qui marchera aussi vite que celui du contrebandier ». Et le rapporteur de la loi ajoutait: « Si nous étions obligés de faire une loi spéciale contre la fraude, chaque fois qu'une fraude nouvelle serait relevée, nous arriverions toujours trop tard comme les carabiniers d'Offenbach » (3). On peut dire que, au moins sur ce point, la volonté du législateur a été trahie, à moins qu'il n'ait su l'exprimer dans son texte.

Mais allons plus loin: pour empêcher la fraude de la soie, un règlement d'administration publique était-il nécessaire? Il est certain que l'application de la loi de 1905 n'est pas subordonnée à l'existence des règlements d'administration publique prévus par l'article 11 de la loi (4).

(1) Voir *Annales des Falsification*, n° 69, de juillet 1914, et n° 211-212, de juillet-août 1926. Commentaires de M. Maxime TOUBEAU.

(2) TOUBEAU, *op. cit.* *Annales des Falsification*, juillet 1926.

(3) Débats Chambre des Députés, année 1904, p. 2625.

(4) Voir Cour d'appel de Pau, 2 décembre 1911, rapporté *Gazette du Palais*. 1912-1-104. Note et références.

Les tribunaux, en l'absence de tout règlement d'administration publique ayant déterminé la composition naturelle d'un produit, peuvent, cela n'est point douteux, apprécier, *en tenant compte des usages commerciaux établis*, si un prévenu a pu se croire autorisé à introduire telle ou telle matière dans ledit produit, c'est-à-dire à mélanger par exemple du fil chimique à de la soie dans la proportion de 95 % et à vendre le mélange sous le nom de soie.

Vendre de la rayonne sous le nom de soie constitue au surplus une véritable tromperie au sens d'une jurisprudence depuis longtemps établie (1), la dénomination « soie » étant la cause principale de la vente. Regrettons que la soie, *produit naturel*, n'ait pas bénéficié de la protection que les tribunaux ont pu accorder aux toiles de lin (2) ou même aux perles de culture (3).

Enfin si la loi de 1905 ne pouvait être appliquée, les pouvoirs publics n'auraient-ils pu proposer les dispositions légales qui s'imposaient et reprendre le projet de loi déposé en 1913 et, depuis, toujours pendant devant le Parlement? Pourquoi la soie, produit naturel, produit agricole, sécrété par le ver comme le miel l'est par l'abeille, n'a-t-il pas été protégé comme ce dernier? Pourquoi l'appellation « soie artificielle » n'a-t-elle pas été interdite comme celle de « miel artificiel » (loi du 15 juillet 1921), rhum artificiel (loi du 31 décembre 1922), cassis artificiel (loi du 4 mars 1928), alors que ces imitations contiennent des corps chimiques (sucre, alcool, etc.) identiques à ceux des produits naturels, tandis que soie et rayonne sont totalement différentes? La margarine interdite n'est-elle pas du beurre artificiel et la soie un produit naturel comme les vins protégés par la législation sur les appellations d'origine?

Pourquoi a-t-il fallu attendre ces dernières années pour voir le Parlement français se préoccuper de la question? Encore ont été nécessaires l'exemple venu de l'étranger tel que nous l'avons ci-dessus précisé, les vœux renouvelés des groupements français autorisés (Syndicats, Chambres de Commerce, etc.) et ceux de la Fédération internationale de la soie (Milan 1927, Paris 1918, Barcelone 1929, Zurich 1929).

(1) Cour de Cassation, 30 mai 1940. *Gazette du Palais*, 1940-2-60. Il y a tromperie lorsque la désignation de l'espèce (pure soie) ou de l'origine (soie des Cévennes) doit être considérée comme la cause principale de la vente qui a suivi.

(2) Le Tribunal correctionnel de Remiremont a condamné, par application des articles 1 et 7 de la loi de 1905, un commerçant qui vendait, à l'Exposition des Arts Ménagers, des mouchoirs en fil et coton mercerisé, ou fil machine sous la dénomination de « fil de main ». *Bulletin des Soies et Soieries*, n° 2819, du 6 juin 1931.

(3) Cass. Crim., 24 juillet 1935. *Gaz. Pal.*, 1935-2-680. Décision confirmant une jurisprudence ancienne.

Le 26 juillet 1929 était déposée au Sénat une proposition de loi « tendant à définir légalement la soie et à réprimer la fraude dans le commerce des fils et tissus de soie » (1), texte qui se bornait à réserver l'emploi du mot soie pour la soie du filage des cocons et renvoyait à un règlement d'administration publique les conditions d'application de la loi. Sur rapport favorable de la Commission du Commerce (2), le Sénat, dans sa séance du 10 avril 1930, adoptait cette loi transmise à la Chambre des Députés le 16 avril 1930.

Devant cette Assemblée, dès le 19 juin 1930, l'offensive des représentants de la rayonne se manifestait par le dépôt d'une proposition de loi dont le titre même (« Loi sur la dénomination des tissus de soie selon leurs diverses provenances ») indique l'esprit. Ce projet (3) reprenait le texte sénatorial mais, y ajoutant, donnait au vendeur « la latitude de désigner les articles offerts à la consommation sous la dénomination, marque ou appellation qui lui convient », en spécifiant toutefois que « pour les articles où la soie naturelle est mélangée à d'autres textiles, si le terme « soie » est utilisé, la présence des autres textiles doit être également mentionnée, soit par leur spécification, soit par une expression indiquant qu'il y a mélange, le terme « soie » demeurant de toute façon interdit pour des articles ne contenant pas de soie naturelle ».

C'était la porte ouverte à la fraude. Allant plus loin, un député présentait le 1^{er} décembre 1930 un amendement (4) proposant pour la rayonne la qualification de... soie artificielle. Ce qui eût été la légalisation de l'usurpation du mot soie.

C'est dans ces conditions que le Gouvernement était amené à déposer le 23 décembre 1931 (5) un projet de loi « transactionnel » qui édictait que seule la soie pourrait s'appeler « soie », mais ajoutait qu'une dénomination comportant le mot « soie » pourrait être appliquée aux tissus mélangés à la double condition: 1° que l'indication du mélange fût précisée; que la proportion de soie ne fût pas inférieure à 10 % au poids.

La Commission du Commerce, écartant le projet gouvernemental, concluait le 23 février 1932 (6) à l'adoption de la dénomination « soie artificielle » pour les fils chimiques et à l'adoption de l'expression « soie mélangée » pour « tout tissu dans la fabrication

(1) Proposition de loi MÉJEAN-BOSC, Sénat, n° 568, année 1929.

(2) Sénat, n° 147, année 1930.

(3) Proposition de loi de MONICAULT, Chambre des Députés, n° 3481, session de 1930.

(4) Chambre, n° 6395. Annexe, année 1930. Amendement THOUMYRE, repris au Sénat le 5 juillet 1934 (amendement PLAISANT).

(5) Proposition de loi André TARDIEU, Chambre, année 1931, n° 6063, qui devrait être reprise sous forme de contre-projet par 250 députés.

(6) Rapport HÉBARD, Chambre, n° 6395. 1932.

duquel entrèrent à la fois, dans quelque proportion que ce soit, des éléments de soie naturelle et des éléments de soie artificielle ».

Le 3 mars 1932 (1) la Commission de l'Agriculture adoptait purement et simplement, réponse du berger à la bergère, le texte sénatorial.

Devant la Chambre s'instaurèrent, le 31 mars 1932, des débats très vifs qui devaient révéler deux faits connexes qu'il importe de souligner dès maintenant: 1° l'acharnement avec lequel les défenseurs de la rayonne ont réclamé pour leurs tissus le terme « soie », par l'appellation « soie artificielle »; 2° le silence complet des porteparole des fabricants de textile artificiel sur les qualités de ce produit en face de la soie, la supériorité de cette dernière restant par là incontestée, comme elle de fait incontestable.

La Chambre se trouvait en présence de quatre thèses: l'une, la proposition de loi votée par le Sénat, favorable à la soie, mais peut-être de caractère trop absolu puisqu'elle négligeait le problème fort complexe des tissus mélangés — une autre, texte de la Commission du Commerce, favorable à la rayonne pour laquelle on exigeait l'appellation « soie artificielle » — enfin deux thèses transactionnelles: la proposition de loi de Monicault et le texte du Gouvernement repris sous forme de contre-projet par 250 députés.

Ce dernier texte, favorisant un peu plus la soie que le projet de Monicault, puisqu'il prévoyait pour les tissus mélangés une proportion de soie de 10 %, était nettement insuffisant: il permettait d'appeler « soie mélangée » un produit ne contenant que 10 % de soie contre 90 % de rayonne.

Il fut vivement combattu par les défenseurs des sériciculteurs qui invoquèrent la loi italienne, votée un an auparavant, et rappellèrent à l'Assemblée le texte adopté par elle pour les tissus de lin, dénommés batistes et linons lorsque la matière première est exclusivement composée de lin, et qui ne peuvent être appelés « batiste ou linon mixte » que si la contexture du tissu renferme au moins 50 % de lin.

La séance, la dernière de la quatorzième législature, ne permit pas d'épuiser le débat qui ne fut repris par la nouvelle Chambre que le 24 mai 1934, soit plus de deux ans après.

Entre temps (le 22 décembre 1932), les représentants des régions séricicoles avaient déposé un projet de loi (2) qui, voté par la Chambre le 24 mai 1934 et adopté également par le Sénat le 6 juillet 1934, devait devenir la loi du 8 juillet 1934 (3).

Les dispositions essentielles de cette loi, qui régleme actuellement le commerce de la soie et de la rayonne, sont les suivantes:

(1) Rapport GUICHARD, Chambre, n° 6524, 1932.

(2) Proposition de loi BERTHÉZENNE, n° 1105, de 1932.

(3) J. O. du 11 juillet 1934 et D. P., 1936-4-52.

ARTICLE 1

a) Le nom de « soie », avec ou sans qualificatif, est réservé aux produits ou sous-produits des insectes séricigènes.

b) La dénomination « soie mélangée » ne peut être employée que si la soie figure à côté d'autres textiles dans la proportion de 50 % en poids au minimum.

c) Si la proportion de soie est inférieure à 50 % mais atteint 25 % en poids au minimum, les fils tissus ou autres articles « devront porter la dénomination du ou des textiles autres que la soie formant la partie principale du produit, suivie de la mention « mélangé de soie ».

d) Les mentions « chaîne soie », « trame soie », « poil soie » ne peuvent s'appliquer qu'aux tissus dont la chaîne, la trame ou le poil sont entièrement en soie.

e) Les fils, tissus ou autres articles mélangés de soie, renfermant en poids moins de 25 % de soie ou dont la chaîne, la trame ou le poil n'est pas entièrement en soie, ne peuvent, en aucun cas, comporter une dénomination comportant le mot « soie », à moins que la spécification des textiles et l'indication de la proportion exacte de soie entrant dans le mélange ne figurent nettement dans cette dénomination.

f) Les fabricants peuvent librement employer toute dénomination, marque ou appellation ne comprenant ni le mot soie, ni ses synonymes ou dérivés, ni leur traduction en langue étrangère et les exportateurs ont la faculté d'utiliser toute appellation légalement admise dans les pays destinataires.

ARTICLE 2

Les contraventions aux dispositions qui précèdent seront punies des peines prévues par la loi du 1^{er} août 1905.

Le décret du 8 janvier 1936 (1), portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 8 juillet 1934, a précisé que le terme « *schappe* » ne pouvait être employé que pour les déchets de soie (articles 1 et 2).

L'article 4 de ce décret revêt une importance particulière car il régit le problème délicat dont nous avons déjà parlé (2) : celui de la *charge de la soie*. La présence de teinture ou de *charge* dans un article ne lui enlève pas le droit à l'appellation soie ou *schappe* « lorsque cette addition n'est pas contraire aux usages

(1) J. O. du 9 janvier 1936. Dalloz P., 1936-4-53.

(2) Voir notre Première Partie, chap. II, page 44.

loyaux et constants du commerce ». « Toutefois la dénomination « soie pure » ou « pure soie » ne peut être utilisée que pour des articles entièrement composés de soie non chargée, qu'elle soit teinte ou non ».

Les dispositions légales que nous venons d'examiner constituent une protection suffisante (1) sinon complète de la soie française. Elles règlementent d'autre part les textiles artificiels qui peuvent être appelés fils chimiques, viscose, acétate, rayonne, coton mercerisé, etc. (2).

Reste à appliquer la loi. La vigilance des services de la répression des fraudes y pourvoiera. Les tribunaux n'ont pas manqué (3) et ne manqueront pas de sanctionner les infractions commises.

A la date du 1^{er} janvier 1939, les services de la répression des fraudes avait effectué 865 prélèvements d'articles mis en vente dans diverses régions: 128 articles seulement justifiaient leur appellation « soie », tandis que 737 étaient abusivement désignés. A la même date les tribunaux avaient prononcé 105 condamnations en simple police, 145 en correctionnelle.

Il serait vain en effet de compter sur la collaboration de certains fabricants ou commerçants trop attirés par les bénéfices des textiles chimiques (4). Il est vrai qu'on ne peut davantage espérer, actuellement du moins, le concours du public.

On ne peut demander de nos jours au commerçant, dépourvu d'ailleurs de l'autorité du marchand d'autrefois, de tenir absolument à vendre une cravate, un maillot, une chemise ou une robe inusables — d'autant que les draps de lin, les mouchoirs de fil de nos grand'mères, disparus avec leurs robes de soie, le client ne lui demande plus pareille marchandise (5).

(1) Comparables aux dispositions de la loi italienne. Voir dans le même sens une loi récente, celle du 26 mars 1942 (Loi n° 403, J. O. du 3 avril 1942), tendant à définir et protéger la dénomination « coton ».

(2) Circulaires ministérielles n° 129, du 6 février 1936 (J. O. du 7 février 1936) et n° 132, du 28 septembre 1936.

(3) Voir, notamment, un arrêt de la Cour de Cassation (Chambre criminelle), du 20 juillet 1938, rapporté *Gazette du Palais*, 1938-2-367, qui a déclaré que le mot « shantoung » ne pouvait désigner qu'un tissu de soie.

(4) Par arrêt du 17 juin 1938, le Conseil d'Etat a rejeté une requête tendant à l'annulation, pour excès de pouvoir, du décret du 8 janvier 1936, ci-dessus étudié. Cette requête, suprême pensée des défenseurs de l'artificiel, a été présentée au Conseil non seulement par le Syndicat des Textiles Artificiels, de l'Industrie cotonnière, de celle du Jute, mais encore par la Fédération des Syndicats et Groupements industriels de la Bonneterie française, la Chambre Syndicale des Fabricants de Cravates, le Syndicat des Fabricants de Soieries de Lyon. (Voir *Gazette du Palais*, 1938-2-517.)

(5) Ce qu'il faut, quant à nous, déplorer. L'aide de la machine ainsi comprise, c'est le progrès à rebours. Voir, sur ce point, notre conclusion.

La cliente, et même le client, veulent « la nouveauté » au nom prestigieux lancé par une publicité habile. Le marchand ne dit plus : c'est un article « pur fil », « pure laine », « pure soie » ; il déclare c'est de « l'indémaillable » et cela suffit au bonheur de la plupart des acheteurs. On ne vend plus de la soie, on vend des « velours », des « satins » où le fil d'or n'a point de place. On propose (le marchand, éducateur intéressé) et on réclame (le client, ignorante victime) une marque, c'est-à-dire trop souvent une apparence, une illusion (1).

Et il en est de même pour beaucoup de marchandises, car, ainsi que l'a montré l'économiste américain Robert Lynd, le consommateur, « tiers-état de la Démocratie » (2) n'est pas raisonnable et achète trop souvent au hasard. Il n'est pas davantage libre, des monopoles de fait sollicitant des désirs inutiles et aveugles.

Axiomes qui sont à retenir pour qui veut examiner le problème qui nous occupe avec assez d'ampleur. Et la tâche apparaît double pour les défenseurs de la soie : lutte contre une certaine dictature industrielle et commerciale d'une part, éducation de l'acheteur d'autre part.

Il faut inculquer à ce dernier la notion de la qualité du tissu et de l'usage qu'il donnera (3). Il faut exiger que les articles soient appelés par le nom de la matière qui les constitue, non par des dénominations de fantaisie.

C'est à quoi s'emploie avec beaucoup d'intelligence et de goût le Comité central de la Soie créé en France en 1933. Ce Comité a organisé à Paris en 1938, sous le nom de Centre de la Soie, un important service d'information et de propagande pour maintenir un contact étroit avec les divers clients français de l'industrie lyonnaise (Haute-Couture, Mode, Grands Magasins, etc.) et aussi avec l'étranger.

Le public doit être informé des qualités tout à fait particulières de la soie : solidité, finesse, légèreté, souplesse, élasticité. « D'un tombant et d'un toucher incomparables, à la fois chaude et frai-

(1) Le tulle illusion fut-il ainsi nommé à Lyon en 1827 par Doguin, son créateur, à cause de son extrême finesse ? Désigne-t-il de nos jours une soie... illusoire

(2) C'est le titre d'un article de l'économiste américain Robert LYND, article paru dans le *Political Science Quarterly*, du 4 décembre 1936, et cité par Jean PRÉVOST, dans *Usonie* (Gallimard, 1939), p. 135.

(3) Ainsi, en France, autrefois, la chemise de lin filée par le tisserand du village durait dix ans et coûtait finalement moins cher que celle de coton qu'il faut renouveler chaque année.

che, hygiénique (1), la soie est synonyme de luxe (2), élégance, distinction (3).

Quelques jours avant le vote de la loi italienne, le journal *Il Sole* la commentait en ces termes: « Demain quand la loi sera en vigueur, le consommateur italien pourra et *devra* s'habituer à choisir avec les garanties qui lui seront offertes entre les tissus de soie et ceux similaires et il est à présumer qu'encouragé par cette garantie absolue et tenté par des prix correspondants à la valeur des tissus, *le consommateur italien donnera, dans la limite de ses moyens, la préférence aux tissus de soie et collaborera ainsi à la renaissance de la sériciculture et à l'extension de l'industrie séricicole italienne* (4).

Ce commentaire vaut pour le consommateur français. Il est à retenir jusque dans sa conclusion ainsi conçue: « A l'étranger même, les fils et les tissus de soie italienne, au moyen de cette garantie pourront rencontrer une faveur plus grande ».

Nous livrons ces lignes à la méditation des défenseurs de la soie française et à celle des pouvoirs publics (5).

(1) Point de vue trop négligé et dont l'examen s'imposera en des temps meilleurs.

(2) Qu'elle soit un signe de caste qui le regretterait si, de cette manière, la femme riche considérerait la rayonne comme indigne d'elle, pour le plus grand profit de la pauvre fileuse?

(3) Note communiquée par le Comité Central de la Soie.

(4) C'est nous qui soulignons.

(5) Tel dictionnaire français récent désigne encore la rayonne sous le nom de soie artificielle. Il est vrai qu'un décret d'hier (n° 1818, du 19 juin 1942, *J. O.* du 21 juin 1942), relatif à la création du Comité général d'organisation de l'industrie textile, groupe *dans la branche soie* les soieries... et les tissus de rayonne.

DEUXIÈME PARTIE

Les causes internes de la crise et les remèdes Les conditions économiques de la production et l'organisation nécessaire

« La formule agricole de l'avenir, c'est l'exploitation paysanne ou familiale renforcée par l'organisation syndicale et coopérative ».

Pierre CAZIOT. — La Terre et la Famille paysanne, p. 2

En étudiant les méfaits de la concurrence étrangère, nous avons été amenés à préciser comment cette concurrence est rendue possible par le bas prix de la main-d'œuvre.

En France, la rareté et la cherté de cette dernière ont amené, peu à peu, la disparition des grandes éducations.

« Seule la main-d'œuvre fournie par les membres de la famille, aidés par les domestiques attachés à la maison, peut permettre de produire des cocons avec bénéfice » (1).

Ainsi, à une époque d'extrême concentration économique, la sériciculture garde sa physionomie d'antique industrie étroitement attachée à la famille et à la terre. Si l'on admet que le groupement familial est la base de l'organisation du travail et de la terre » (2), on doit en conclure que la sériciculture peut espérer un avenir heureux.

Encore faut-il que la famille paysanne puisse vivre sur sa terre. Trouve-t-elle dans l'élevage des vers à soie une récompense suffisante de son labeur? Il est permis d'en douter.

Nous touchons ici aux causes de la crise que l'on peut appeler *causes internes* parce qu'elles se rattachent au régime même de la production.

L'élevage des cocons est une tâche ingrate et trop souvent décevante. La récolte obtenue, le sériciculteur est trop souvent obligé de la vendre à un prix qui ne le rémunère pas de son travail. Difficultés dans l'élevage, difficultés dans la vente: pour les préciser, il convient d'étudier les conditions mêmes de la production, c'est-à-dire l'élevage des vers à soie et le commerce des cocons — pour y remédier nous aurons à envisager les mesures d'organisation nécessaires, c'est-à-dire d'une part le développement de l'enseignement et de la propagande séricicoles, d'autre part l'application à la sériciculture des principes de la coopération et de la mutualité agricoles.

Nous consacrerons un premier chapitre à l'élevage des vers à soie ainsi qu'à l'enseignement et à la propagande.

La situation actuelle du commerce des cocons fera l'objet d'un deuxième chapitre.

Après avoir constaté l'échec des modes de vente actuellement suivis, c'est-à-dire l'échec relatif des efforts des techniciens et des propagandistes, nous concluerons à la nécessité d'une organisation de la production basée sur l'organisation corporative, organisation que nous étudierons dans un troisième chapitre, comme conclusion générale de la deuxième partie de notre travail.

(1) MOZZICONACCI. — *Le Ver à Soie du Mûrier*, p. 10.

(2) Dr LABAT. — *L'Ame paysanne*.

CHAPITRE I

L'élevage des vers à soie Enseignement et propagande

SECTION I: LES REGIONS SERICICOLES

✓ Nous savons que les premiers vers à soie élevés en France apparurent là où furent cultivés les premiers mûriers : dans le Comtat Venaissin, en Provence, en Languedoc (principalement dans les Cévennes), en Dauphiné et même dans le Lyonnais et dans la Gascogne.

En 1853, à l'époque où notre production nationale était à son apogée, 64 départements pratiquaient l'élevage des vers à soie. La Drôme, avec 33.600 éducateurs et 4 millions de mûriers, produisait à elle seule cinq fois plus de cocons que n'en récolte aujourd'hui la France entière. Le Gard venait ensuite qui, avec son grand marché international de Beaucaire, capitale de la soie, comptait près de 300 filatures équipées de 9.000 bassines.

Aujourd'hui les vers à soie n'intéressent plus que 19 départements et encore deux d'entre eux, l'Ardèche et le Gard, produisent-ils chacun plus de 200.000 kgs de cocons frais, soit 80 % de la récolte française.

La Drôme, la Lozère et le Var viennent ensuite qui fournissent 15 % de la récolte totale. Aussi bien est-il permis de dire que le sort de la sériciculture dépend aujourd'hui de la seule initiative et de la seule activité de cinq départements français. Sur les 14 départements restants, 6 donnent au total 4,5 %, les autres réunis ne comptent pour ainsi dire plus (0,5 %).

Parmi ces derniers, il convient de noter une décroissance subite qui d'une production importante a abouti à une désaffectation totale. C'est ainsi qu'en un peu plus d'un siècle, l'Isère a passé de 540.000 kgs, en 1820 à 970 kgs. en 1938; les Bouches-du-Rhône, en moins de 50 ans, de 230.000 kgs. en 1892 à 1.500 kgs. aujourd'hui; les Basses-Alpes en dix ans de 100.000 kgs. en 1927 à 2.330 kgs. actuellement.

Plus caractéristique encore est la régression constatée dans les départements du Vaucluse et de l'Aude autrefois gros producteurs et où l'élevage des vers trouvaient des conditions particulièrement favorables.

La sériciculture, travail essentiellement saisonnier, relativement court, procurant le premier argent frais avant les grands travaux de l'été, a été pratiquée longtemps par le département de Vaucluse, région de polyculture. Cavaillon, rivale de Beaucaire, a été, vers 1840 un véritable jardin de mûriers où l'arbre qui nourrissait son once de graines n'était pas rare. En 1924, dans ce département, 9.000 éducateurs ayant mis en incubation 7.880 onces de graines ont produit 372.000 kgs. de cocons frais, représentant 6.550.000 francs. En 1938, le nombre des sériciculteurs est tombé à 190 et la production à 7.600 kgs. soit, pour 155 onces incubées... 75.000 fr.

Nous constatons ainsi dans un bref délai (ces quinze dernières années) une régression extraordinaire: elle a coïncidé avec le développement formidable des cultures fruitières et maraîchères dans ce département. L'industrialisation des méthodes d'exploitation par l'extension des réseaux d'irrigation et l'introduction de nouvelles méthodes de cultures à évolution très rapide, possibles à contre-saison, expliquent ce changement: situation de fait devant laquelle on ne peut que s'incliner, le Vaucluse étant devenu un département riche qui, s'il ne produit plus de soie, en consomme sans doute beaucoup.

Parallèlement on peut noter que le département de l'Aude, gros producteur d'antan, a pratiquement disparu de la carte séricicole: la vigne a chassé le mûrier. Ici encore les méthodes d'exploitation (le système de monoculture pratiqué dans les départements viticoles) ont amené l'abandon des éducations de vers à soie. « Là où croist la vigne, là peut venir la soye », a écrit Olivier de Serres; sans doute, mais la vigne réclame déjà des soins à l'époque où le paysan doit se consacrer à la besogne absorbante de l'élevage des vers et les mûriers épars dans les champs sont bien gênants pour la culture intensive que permet un outillage perfectionné.

Ainsi la sériciculture a déserté les environs des grandes villes ou des centres industriels (où se trouvaient pourtant les marchés de soie et les filatures), les plaines et les vallées fertiles (cependant plus favorables par la température et les moyens de transport) pour se cantonner dans les parties montagneuses ou pré-montagneuses du Gard, de l'Ardèche, de la Drôme et du Var — ce dernier département se consacrant plutôt au grainage dont il est le berceau.

Cette localisation est motivée, on l'a vu, uniquement par des raisons économiques: elle va à l'encontre des données géographiques (température ou climat). Ici apparaît une des causes, et non la moindre, du déclin de la sériciculture française.

Peut-on et doit-on y remédier? Il est certain que seule l'intervention gouvernementale pourrait amener des modifications appré-

ciables. « Ce n'est point par des mesures fragmentaires ou de détail que l'on peut influencer profondément sur l'orientation des systèmes de culture des différentes régions où la production des cocons conserve encore quelque importance... Il semble donc que l'amélioration de la production soyeuse, si nécessaire il y a vraiment, doive s'intégrer, au même titre que celles d'autres spéculations dites secondaires — en mauvaise posture elles aussi et dont la disparition totale pourrait nuire à l'harmonie de l'économie française — dans une politique agricole d'ensemble qui est affaire de Gouvernement. Constatons en attendant que les mesures restrictives édictées pour les cultures de base: blé, vigne, betterave sucrière, n'ont pas amené jusqu'ici de modification heureuse en matière séricicole » (1).

Aussi croyons-nous utile de rappeler la physionomie de la sériciculture telle que nous l'évoquions au début de ce chapitre: spéculation familiale, culture traditionnelle des pays de métayage, des régions de petites exploitations et d'agriculture pauvre où elle s'est maintenue et où, nous semble-t-il, elle doit être encouragée et développée d'abord.

SECTION II: TECHNIQUE ET CONDUITE DES EDUCATIONS

A. — MAIN-D'ŒUVRE

L'élevage des vers, l'expérience le prouve, n'est possible que sous la forme de petites exploitations. Sous cette forme, il présente, pour la famille paysanne, un avantage considérable: celui de ne demander que des avances insignifiantes.

Celles-ci peuvent être calculées de la manière suivante, pour une once de graines (30 gr.) :

Prix d'achat d'une once de graines	30 fr.
Chauffage	150 »
Bruyère (200 kgs. à 60 fr. les 100 kgs.).....	120 »
Feuille (1.200 kgs. à 25 fr. les 100 kgs.).....	300 »
Divers (papier, incubation, désinfection, mise en état des magnaneries)	100 »
Total (2)	700 fr.

(1) Compte rendu du Congrès National Séricicole de Villeneuve-de-Berg, juillet 1939, p. 37. Rapport de M. G. MÉNARD, inspecteur régional de l'Agriculture du Sud-Est. C'est à ce rapport, extrêmement précieux, que nous avons emprunté toutes les observations relatives aux régions séricicoles.

(2) Note de M. S. CRÉTAÏN, directeur de la Station Séricicole d'Alès, janvier 1940.

La petite éducation n'exige pas de vastes locaux. « Une salle quelconque de l'habitation suffisamment aérée et munie d'une cheminée peut être facilement consacrée pendant un mois à l'élevage des vers » (1).

Il faut tenir compte de la dépense-travail. On estime que, pour une once de graines, les soins à donner aux vers de l'incubation à la montée, représentent 38 journées de travail auxquelles il faut ajouter les 15 journées nécessaires pour ramasser la feuille, soit au total 53 journées de travail représentant 38 journées de femme à 25 fr. et 15 journées d'homme à 35 fr., soit une dépense totale de 1.475 fr. environ. Le sériciculteur certes ne la chiffre pas et il n'en est pas avare. Il importait cependant de la faire ressortir pour montrer combien l'élevage des vers est une tâche assujettissante. Elle exige, sous peine d'échec, une continuité absolue, car les vers doivent être nourris sans arrêt de jour et de nuit. « Au 5^e âge, pendant la grande frêse, les vers sont insatiables (2). Pour servir à cette époque les vers d'une once de graines, il faut 100 kgs. de feuilles par jour » (3).

Il s'agit donc, nous y reviendrons en étudiant la pratique de l'élevage, d'un travail extrêmement pénible. Heureux le sériciculteur qui trouve près de lui, dans sa famille même, une main-d'œuvre nombreuse et appliquée. « Si les enfants manquent ou travaillent au dehors, il faudrait pour mener à bien les élevages, pouvoir se procurer de la main-d'œuvre au moins pendant la dernière décade. Presque toujours il est impossible de la trouver sur place et si elle existe, il est rare qu'elle s'engage pour un laps de temps aussi court : elle ne le fera qu'en désespoir de cause à des tarifs prohibitifs pour l'éducateur.. Le problème de la main-d'œuvre ne pourra être résolu — ou très atténué — que le jour où d'éducateur pourra payer ses salariés, hommes et femmes, à des tarifs identiques à ceux du vigneron ou de l'horticulteur » (4).

En attendant cette époque idyllique, il nous paraît plus sage pour le sériciculteur de compter uniquement sur lui et sur les siens, les mesures prises en faveur de la famille rurale aidant.

Si la main-d'œuvre étrangère vient un jour vers lui, ce sera certainement sous la forme des équipes corporatives, lorsque l'esprit de coopération aura pénétré les milieux séricicoles.

(1) P. VIEIL. — *Sériciculture*, p. 23.

(2) Rappelons que le nom languedocien ou provençal du ver est « magnan », qui signifie mangeur.

(3) MOZZICONACCI, *op. cit.*, p. 109.

(4) G. MÉNARD, *op. cit.*, p. 36 et 38.

B. — LA MATIÈRE PREMIÈRE: MURIER ET GRAINAGE

a) *Mûrier.*

La nourriture des vers est fournie par le mûrier, « l'arbre d'or ». « Très rustique, peu exigeant sur la nature du sol, on peut dire qu'il vient partout, excepté dans les terres humides qui favorisent sur ses racines le développement rapide des cryptogames parasites qui le font périr. Il ne craint pas la sécheresse et sa résistance au froid est considérable » (1). Ajoutons qu'il exige peu de soins et profite des travaux et des engrais destinés aux cultures qui l'entourent.

Les mûriers européens se rattachent à quelques espèces principales mûrier noir, mûrier multicaule, mûrier lou et mûrier blanc.

Le mûrier noir, le plus anciennement cultivé en Europe, a longtemps servi seul à la nourriture des vers, mais il a été peu à peu abandonné en raison de ses défauts signalés par Olivier de Serres: il croît lentement et la qualité des feuilles laisse à désirer pour la nourriture des vers. Il semble que dans les climats relativement froids, en altitude par exemple, son emploi donne des résultats bien supérieurs à ceux que l'on peut obtenir plus bas ». Aussi bien ne rencontre-t-on plus cet arbre que dans quelques régions des Hautes Cévennes, notamment dans la Lozère. Il faut cependant regretter que les sériciculteurs n'aient pas suivi le conseil d'Olivier de Serres les invitant à ne pas arracher les mûriers noirs dont la croissance tardive permet de nourrir les vers au premier âge, au cas où les mûriers blancs plus hâtifs ont été atteints par la gelée. Tout sériciculteur a intérêt à avoir dans ses plantations un ou deux mûriers noirs.

On peut négliger l'espèce, peu répandue en France, du mûrier multicaule: ses feuilles boursoufflées emmagasinent la poussière après la pluie et flétrissent vite. Extrêmement hâtif, il est particulièrement sensible aux gelées.

Quant au mûrier blanc, le plus répandu, ses variétés sont nombreuses qui permettent de choisir selon le climat et la nature du sol.

Le mûrier lou, arbre très vigoureux, ne peut être planté dans un sol riche où ses feuilles deviennent épaisses et grossières.

« Colombasse », « Langue de Bœuf », « Romain », les mûriers ne manquent pas en France. Toutefois l'absence des soins d'entretien (fertilisation, taille), l'abus des effeuillages ont entraîné le dépérissement de beaucoup d'arbres. Devant la crise séricicole, d'autres ont été arrachés.

(1) A. Mozziconacci, *op. cit.*, p. 209.

C'est pourquoi il a paru nécessaire d'interdire l'arrachage des mûriers (loi du 26 janvier 1941 (1) dont le recensement a été ordonné par l'arrêté ministériel du 1^{er} février 1941 (2)).

Ces textes ont prohibé la taille d'été qui, effectuée de fin avril à début juillet, va évidemment à l'encontre de la vie de l'arbre. Cette taille paraît cependant indispensable, dans la conjoncture présente, pour assurer la récolte, en raison de la pénurie de mûriers dans certaines communes (3).

Dans ces localités qui peuvent devenir de gros centres producteurs de cocons, la culture du mûrier doit être intensifiée; des plantations importantes doivent être et sont, croyons-nous, envisagées.

Qu'il nous soit permis d'ajouter qu'il n'y aura jamais trop de mûriers, surtout dans les circonstances présentes, en raison de l'emploi principal du mûrier par ses feuilles, nourriture des vers à soie, en raison aussi des utilisations secondaires de l'arbre d'or.

Si l'on peut négliger les vertus diurétiques de ses mûres et les propriétés tinctoriales de ses racines, on ne saurait en effet passer sous silence l'utilisation industrielle qui peut être faite de son écorce, utilisation qui, dans les temps difficiles que traverse notre industrie textile, en raison du manque de matières premières, paraît devoir être retenue d'autant plus qu'elle ne nuit en rien à l'emploi essentiel du mûrier et de sa feuille.

« L'écorce du mûrier renferme des fibres libériennes, fines et déliées, qui s'étendent parallèlement dans le sens de la longueur des rameaux et qui ne sont ni groupées, ni anastomosées. On peut en les séparant des tissus environnants au moyen d'un traitement approprié, physique et chimique, en tirer une filasse ou étoupe qui peignée, puis filée à la façon du chanvre et du lin, peut être employée comme textile dans la fabrication des étoffes. Cette même filasse ou son résidu peut aussi servir à la fabrication d'un papier de toute première qualité » (4).

Cette double utilisation semble remonter en Chine aux époques les plus reculées. Les Japonais emploient encore de nos jours l'écorce du mûrier comme pâte à papier.

Le grand agronome français Olivier de Serres, auquel il faut toujours revenir lorsqu'il s'agit de « l'arbre à soie », a consacré dans son célèbre « Théâtre de l'Agriculture et Mesnage des Champs », tout un chapitre à la préparation de l'écorce du mûrier blanc pour en faire du linge et des tissus. Il offrit à Henri IV un service de

(1) J. O. du 4 février 1941.

(2) Déclaration obligatoire avant le 1^{er} novembre 1941.

(3) La loi doit, paraît-il, être modifiée pour permettre la taille libre selon les régions.

(4) Extrait d'une note qui nous a été aimablement communiquée par M. SECRETAIN, directeur de la Station séricicole d'Alès.

table complet et des toiles tissées exclusivement avec l'écorce du mûrier.

C'est un Italien, Giuseppe Pasqualis, qui paraît le premier avoir industrialisé le procédé et l'Italie n'a cessé depuis de s'intéresser à ce problème pour produire de nos jours une nouvelle fibre textile dénommée « Gelsofil » qui surpasserait le coton et peut être mélangée avec la laine ou la soie (1).

Ainsi la fibre du mûrier peut être utilisée comme produit de remplacement soit comme textile, soit pour la fabrication de la pâte à papier. Il appartient aux techniciens français d'envisager la fabrication industrielle d'une telle fibre dont il n'est point douteux que les nécessités du moment, le souci d'utiliser au maximum toutes les ressources du pays imposent l'emploi (2).

b) Grainage.

Le ver à soie est, on le sait, une chenille vulgairement appelée « graine » à cause de sa ressemblance avec certaines semences végétales. On désigne sous le nom de grainage l'ensemble des opérations qui permettent d'obtenir ces œufs ou graines, dans les conditions les plus favorables à l'avenir de leur descendance. Grâce à l'application des méthodes de Pasteur, qui reposent sur la sélection des vers, des cocons et des papillons, le grainage français, pratiqué surtout dans les départements des Basses-Alpes et du Var, a acquis une renommée mondiale.

Il s'est même révélé, aussi paradoxal que cela puisse paraître au pays d'Olivier de Serres, comme une industrie essentiellement exportatrice. « Vers 1900, la production totale française était d'environ un million d'onces. On peut estimer, à défaut de statistique officielle, qu'elle atteignit peu après 1.200.000 onces dont un million environ destinées à l'exportation » (3).

Mais comme il arrive pour tous les pays et pour toutes les productions, les principales nations clientes de la France furent amenées à s'équiper elles-mêmes. Le prétexte sanitaire fut invoqué qui masquait la volonté de protection douanière. C'est dans ces conditions que l'Etat fut amené à créer un contrôle, institué par le décret du 26 avril 1907, facultatif d'abord, obligatoire ensuite et depuis 1925 (loi du 10 mars 1925, art. 66), obligation qui ne fit que consacrer l'adhésion au contrôle dès 1912 de tous les graineurs.

(1) D'après le *Bulletin des Soies et Soiries* (décembre 1937).

(2) Il semble que la fabrication de la fibre de mûrier, comme celle de la fibre de genêt, doit être envisagée avant celle de la fibre de roseaux des marais préconisée par certains.

(3) A. REBOILLON. — *Aperçus historiques sur le grainage de vers à soie en France*. Compte rendu du Congrès national séricicole de 1939, page 140.

Ajoutons qu'il existe en France une Station séricicole, celle des Arcs (Var), spécialisée dans les problèmes du grainage. Ainsi l'éleveur français est assuré de pouvoir trouver sans difficultés une graine de qualité supérieure, améliorée sans cesse par le choix judicieux des races suivies et par leur sélection en vue de la résistance aux maladies et du rendement en soie. Ce dernier atteint 2 kgs. à 2 kgs. 250 de cocons par gramme de graines, soit plus de 50 kgs. de cocons pour l'once de 25 gr. de graines.

Perspective particulièrement réconfortante, si l'on songe que les cocons français étaient dans le passé les plus lourds du monde et qu'ils produisaient une soie de renommée universelle et si l'on pense, ainsi que nous l'avons déjà affirmé avec force, que la sériciculture française doit assurer son relèvement par la qualité de ses produits.

C. — LA PRATIQUE DE L'ÉLEVAGE. — ENSEIGNEMENT ET PROPAGANDE

En évaluant les heures de travail nécessaires pour mener à bien une éducation, nous avons été amenés à préciser quelle tâche absorbante constituait celle-ci. La feuille de mûrier doit être cueillie, conservée, distribuée, parfois désinfectée selon des soins particuliers qui doivent être régulièrement suivis. Mais il ne suffit pas de nourrir la vorace chenille; il faut encore veiller au maintien d'une température régulière dans la magnanerie en renouvelant l'air tous les quarts d'heure, changer souvent les claies sur lesquelles reposent les vers (délitage). On dit que les vers sont « mûrs » lorsqu'ils ont atteint leur plus grande taille; leur appétit diminue et ils deviennent transparents. Le magnanier doit alors construire, généralement avec des branches de bruyère, les petites cabanes à l'intérieur desquelles les vers fileront leur cocon (encabanage). Dix jours après la montée à la bruyère, l'éleveur procède à la dernière opération, celle du décoconage, qui consiste à enlever la bruyère des tables et à en extraire les cocons.

Tout ce travail doit être effectué méthodiquement, selon des procédés simples mais minutieux (1), sinon c'est l'échec total ou partiel. On ne s'improvise pas sériciculteur (2). Trop d'éleveurs dans le passé et aujourd'hui encore sont restés attachés à des pratiques routinières contre lesquelles n'ont pas cessé de s'élever les techniciens déplorant « l'exiguïté des locaux, leurs mauvaises conditions hygiéniques, leur aération, leur chauffage défectueux, leur

(1) « Avec du temps et de la patience, la feuille de mûrier devient satin » (proverbe persan).

(2) Les écoliers et groupements qui élèvent des vers doivent être encadrés de sériciculteurs véritables.

désinfection difficile, l'alimentation et la manipulation mauvaises des chenilles » (1).

Ici le relèvement de la sériciculture dépend des éleveurs eux-mêmes; à eux d'acquérir les connaissances nécessaires et de les appliquer sans défaillance. Les traités de sériciculture, voire les simples brochures de vulgarisation ne leur manquent pas (2), ni les conseils les plus autorisés et les guides les plus avertis.

Signalons ici, après la Station des Arcs déjà nommée, la Station séricicole d'Alès (Gard), installée depuis 1927 dans des locaux appropriés, à la fois centre de recherches et d'expérimentation et centre de propagande et de vulgarisation. Ajoutons qu'il existe à Montpellier une Ecole supérieure de sériciculture qui délivre un diplôme de « sériciculteur breveté »; déplorons que ce diplôme soit surtout recherché par des étrangers.

On doit beaucoup aux techniciens, notamment aux directeurs des Stations séricicoles et à leurs collaborateurs qui ont été en France les « mainteneurs » de la sériciculture. Des améliorations importantes ont été apportées par eux aux méthodes d'élevage: procédés plus rationnels, élevage aux rameaux, culture du mûrier nain, etc.

Ici apparaît éminent le rôle joué dans le relèvement de la sériciculture par l'enseignement et par la propagande. On voit dès lors toute l'importance que présente le système innové par la loi du 31 mars 1928 qui, rappelons-le, a permis la constitution d'un fonds de propagande séricicole par le prélèvement d'une retenue de 40 centimes par kg. de cocons sur le montant de la prime (3) et d'une retenue de 10 % sur la prime à la filature. Les sommes ainsi prélevées ont été réparties, sur avis du Conseil Supérieur de la Sériciculture, entre les organisations séricicoles, y compris les Caisses d'assurances mutuelles et de propagande.

Ainsi une œuvre importante a pu être entreprise: création de pépinières de mûriers, concours de magnaneries et d'éducatrices, installation de magnaneries modèles; propagande scolaire (4), distribution de matériel perfectionné de toute nature, organisation de sources d'informations, bourses d'études pour l'instruction professionnelle, organisation de chambres collectives d'incubation, d'équipes de désinfection, de syndicats, de coopératives, de caisses d'assurances, etc.

(1) G. MÉNARD, *op. cit.*, p. 35.

(2) On trouvera dans notre bibliographie l'indication des principales.

(3) Retenue portée à 80 centimes par la loi du 2 avril 1931, mais ramenée à 40 centimes par le décret-loi du 4 avril 1934.

(4) Près de 600 instituteurs et institutrices des régions séricicoles ont pour la campagne 1941 répondu à l'appel du Comité national de la Sériciculture et de l'Office national séricicole qui ont fourni gratuitement la graine pour les petites éducations des « magnagniers » de demain.

On peut s'étonner que d'aussi intelligents efforts n'aient pas donné plus de résultats. On doit le déplorer en songeant que les crédits ainsi employés, prélevés, comme nous l'avons dit, sur le fonds de propagande séricicole qui est fonction du poids des cocons annuellement récoltés, risquent de s'amenuiser avec ce dernier, si un prompt relèvement n'intervient pas. Cet échec ne peut être expliqué que par l'attitude trop individualiste du sériciculteur (qui est celle du paysan français en général), son absence d'esprit coopératif ou syndicaliste, mieux corporatif.

Il convient donc d'examiner comment les principes de coopération peuvent être appliqués à la sériciculture. Mais nous devons auparavant montrer, après l'échec relatif du technicien et du propagandiste, l'échec du sériciculteur lui-même lorsqu'il veut vendre sa production: nous verrons ici encore que le remède ne peut venir que de l'union des producteurs.

CHAPITRE II

Le commerce des cocons

Commissions paritaires et prix minimum

Par les progrès de la technique, le sériciculteur arrive à diminuer son prix de revient et à améliorer sa production. En l'état actuel du marché des cocons, la fixation du prix de vente reste malheureusement indépendante de sa volonté.

La vente des cocons s'opérait autrefois sur les marchés où jouait la loi de l'offre et de la demande. La marchandise était achetée après examen et payée suivant qualité à un prix qui ne pouvait plus être modifié: c'était la *vente à prix fini*.

De nos jours, la diminution constante de la récolte ayant entraîné la disparition des marchés, le sériciculteur isolé et manquant de renseignements, s'est vu contraint de livrer sa marchandise sans que le prix en soit fixé. L'acheteur lui remet un acompte et le prix définitif est arrêté à la fin de la saison: c'est la *vente sans prix*.

Ce mode de vente a le défaut de laisser le vendeur à la merci de l'acheteur. Le cocon est en effet une marchandise essentiellement périssable puisque, 15 ou 18 jours après sa formation, le papillon en sort, perçant sa coque soyeuse qui, dès lors, ne peut plus être utilisée que pour l'industrie de la schappe (industrie des déchets de soie).

En l'absence de marchés, le commerce est pratiqué par les filateurs et par les négociants.

« 1° Les filateurs s'approvisionnent, soit directement auprès du sériciculteur, à qui, dans la plupart des cas, il a fourni la graine et qui lui apporte sa marchandise, soit, le plus généralement, par l'intermédiaire de courtiers, qui parcourent la campagne, ramassant les cocons des sériciculteurs et les livrant au filateur, moyennant une commission. Quelquefois certains courtiers livrent les cocons séchés et triés. 2° Les négociants procèdent au ramassage des cocons pour leur propre compte. Ils les étouffent, les séchent et les trient pour les livrer au commerce au moment qu'ils jugent le plus favorable. Ce sont en somme de véritables spéculateurs » (1).

(1) Compte rendu du Congrès national de Villeneuve-de-Berg, juillet 1939, p. 66. Rapport de M. SECRETAIN, « La coopération en sériciculture ».

Par la vente individuelle soit au filateur, soit au négociant, le sériciculteur reste soumis à l'acheteur. Ainsi s'expliquent les prix dérisoires pratiqués à certaines époques et les variations du prix du kilo de cocon d'une année à l'autre, *variations qui ont découragé le sériciculteur et ont certainement influé de façon considérable sur le développement de la crise séricicole.*

Le tableau suivant les fait ressortir :

1913: 3,60; 1929: 17 »; 1933: 5 »; 1936: 4; 1939: 14,50
1926: 32,50; 1930: 7,50; 1934: 1,50; 1938: 10; 1940: 25 fr. (1)

Devant le découragement des éleveurs, un des premiers actes du Comité National de la Sériciculture a été d'envisager un nouveau procédé de vente qui comporte la fixation d'un « *prix minimum* » avant les mises en incubation, ce qui permet au sériciculteur de décider à l'avance de l'importance de sa chambre. Ce prix minimum, garanti par le Syndicat de la Filature et homologué par le Comité National, est payé à l'éducateur à la remise de la marchandise. A la fin de la campagne, le prix définitif est établi d'après les cours pratiqués sur les marchés. Un complément est remis au sériciculteur s'il y a lieu. C'est la « *vente au cours* ».

Pour établir le prix commercial des cocons, des *Commissions paritaires* ont été créées en 1922, composées de quatre filateurs, de quatre sériciculteurs et de deux délégués du Comité National de la Sériciculture, dont un est désigné comme président de la Commission.

La France séricicole avait été en 1922 divisée en quatre régions dont chacune était le siège d'une Commission. Actuellement il n'existe qu'une Commission paritaire.

Acheteurs et vendeurs acceptent d'avance de se conformer pour le règlement définitif aux prix fixés par les Commissions paritaires. Celles-ci se réunissent à la fin de la récolte, examinent les prix pratiqués sur les marchés de cocons et fixent un prix définitif égal ou supérieur au prix minimum. Ce nouveau procédé de vente constitue incontestablement un progrès, ce qui explique qu'il ait été d'un usage assez courant. Il présente cependant un inconvénient grave. Le prix définitif est fixé d'après les cours pratiqués sur les marchés. Or ceux-ci, nous l'avons dit, ont pratiquement disparu. La tâche des Commissions a été ainsi singulièrement compliquée; dans leur sein des discussions interminables et souvent mouvementées sont nées, chaque parti s'obstinant à ne faire aucune concession. Le

(1) Chiffres recueillis dans la collection du *Bulletin de l'Union des Marchands de Soie de Lyon*.

président a pu jouer le rôle d'arbitre, mais la conciliation n'a pas toujours été réalisée et des échecs ont été enregistrés (1).

Une amélioration a été apportée par le Comité National qui a décidé que le cours des cocons serait fixé en se basant sur toute documentation utile: cours des marchés régionaux, mais aussi cours mondiaux des cocons et cours moyen de la soie pendant une période déterminée. Cette méthode, appliquée en 1929, n'a pu toujours amener l'accord. Les décisions des Commissions paritaires au surplus n'ont pas force de loi, de sorte que les tribunaux ont pu être appelés à régler les différends.

Devant cela, un autre procédé de vente a été proposé. Il consiste à fixer le cours des cocons *d'après le cours de la soie*. On calcule la moyenne du prix du kilo de soie pendant une période déterminée (mars, avril, mai pour une marchandise payée à la livraison ou mars à octobre et dans ce cas le règlement définitif n'a lieu qu'en novembre). Du prix moyen ainsi obtenu on déduit : 1° certains pourcentages pour frais généraux et usages de Lyon; 2° le coût de la transformation des cocons, compte tenu du bénéfice du filateur fixé à 10 %. Le prix à payer à l'éducateur est obtenu en divisant la somme restante par un coefficient (11,5) correspondant au rendement des cocons (2), après prélèvement sur le quotient obtenu d'une somme variable chaque année pour frais de graines fournies, avances, transports et étouffage. C'est la Commission spéciale pour la « *vente d'après le cours des soies* » qui procède à ce calcul, lequel comporte, au moins pour le sériciculteur, plusieurs inconnues.

Ce procédé de vente, rarement employé, a l'inconvénient de subordonner au bénéfice du filateur celui du sériciculteur qui n'a pas manqué d'objecter que le filateur ne s'est nullement engagé à l'indemniser en cas de mauvaise récolte, qu'il lui était difficile au surplus de contrôler les chiffres de la filature (3).

Une autre formule de vente a été proposée par M. Meissier, directeur de l'Office National Séricicole. Elle consiste à fixer comme valeur du kilo de cocons frais celle d'une journée mixte de travail; mais elle comporte par ailleurs le paiement au filateur d'une prime au kilo de soie produite : on sait les inconvénients d'une telle prime (4).

(1) Ainsi en 1926 à la suite d'une décision prise par la Commission paritaire d'Alès, les membres du Syndicat de la Filature des Cévennes déclarèrent se retirer du Comité national et ne plus accepter les décisions des commissions paritaires dans le Gard, l'Hérault et la Lozère.

(2) La filature estime qu'il faut 11 kilog. 750 de cocons pour obtenir 1 kilog de soie.

kilog de soie: 240 francs. Coût de la fabrication: 98. Coût net de la matière

(3) Exemple (d'après le barème de la filature, mai 1928): Prix de vente du (la différence): 142 francs. Prix à payer à l'éducateur: $142 : 11,750 = 12$ francs.

(4) Elle conduit l'industriel à ne pas modifier son outillage.

En résumé, qu'il s'agisse de la vente sans prix, de la vente au cours ou de la vente d'après le cours des soies, le producteur se trouve placé sous la tutelle de l'industriel.

La vente d'après le cours des soies présente un inconvénient majeur: il sera toujours difficile de persuader les éleveurs que la rémunération de leur labeur peut dépendre d'une crise boursière américaine ou d'une dépréciation de la monnaie d'argent chinoise. On sait que la soie n'a pas échappé à la crise qui a atteint toutes les matières premières. Au début de 1931, elle valait moitié moins qu'en janvier 1929 et presque sept fois moins qu'après la guerre 1914-18. L'année 1930 a été particulièrement mauvaise et marquée par une chute brutale des cours. A Sanghaï, la moitié des filatures ont dû fermer leurs portes dans l'impossibilité où elles étaient d'acheter des cocons sur les bases des cours de la soie (1). L'effet de la crise a été le même en France et l'on a pu assister à la faillite complète du procédé de vente d'après le cours des soies.

On a proposé alors de revenir pour la campagne 1931 au système de la vente au cours et aux Commissions paritaires (2), en instituant une Commission paritaire unique pour l'ensemble des producteurs, fixant en juin le prix payable à la livraison, alors qu'antérieurement les Commissions paritaires fixaient seulement le prix définitif. Nous avons dit les échecs des Commissions paritaires.

Aussi bien finalement la vente directe, où l'éducateur reçoit immédiatement le prix convenu, est-elle restée le mode de vente le plus généralisé, la sériciculture étant principalement pratiquée par des cultivateurs peu fortunés pour lesquels l'obtention immédiate du prix de la récolte est nécessaire.

« De tous les facteurs, le prix de vente des cocons est, de l'avis unanime, celui dont l'influence a été de beaucoup la plus profonde sur la régression de la sériciculture, surtout depuis 1926 où le kilo rapporta à l'éducateur le prix maximum de 32 fr. Il ne peut en être autrement lorsqu'on constate: 1° que le prix de 1938, prime comprise, n'est qu'au coefficient 4,25 par rapport à celui de 1913, bien que la prime actuelle représente les deux tiers de la valeur de la marchandise. (Que dire du même prix payé en 1934 par exemple qui n'était que le double de celui de 1913?); 2° qu'il faut actuellement 12 kgs. 5 de cocons pour valoir un quintal de blé, pris comme étalon, au lieu de 7 kgs. seulement avant guerre; 3° que le prix du kilo de cocons épuivait à peine aujourd'hui à une demi-journée de salaire alors qu'en 1929 il égalait le prix de la journée complète

(1) Voir *L'Economiste français* du 7 février 1931, article de M. Ed. PAYEN:
« Les tribulations du marché de la soie ».

(2) Vœu de la Fédération séricicole des Cévennes du 12 avril 1930.

et qu'au temps heureux de 1840-1850, apogée de la sériciculture, il pouvait se monnayer contre deux journées de travail (1).

Il n'est point douteux que le prix de vente des cocons commande l'avenir de la sériciculture française. Il apparaît hautement désirable d'assurer pendant une assez longue période un prix du kilo de cocons rémunérant d'une façon juste et équitable le travail du sériciculteur et de lui payer ce prix à la livraison de sa récolte (2). « *Si nous voulons des cocons français, il faut les payer à des prix français* » (3). Etudiant cette question dans le rapport si documenté et si clair auquel nous avons souvent fait allusion au cours de notre travail, M. G. Ménard conclue fort justement en ces termes : « S'il nous est permis d'émettre un vœu, c'est de voir immédiatement désigner une Commission d'enquête, absolument impartiale et compétente, qui proposera le prix de base raisonnable actuellement indispensable aux éducateurs français : c'est une tâche moins difficile que pour d'autres produits animaux et la majorité des éléments de ce prix de base sont déjà à peu près connus. Déterminer un tel prix ne suffit pas : il faut encore lui assurer une fixité relative pendant un nombre d'années assez long pour permettre à l'éleveur de vers à soie d'opérer en toute sécurité les plantations de mûriers qui peuvent lui être nécessaires et amortir les frais engagés » (4).

On ne saurait mieux dire et nous ne pouvons que reproduire ce texte qui apporte la note juste au milieu de tant d'écrits où tant d'auteurs cachent leur ignorance ou leur prudence derrière de longs exposés historiques où sont rituellement évoquées les silhouettes un peu désuètes de l'impératrice Si-Ling-Chi première « magnagnière » (2.000 ans avant l'ère chrétienne) et des deux moines qui, au VI^e siècle, apportèrent à Constantinople le secret de l'Orient.

Pour rester sur le terrain des réalités contemporaines moins poétiques, hélas ! recherchons comment peut être établi le prix minimum vital pour le sériciculteur (5).

Retenons d'abord un essai de comparaison entre le prix des cocons et celui de la soie tel qu'il résulte du tableau suivant :

(1) G. MÉNARD, *op. cit.*, p. 36. Nous avons vu les variations désordonnées du prix du cocon.

(2) M. MEISSIER, directeur de l'Office national séricicole. Rapport du 24 octobre 1930.

(3) et (4) G. MÉNARD, *op. cit.*, p. 39.

(5) D'après une note qui nous a été aimablement communiquée par M. Ch. SECRÉTAIN, directeur de la Station séricicole d'Alès.

ANNÉES	PRIX DU KGR.		INDICE DU PRIX DE LA SOIE	INDICE DU PRIX DU COCON	PRIX DU COCON CALCULÉ D'APRÈS L'INDICE SOIE
	DE SOIE	DE COCONS			
1913	48	3,60	1	1	
1926	495	32,50	10,31	9,02	37,11
1929	317	17	6,60	4,72	23,76
1930	230	7,50	4,79	2,08	17,24
1932	108	4,00	2,25	1,11	8,10
1934	58	1,50	1,20	0,44	3,92
1936	97	4,00	2,02	1,11	7,27
1938	166	10,00	3,45	2,77	12,42
1939	204	14,50	4,25	4,02	15,30
1940	500	25,00	10,41	6,94	37,47

Envisageons maintenant le prix de vente du kilo de cocons d'après son prix de revient. Nous avons dit que le prix de revient d'une once en 1940 pouvait être évalué à 2.175 fr. (1.475 plus 700), pour une recette de 1.660 fr. (50 kgs. de cocons à 25 fr. le kilo, soit 1.250 fr. auquel il faut ajouter une somme de 410 fr. représentant la prime de compensation douanière à raison de 8 fr. 20 par kg.). Le déficit s'élève à 515 fr., sans qu'il ait été tenu compte dans les frais d'élevage des impôts, des assurances, des allocations familiales, des amortissements divers.

Ainsi pour atteindre un prix normal, le kilo de cocons aurait dû être payé en 1940 43 fr. 50 *au lieu de* 25 fr.

C'est à peu de choses près (41 fr. 32) le prix calculé d'après la moyenne des indices du prix du vin et du blé, le prix d'après l'indice du blé s'élevant à 28,65 et d'après l'indice du vin à 54 fr.

Ce prix minimum vital, seul le procédé de vente à prix fini permet de l'obtenir. Il rend possible en outre l'établissement de prix différents suivant la qualité. Et c'est la qualité, nous le répétons encore, qui doit sauver la soie française.

Mais ce mode de vente suppose l'existence de marchés qui n'existent plus et dont il paraît vain d'espérer la résurrection en période de crise, alors que la plupart des marchés agricoles ont disparu en raison de l'amélioration des moyens de transport et de la pratique du ramassage.

Dans ces conditions le meilleur moyen d'établir entre la production et l'industrie une collaboration éminemment souhaitable semble devoir être recherché en dehors d'une réglementation du marché des cocons.

L'application à la sériciculture des principes de la coopération que nous allons maintenant étudier apparaît comme le seul remède à une situation qui, si elle se prolongeait, amènerait à brève échéance la disparition à peu près complète de la soie française.

CHAPITRE III

Coopération et Mutualité ⁽¹⁾

Isolés, partant mal renseignés, obligés de vendre rapidement leur production périssable, les sériciculteurs, indéniablement, ne pourront se maintenir et prospérer que par l'union entre producteurs.

Ils l'ont depuis longtemps compris et nous pouvons noter dans le passé de multiples tentatives et de nombreux projets d'organisation. Dès 1837 s'est constituée « la Société Séricicole » conçue par les élèves de Camille Beauvais qui dirigeait les magnaneries des bergeries de Sénart près de Paris. Jusqu'en 1852 cette Société publie les *Annales Séricicoles* qui, à cette époque, disparaurent avec elle. En 1863, Guérin-Meneville tente sans succès de créer une Association Séricicole pour la fondation à la Ferme impériale de Vincennes d'un laboratoire central de sériciculture comparée des Sociétés agricoles de France et de l'étranger. En 1867 est projetée à Lyon la fondation d'une Association séricicole pratique du bassin du Rhône, ayant exclusivement pour objet l'amélioration des races de vers à soie, principalement des races depuis longtemps acclimatées dans le Midi de la France, dites races du pays. Ce projet, excellent puisqu'il s'agissait de maintenir la qualité de la soie française, ne paraît pas avoir été réalisé.

Bien d'autres groupements peuvent être cités qui restèrent à l'état d'essais, notamment à Alais (Gard) par le Syndicat professionnel des sériciculteurs français (1904), le Comité de défense de la sériciculture (1907), l'Association mutuelle pour la défense de la sériciculture française (1912) et à Aubenas (Ardèche) par la Société nationale de sériciculture de France (1913).

Le Syndicat général des sériciculteurs de France fondé en 1887 sur l'initiative de la Société d'Agriculture de Vaucluse, association plutôt que syndicat, malgré son titre, paraît seul avoir été réalisé autrement que sur le papier. Toutefois son existence fut brève.

Pour expliquer tant d'échecs, il suffit de rappeler l'esprit individualiste de l'agriculteur français. Cependant, après la guerre de

(1) La plupart des renseignements recueillis dans ce chapitre et notamment les dates et les chiffres sont extraits de l'ouvrage *Recherches séricicoles* [Ministère de l'Agriculture], tome III, Alès 1939, par MM. SECRÉTAIN et SCHENK.

1914-1918, sous la pression des circonstances et grâce au dévouement intelligent de quelques propagandistes, les sériciculteurs ont été amenés à s'associer de façon utile et durable. Les lois sur les Syndicats professionnels et sur le Crédit agricole leur en ont donné les moyens.

Des Syndicats, cellules-mères de l'organisation professionnelle séricicole, se sont formés dans tous les départements séricicoles. Ils sont devenus assez nombreux pour pouvoir s'unir en Unions de Syndicats, appelées, terme un peu vague, dernière concession peut-être à un individualisme farouche, « Fédérations ».

Les Unions de Syndicats qui existent actuellement sont: la Fédération Séricicole d'Alès et des Cévennes (siège social à Alès), celle de la Drôme (siège social à Valence), celle du Vivarais (siège aux Assions, Ardèche), enfin la Confédération Générale des sériciculteurs du Var (siège aux Arcs, Var).

Regrettons au passage, plus encore que le terme « Fédération », celui de « Confédération » employé par les éleveurs du Var: l'aboutissement logique du développement syndical étant la Confédération Générale Séricicole, groupant toutes les Unions de Syndicats, association qui reste encore à créer.

Ainsi réunis les éleveurs peuvent non seulement procéder à des achats en commun pour tous leurs adhérents (plants de mûriers, graines, matériel, fournitures diverses), mais encore créer des équipes collectives de désinfection des magnaneries, élever en commun les vers à soie par les chambres collectives d'incubation et les magnaneries coopératives. L'organisation de coopératives d'étouffage leur permet en outre de conserver leur récolte et d'en obtenir le meilleur prix. La création de caisses d'assurances mutuelles séricicoles diminuent enfin les risques de cette entreprise extrêmement aléatoire que constitue l'élevage des vers.

Examinons ces diverses manifestations de l'esprit coopératif en sériciculture en précisant ce qui a été fait et ce qui reste à faire.

a) *Chambres collectives d'incubation*

« Elles fonctionnent dans le cadre du Syndicat séricicole communal ou inter-communal. Leur rayon d'action ne doit pas être trop étendu, de façon à éviter aux jeunes vers une durée trop longue de transport, ainsi que des différences trop grandes dans la date des élevages. En principe une chambre d'incubation ne devrait grouper que des sériciculteurs possédant des mûriers entrant en végétation à peu près à la même époque, sinon on sera obligé de faire des incubations successives, ce qui compliquera le travail. Pour que les frais de fonctionnement ne soient pas trop élevés, il faudrait qu'elle arrive à traiter 150 à 200 onces de graines » (1).

(1) SECRÉTAIRE et SCHENK, *op. cit.*, p. 37.

La personne chargée de diriger l'incubation doit être particulièrement compétente, consciencieuse et dévouée, pour une surveillance constante. Le local, préalablement désinfecté, doit être parfaitement aéré et régulièrement chauffé.

La Fédération Séricicole d'Alès et des Cévennes a créé, sur ce modèle, les chambres d'incubation qui fonctionnent actuellement dans les localités suivantes: Alès, Bréau, L'Estréchure, Mandagout, Notre-Dame de la Rouvière, Lasalle, Saumane, Sumène, Saint-André de Majencoules, Saint-Martial, Saint-Jean du Gard, Vallesraugue et Saint-Etienne-Vallée Française.

Concluons en souhaitant pour toute la France séricicole de pareilles organisations qui fonctionnent à l'entière satisfaction de leurs membres.

b) *Magnaneries coopératives*

Cette forme de coopération est malheureusement très rare pour ne pas dire inexistante. Elles doivent être organisées également dans le cadre du syndicat. Au lieu d'élever chez eux les vers à soie, les adhérents ramassent la feuille qu'ils apportent à la coopérative où les vers sont élevés pour leur compte.

Cette méthode présente de multiples avantages. Le paysan, après avoir ramassé et porté ses feuilles, peut retourner à ses terres à une époque où certains travaux sont particulièrement urgents. La famille paysanne n'a pas à supporter la gêne qu'apporte dans une habitation la présence d'une magnanerie. Enfin et surtout l'élevage est pratiqué dans un local et avec un matériel de choix par des spécialistes-paysans que l'âge ou la maladie écartent des travaux de force, paysannes que n'absorbent pas trop les soins d'une famille et qui les uns et les autres sont employés chaque année par la coopérative.

Une magnanerie coopérative a été réalisée à Meyssse, dans l'Ardèche, par le syndicat agricole de cette localité sur l'initiative et sous la direction de M. Simon, filateur. Nous avons eu sous les yeux (1) le bilan de cette coopérative pour l'année 1929 duquel il résulte que les recettes se sont élevées à 4.057 fr. 20 par la vente de 199 kilogs de cocons à 19 fr. le kilog, prime comprise et celle de 560 kilogs de déchets à 0 fr. 50 le kilog. Les dépenses s'étant élevées à la somme de 1.325 francs, soit un bénéfice de 2.732 fr. 20 pour 100 grammes de graine, les adhérents ont reçu pour la fourniture de 4.890 kilogs de feuilles, la somme appréciable de 0 fr. 55 par kilog.

Une magnanerie coopérative a été également créée à St-Etienne-Vallée-Française.

(1) Mémoire de M. SIMON, filateur à Meyssse (Ardèche), 1930.

L'une et l'autre n'ont eu qu'une courte vie, probablement à cause de l'absence d'esprit d'union chez les adhérents. Il faut beaucoup de confiance réciproque entre magnaniers et surtout entre magnanières, ce qui n'est pas toujours la règle.

Les sériciculteurs devraient avoir une plus exacte compréhension de leurs justes intérêts. Les syndicats ont ici une œuvre importante à accomplir. L'éducation des vers est une entreprise délicate pour laquelle il faut du goût, de la patience, de la méthode, du temps, un local et un matériel appropriés: le développement des magnaneries coopératives contribuerait beaucoup à l'amélioration de la récolte française en quantité et en qualité.

c) *Coopératives d'étouffage*

Elles permettent la conservation des cocons, par étouffement, au moyen de la chaleur, de la chrysalide qu'ils renferment. On emploie dans ce but des appareils spéciaux dits étouffoirs-séchoirs.

Ces appareils comportent généralement une chaudière tubulaire dont la vapeur est dirigée dans des radiateurs. L'air chaud qu'émettent ces derniers est envoyé par un ventilateur puissant à travers la masse des cocons. Ceux-ci, passant dans des tiroirs successifs manœuvrés à la main ou transportés par des tapis roulants, sont recueillis secs à la base de l'appareil.

Dès 1902, des coopératives d'étouffage dites « Coconières syndicales » ont été créées par l'Union des Syndicats professionnels agricoles des Cévennes. La loi du 29 décembre 1906, sur les avances faites aux coopératives agricoles permet peu après l'organisation d'une coopérative semblable à Valleraugue (Gard).

Les renseignements manquent sur la vie de ces établissements qui paraissent avoir eu une existence éphémère et qui ont été peu imités, vraisemblablement par manque de capitaux, les étouffoirs-séchoirs et les frais d'installation étant assez élevés dès cette époque, pour des appareils qui étaient loin de présenter les perfectionnements de ceux d'aujourd'hui.

Informés vers 1925, au cours d'un voyage d'études un peu tardif peut-être, des progrès de l'organisation séricicole en Italie (1), où les étouffoirs-séchoirs sont groupés en une unique et puissante Fédération, les techniciens de la Sériciculture française ont repris le problème. C'est ainsi qu'a été créée à Alès, le 8 janvier 1927, la Société Coopérative Séricicole d'Alès et des Cévennes pour l'étouffage, le séchage, la conservation et la vente des récoltes des sériciculteurs de l'arrondissement d'Alès et des arrondissements limitrophes.

(1) La constitution et le développement des coopératives séricicoles italiennes date de 1916. Quel exemple! Voir à ce sujet le *Bulletin de l'Office régional agricole du Midi*, octobre 1925.

Installée dans des locaux appropriés à son importance, cette société est pourvue d'un étouffoir spécial du type Bianchi-Dubini pouvant traiter 3.000 kilogs de cocons par 24 heures et d'un étouffoir complémentaire séchant 300 kilogs dans le même temps. Comme elle a été construite pour traiter 100.000 kilogs de cocons frais, si elle fonctionnait à plein rendement la dépense serait de 1 franc à 1 fr. 50 par kilog de cocons, dépense qui sera encore réduite dans peu d'années lorsque seront complètement remboursées les avances dûes au Crédit Agricole.

On ne peut qu'applaudir à cette magnifique réalisation qui constitue pour l'avenir un précieux instrument de travail. Une coopérative du même genre existe à Vaison-la-Romaine (Drôme). L'une et l'autre restent insuffisamment appréciées de ceux-là même pour lesquels elles ont été créées.

Et, cependant, la coopération permet seule aux producteurs d'attendre pour vendre leur récolte, le moment opportun, sur lequel le Conseil d'Administration de la Coopérative peut, par les moyens d'information dont il dispose, donner d'utiles renseignements. Mieux la coopérative rend possible le warrantage de la marchandise et le sériciculteur peut obtenir dès la livraison une partie du produit de sa récolte en réalisant un emprunt.

Enfin, le sort du producteur n'est plus lié à celui de l'industriel et la loi de l'offre et de la demande joue librement. Ce procédé de vente est d'ailleurs aussi avantageux pour l'acheteur que pour le vendeur. Le filateur ne sera plus obligé d'acheter une grosse quantité de cocons à la récolte, puisqu'il aura l'assurance de pouvoir s'approvisionner ultérieurement. Et surtout il aura la certitude de pouvoir acquérir une marchandise meilleure, les coopératives procédant à des essais des lots apportés et payant les meilleurs plus cher.

Les éleveurs recevant une rémunération équitable, auront intérêt à produire les plus beaux cocons. La qualité de ces derniers sera automatiquement améliorée.

d) *Assurances mutuelles séricicoles*

Grâce aux lois du 21 mars 1884 et du 4 juillet 1900, les sériciculteurs ont le moyen de ne pas perdre complètement le fruit de leur travail en cas d'échec total ou partiel: ils peuvent se grouper pour former entre eux une caisse d'assurances mutuelles.

De semblables caisses ont existé dans le passé. En 1907, a été créée à Lyon « Le Syndicat Général des Sériciculteurs de France ». Cette société conçue dans un cadre trop large ne pouvait qu'échouer. La Mutualité repose en effet sur les principes d'assistance et de confiance réciproques. Il faut par conséquent que de pareils groupements ne soient composés que de sériciculteurs sérieux. Or, com-

ment la société qui a son siège à Lyon par exemple, peut-elle contrôler ou tout simplement connaître le sériciculteur dont la distance la sépare?

Même dans un cadre plus étroit, soit peut-être pour ne pas avoir écarté rigoureusement les mauvais éleveurs, soit par manque de capitaux en raison du nombre insuffisant des adhérents, d'autres groupements postérieurs ont pareillement échoués: ainsi la Caisse d'Assurance Mutuelle créée à Arphy (Gard) en 1911, celles constituées en 1926 par l'Union du Sud-Est des Syndicats agricoles et en 1931 par l'Union des Syndicats séricicoles du Nord de la Drôme. Pour les mêmes raisons sont restés sans suite les projets de la Société d'Agriculture d'Alès (1911) et de la Fédération séricicole d'Alès et des Cévennes (1933).

C'est que l'assurance repose sur la loi des grands nombres. Ici encore les excès d'un individualisme irraisonné explique l'échec. Et cependant le même qui tient à un isolement farouche se précipite vers la caisse publique, c'est-à-dire vers la poche de son voisin, pour réclamer un secours, souvent dérisoire, mais lourde charge pour l'Etat qui le récupère sous forme d'impôts.

Il est impossible que ces considérations, qui n'ont pas le mérite de la nouveauté, échappent aux sériciculteurs mieux informés. Le problème de la mutualité séricicole doit être repris et résolu par l'application de quelques règles simples qu'il nous reste maintenant à exposer.

« L'assurance ne devra pas garantir la perte totale ou partielle de l'éducation; mais uniquement dédommager le sériciculteur de toutes ses dépenses d'élevage, elle doit laisser à sa charge le manque à gagner, c'est-à-dire le bénéfice espéré.

Mais ces dépenses varient avec l'âge des vers, d'où la nécessité de fixer à l'avance la valeur de l'éducation au moment où le sinistre s'est produit. L'effet de l'assurance doit cesser le deuxième jour de la montée afin d'éviter la fraude résultant d'une soustraction de cocons. L'application de ce principe aura l'avantage de ne pas imposer à l'éducateur une prime trop prohibitive et de lui enlever la tentation de frauder. Si, en effet, l'assurance réglait la perte totale, il serait à craindre que l'assuré ne donnât pas à son élevage tous les soins nécessaires et même qu'il provoquât le sinistre pour réaliser un bénéfice sans fournir de travail. En ne recevant en cas d'échec que les seules dépenses engagées, l'éducateur n'a plus d'intérêt à mal soigner son élevage, puisqu'en agissant ainsi il se prive du profit qu'il aurait pu en retirer.

Ceci implique évidemment l'établissement d'un prix de revient. Ce prix ne peut être fait avec précision puisqu'il varie suivant les années, suivant les éducations, suivant les régions. On devra néanmoins s'attacher, pour éviter toute discussion, à ce qu'il soit sensiblement le même pour tous. La constatation des sinistres est assez délicate. Les experts devront faire preuve de beaucoup de compé-

tence et de discernement, pour apprécier les dégâts d'une façon impartiale et équitable.

Pour rendre le contrôle plus aisé, la forme de mutuelle syndicale groupant les sériciculteurs d'une même commune ou d'un même canton, doit être adoptée. La surveillance est alors assurée par les adhérents eux-mêmes dont les intérêts sont identiques.

Une étroite solidarité doit réunir tous les éducateurs, cette solidarité ne doit pas être néanmoins une cause d'injustice et il apparaît logique de fixer le montant de la cotisation en tenant compte du mérite de chacun, c'est-à-dire en tenant compte du rendement des élevages au cours des années précédentes.

Enfin, pour diminuer l'importance des risques, l'assurance mutuelle séricicole devra être constituée à trois degrés :

Premier degré : Caisse d'assurance locale syndicale.

Deuxième degré : Caisse fédérale de réassurance.

Troisième degré : Caisse centrale. Cette dernière pourrait être créée par le Conseil supérieur de la sériciculture et fonctionner avec une partie des fonds de propagande qui seraient mis à sa disposition » (1).

Nous pensons avoir suffisamment montré les bienfaits que le sériciculteur peut retirer des organisations corporatives ou mutualistes que nous venons d'examiner, pour pouvoir l'inviter à se tourner résolument vers la coopération et la mutualité. Il lui faudra pour cela renoncer à un individualisme qui n'est plus de saison. L'organisation corporative de l'agriculture, telle qu'elle est envisagée par la loi promulguée le 2 décembre 1940 par le gouvernement du maréchal Pétain, ne peut que faciliter ce changement d'esprit et de méthode.

Dans le cadre du *syndicat agricole local dit corporatif*, « réunion des familles paysannes d'un territoire », celles-ci apprendront à se mieux connaître et à s'unir. Alors se développeront ou se créeront, pour le bien de tous, les divers groupements professionnels que nous avons étudiés.

Retenons en effet que les syndicats agricoles ou les unions de syndicats, tels que nous les avons envisagés, subsistent puisque la loi sus-visée n'a pas abrogé les textes qui les régissent (*Code du Travail*, livre III) (2).

Le syndicat corporatif aura son activité propre qui sera d'abord « d'unir ». Sous ses conseils et son contrôle, s'exerceront les acti-

(1) SECRÉTAIR et SCHENK, *op. cit.*, pages 58 et 59.

(2) Voir Louis SALLERON, *Naissance de l'Etat corporatif*, Paris, 1941. Mais les organisations corporatives et mutualistes constituent des éléments corporatifs complètement distincts des syndicats locaux et des unions régionales. (Voir *Semaine juridique*, 9 novembre 1941 (Henri Teitgen) et 21 décembre 1941 (J. du Plessis).

vités combinées des syndicats professionnels et des groupements coopératistes et mutualistes créés par ces derniers (1).

Et peut-être la création de la Confédération générale séricicole ne sera-t-elle pas tellement nécessaire lorsque sera réalisé au sein de l'Union corporative régionale le « groupement spécialisé » de la sériciculture, propre à cette branche de l'activité agricole nationale.

C'est grâce à l'organisation corporative que les sériciculteurs, ayant par leur union, c'est-à-dire par eux-mêmes, vaincu la crise sur le plan intérieur, pourront obtenir du Gouvernement l'appui nécessaire pour remédier aux causes externes de leurs maux et obtenir finalement, avec le réveil de la sériciculture, le triomphe de la soie française.

(1) La formule coopérative peut être étendue à la transformation même de la matière. On a pu ainsi « conseiller, aussi paradoxal que cela puisse paraître un retour en arrière en rétablissant le filage des cocons par le producteur: nouveau travail, mais nouveaux bénéfices ». Cf. rapport MEISSIER, du 24 octobre 1930. La question n'est pas nouvelle (Voir Ch. LALLEMAND, *L'Organisation coopérative de la filature de la soie*. Alès 1910.)

TROISIÈME PARTIE

L'avenir de la soie française

CHAPITRE UNIQUE

SECTION I

UNE SOURCE NATIONALE D'APPROVISIONNEMENT

Au point de notre étude où nous voici parvenu, nous pouvons résumer les dispositions à prendre pour ressusciter la sériciculture française.

La concurrence des soies étrangères peut être, sinon complètement supprimée, du moins considérablement atténuée soit par une majoration de la compensation douanière, soit, ce qui revient au même, ainsi que nous l'avons précisé (1), par l'augmentation du prix de vente du producteur.

Quant à la concurrence du fil chimique, l'application STRICTE de la loi du 8 juillet 1934 doit la ramener à de justes proportions, celles, pour préciser notre pensée par un exemple, qui existent entre le coton et la laine, le consommateur une fois instruit des valeurs respectives du fil chimique et de la soie, sachant les distinguer et les employer à bon escient, comme il le fait pour les deux textiles, coton et laine, que nous venons de citer.

Mais cette défense sur le plan extérieur resterait insuffisante, rappelons-le, sans une organisation de la production sur le plan intérieur, organisation sur laquelle nous avons assez insisté pour pouvoir affirmer maintenant qu'elle est une œuvre de longue haleine, nécessitant le concours absolu de tous les intéressés, aidés, conseillés, dirigés par les pouvoirs gouvernementaux.

Le relèvement de la sériciculture française ne pourra s'effectuer que si les sériciculteurs y contribuent de toutes leurs forces associées. Il ne pourra être réalisé, aucune hésitation n'est permise sur ce point, que par l'initiative gouvernementale, sous la direction et le contrôle étroit des services compétents (2) du Ministère de l'Agriculture.

Dès sa formation, le gouvernement du maréchal Pétain a exprimé sa volonté de pratiquer une politique de restauration paysanne qui

(1) Voir notre Première Partie, chap. premier, page 27.

(2) Il nous a été donné d'apprécier souvent la compétence et le dévouement réels des techniciens: c'est grâce à leurs efforts, répétons-le, que la sériciculture a survécu.

seule permettra à la France de reconstituer, après les plus cruelles épreuves, ses forces morales et matérielles.

* Cette politique s'est affirmée dans le domaine de la sériciculture d'abord de façon générale, comme elle s'est manifestée dans toutes les branches de l'agriculture française, par l'organisation de la corporation paysanne, le « groupement spécialisé » de la sériciculture devant trouver sa place dans l'édifice corporatif, ainsi que nous l'avons précisé (1).

Plus particulièrement, le Gouvernement s'est intéressé au sort de la sériciculture et à la production de la soie, comme il s'est préoccupé du développement de toutes les cultures industrielles (chanvre, lin) ou de la production d'autres matières premières telles que la laine, voire la rayonne.

Réuni à la Chambre d'Agriculture du Gard, à Nîmes, le 16 septembre 1941, le Comité national de la Sériciculture avait attiré l'attention du Comité national du Textile, branche soie, sur la nécessité de fixer avant le 1^{er} janvier 1941 les cours qui seraient pratiqués pour la récolte des cocons en 1941, cours qui devraient être rémunérateurs.

Adoptant les mesures dont nous avons montré l'absolue nécessité, le Ministre, secrétaire d'Etat à l'Agriculture, prenait dès avril 1942 (2) une série de mesures particulièrement importantes et qui sont les suivantes :

1° Il décidait que le prix des cocons serait désormais fixé avant l'incubation et, par arrêté ministériel, le prix officiel des cocons pour la récolte 1942 était fixé à 55 francs le kilog, toutes primes comprises (3) ;

2° Il rendait obligatoire l'achat des cocons frais ;

3° Il maintenait l'interdiction de l'abattage des mûriers et défendait l'emploi des feuilles dans un but autre que l'élevage des vers à soie ;

4° Il prévoyait l'extension de la culture du mûrier dans les départements méridionaux, ainsi que la constitution d'un stock de graines permettant de satisfaire à toutes les demandes.

Avons-nous besoin de souligner l'intérêt de ces décisions alors que nous avons longuement insisté sur la nécessité d'assurer aux sériciculteurs, pendant un certain nombre d'années, un prix rémunérateur ? Il est certain que, grâce à l'intervention gouvernementale, exprimée dans les dispositions radicales que nous venons

(1) Voir Deuxième Partie, chap. III, page 82.

(2) Déclarations de M. CAZIOT, ministre secrétaire d'Etat à l'Agriculture, à l'assemblée générale constitutive de l'Union départementale corporative agricole de la Drôme. Valence, 8 avril 1942.

(3) Plus une prime de 25 grammes de laine à tricoter par 10 kilogs de cocons produits.

d'énumérer, la sériciculture française doit connaître dans un avenir prochain un relèvement très net. Il faut souhaiter que la récolte atteigne bientôt le chiffre de un million de kilogs de cocons demandé par le Gouvernement (1).

D'aucuns, intéressés à vrai dire au développement de la rayonne, ne manqueront pas de nous objecter que l'intervention gouvernementale dans le domaine qui nous occupe s'explique moins par le désir de sauver ou de ressusciter une production qu'ils estiment condamnée ou disparue, que par les nécessités du moment: le souci de reconstituer les stocks de matière première anéantis par l'invasion ou le blocus.

Les sériciculteurs ne sauraient s'arrêter à de pareilles objections dont les porte-paroles gouvernementaux ont fait justice par avance. Le Gouvernement n'a-t-il pas fort nettement exprimé sa volonté de restaurer l'agriculture française dans sa splendeur passée? de faire porter ses plus gros efforts sur l'agriculture?

Le plan d'équipement national ne prévoit-il pas, à côté de la mise en valeur des terres incultes (2) et des forces hydrauliques, du reboisement nécessaire, de la reconstitution du cheptel, naguère orgueil du pays, le développement de la production des matières premières: *laine, soie, chanvre ou lin qui manquent aujourd'hui cruellement au pays parce qu'il a cessé de les produire et ne peut plus les exporter.*

Devons-nous rappeler les chiffres de la production française dans le passé pour ces diverses matières premières? Si nous retenons, à titre d'exemple, la production de l'année 1860, nous constatons le véritable effondrement de la production de la laine, du chanvre ou du lin, comme nous avons noté celui de la soie, effondrement qui s'exprime par les chiffres suivants (en milliers de quintaux):

	Laine	Chanvre	Lin
1860	592	675	431
1938	175	51	235 (3)

On sait la situation tragique dans laquelle se trouve placée aujourd'hui l'industrie textile de notre pays du fait qu'elle tenait de l'étranger la majeure partie de ses matières premières. Les industriels qui ont favorisé l'importation aux dépens de la production nationale ne sauraient s'en plaindre. Les consommateurs ont par contre le droit de formuler quelques critiques, qui ne peuvent

(1) Récolte 1941: 590.000 kilogs de cocons et 2.016 éleveurs de plus qu'en 1940.

(2) 5.500.000 hectares en 1939 contre 3.700.000 en 1913.

(3) Statistiques BLOCK.

se vêtir que de tissus de rayonne ou de fibrane, au surplus parcimonieusement distribués.

Voici dégagée sans peine de notre exposé une des raisons essentielles qui, tout en justifiant, croyons-nous, l'intérêt de notre modeste travail, militent en faveur de la nécessité absolue pour notre pays de maintenir, mieux de ranimer et de développer la sériciculture et la production françaises de la soie.

Les partisans du libre échange le plus complet eux-mêmes ne doivent-ils pas s'incliner devant la leçon des faits, tenir compte des guerres, des révolutions, des catastrophes atmosphériques, de tous événements qui viennent, trop souvent hélas, troubler les rapports commerciaux entre les nations?

La France ne produit presque plus de soie et la voici actuellement à peu près dépourvue de cette matière première parce que la soie d'Extrême-Orient n'arrive plus et parce que l'Italie conserve sa production pour ses besoins personnels.

Devons-nous souligner encore les inconvénients, mieux les dangers pour la France d'une pareille carence. La soie ne trouve pas seulement son emploi dans l'industrie du vêtement. La défense nationale l'utilise aussi en quantités importantes. Les gargousses d'artillerie sont en soie (toile amiantine), comme aussi les parachutes, que toutes les armées du monde utilisent de plus en plus, comme enfin les revêtements des ailes de planeurs et de certains avions légers auxquels l'on revient, malgré les progrès de la production métallique, à cause de la facilité de réparation qu'ils présentent (1).

Des stocks même importants ne sauraient permettre de faire face à des besoins aussi grands, et il n'est pas inutile d'ajouter que telles ou telles conjonctures internationales peuvent amener tel ou tel pays à refuser de fournir ou à ne pouvoir fournir la précieuse matière première (2).

La guerre de 1914-1918 a révélé à la fabrique lyonnaise le danger qu'il y avait à laisser disparaître « une source nationale d'approvisionnement », danger vite oublié, mais plus vite encore réapparu, son retour plaçant aujourd'hui la fabrique dans la même situation pénible.

A une époque « d'autarchies » généralisées, alors que chaque pays se renferme dans les limites étroites d'un égoïsme sacré, la nécessité de maintenir au maximum la production nationale d'une matière première apparaît indiscutable. Il semble que les événe-

(1) Dans la seule région lyonnaise la production de la soie pour les services de guerre a atteint 5 millions de francs dès 1915, pour finir à 78 millions de francs en 1918. (AFTALION. — *Les industries textiles pendant la guerre*, p. 212.)

(2) Pour nous limiter nous avons volontairement négligé l'étude de l'industrie du crin de Florence —, entièrement à créer en France et précieuse aussi pour la défense nationale (fil chirurgical).

ments actuels, loin d'être considérés comme nés d'une situation passagère, doivent être au contraire retenus avec les leçons qu'il est permis d'en tirer. Qui peut affirmer en effet que les circonstances présentes ne se prolongeront pas demain? qui peut dire l'avenir?

Allons plus loin, envisageons, dans la paix retrouvée, l'organisation de la nouvelle Europe. Que l'emploi des textiles artificiels soit ramené alors à de justes proportions, que leur fabrication disparaisse en partie avec celle du caoutchouc synthétique: qui peut en douter? (1).

La soie naturelle, le fil noble, reprend sa place. Est-ce à dire que Lyon redevient, dans le monde ou tout au moins dans l'Europe, la capitale de la soie? Qui pourrait, semble-t-il, lui contester ses titres séculaires? Qui pourrait, revendiquant son rôle, posséder sa merveilleuse technique et la remplacer?

L'industrie de la soie française, si la paix revenait, réparaitrait certes, avec tout son éclat, grâce à son extrême souplesse, ses prodigieuses capacités de renouvellement dont elle a, dans le passé, donné maintes preuves. Mais, pour assurer cette tâche éminente, les fabricants de soieries ont besoin de beaucoup de matière première, de beaucoup de soie. Où la prendront-ils? (2).

SECTION II

UNE INDUSTRIE EXPORTATRICE MENACEE

Nous devons rappeler ici la thèse (3) que la fabrique lyonnaise n'a cessé de soutenir, à savoir qu'elle est une industrie essentiellement exportatrice et que, la production nationale étant insuffisante, elle doit acheter à l'étranger la matière première pour laquelle elle a exigé la liberté tarifaire.

Si nous avons quelque goût pour pareille tâche, il nous serait facile de montrer comment la production nationale a été ainsi systématiquement négligée. « Depuis la maladie des vers à soie, le

(1) Voir sur ce point les déclarations du docteur SCHLACHT, ministre de l'Economie allemande: tout le reste est littérature, surtout les perspectives de M. Paul MORAND, envisageant avec sérénité l'uniforme de la communauté future (habits en tissus de verre). — *Chroniques de l'Homme maigre*, p. 158. Grasset, 1941.

(2) Retenons dès maintenant les pertes de tonnages dues à la guerre actuelle.

(3) Déjà citée (voir Première Partie, chap. premier, p. 23).

marché de Lyon a négligé la production française. C'est avec sérénité qu'il l'a vue disparaître » (1).

N'affirme-t-on pas, et sur les lieux mêmes où florissaient autrefois tant de filatures françaises (2), que la fabrique lyonnaise a ruiné volontairement la filature et la sériciculture nationales.

Nous avons dit comment le bas prix de la main-d'œuvre en Extrême-Orient, voire en Italie, a permis aux soies asiatiques ou italiennes (3) de concurrencer victorieusement la soie française. Lyon a été ainsi amenée non seulement à se fournir presque exclusivement de matière première étrangère, mais même à créer des filatures en Extrême-Orient et en Italie ou à s'associer à des filatures étrangères (4).

Il paraît difficile, à première vue, de critiquer pareille attitude de la part d'une industrie exportatrice travaillant sur une matière première coûteuse. Nous devons rappeler toutefois quelles ont été les conséquences de la position ainsi prise, non seulement par Lyon pour la production de la soie, mais par tous les fabricants de tous les pays d'ancienne production et dans tous les domaines.

On sait que les pays neufs, ainsi équipés et dotés des moyens techniques les plus élevés, sans avoir à amortir les frais des techniques intermédiaires, sont rapidement devenus, au lieu des fournisseurs dociles que l'on attendait, des concurrents redoutables. Ainsi le Japon (5) est-il arrivé à produire de nos jours de la soie à un prix inférieur à celui de la rayonne, devenant le fournisseur obligatoirement de Lyon, capitale de la soie, dans le même moment où, enlevant à Manchester les marchés du Brésil, il vendait à l'Angleterre, berceau de l'industrie lainière, des tissus de laine, à la Belgique des fontes, à la Bohême de la cristallerie et à la Suisse des montres à 180 francs le kilogramme (6).

Telles ont été les conséquences tragiques de la désastreuse politique, qui, sous les signes apparents du libre-échange, du pro-

(1) Louis GUÉNEAU. — *Lyon et le commerce de la soie*. Thèse Lyon, 1923, page 118.

(2) Il serait fort instructif de rechercher comment ces filatures ont disparu : probablement comme les petits moulins, les petites laiteries, fromageries, etc...

(3) De qualité inférieure au moins à la fin du siècle dernier.

(4) « C'est à l'action lyonnaise que l'on doit l'organisation des grands marchés de la Chine : Canton et Shanghai ». E. MAURETTE. — *Les grands marchés de matières premières*, chap. V, p. 113. Colin, 1922.

(5) « C'est à un Français, P. BRUNAT, que le Gouvernement japonais a fait appel au siècle dernier pour installer et diriger des filatures de soie à l'éuropéenne ». P. VIEL, *Sériciculture*, p. 28.

(6) Ces faits sont bien connus. Nous nous bornerons à préciser dans les lignes qui suivent l'attitude du Japon sur le marché des soies dans ces dix dernières années.

tectionisme, voire de l'économie dirigée, n'a été que l'œuvre mal-faisante d'un capitalisme de spéculation.

Nous objectera-t-on que la richesse d'une nation est fondée sur la valeur et le volume de son commerce extérieur? Que l'industrie de la soierie française est un des principaux éléments de nos exportations? Encore faut-il que le chiffre des exportations des produits manufacturés soit supérieur à celui des importations des matières premières (1) ou des produits alimentaires — sinon c'est le recours aux exportations invisibles (revenus des fonds placés à l'étranger, dépenses des touristes) pour justifier un équilibre plus apparent que réel.

Or, nous avons vu (2) comment New-York, après Milan, a supplanté Lyon, autrefois marché universel des soies. Et, suivant le processus habituel, les Etats-Unis ont suffisamment profité de nos leçons pour se passer, au moins en ce qui concerne l'article courant, de nos soieries.

Principal client du Japon, ils ont importé annuellement de ce pays, dans ces dix dernières années, 25.000 tonnes de soie en moyenne. Ils fabriquent les trois-quarts de la production mondiale des soieries. La prospérité de ce pays explique le développement qu'il a pu donner à ses fabriques de soieries dont la consommation qui représentait en 1875 9 % de la production mondiale, 28 % en 1900, 87 % en 1929 atteint de nos jours 90 %.

Mais les progrès de l'industrie américaine de la soie n'ont été possibles que grâce au régime douanier rigoureusement protectionniste à l'abri duquel elle s'est développée, les droits d'entrée sur les soieries s'élevant de 55 à 65 % (3).

L'Angleterre elle-même, devenue notre principale cliente pour les soieries, est entrée elle aussi dans la voie du protectionisme en frappant la marchandise de droits d'entrée s'élevant à 30 %. Les importations françaises de soieries en Grande-Bretagne, qui atteignaient en 1925 1.695.765.000 francs, ne représentaient plus en 1930 que 892.476.000 francs. De puissants ateliers de teinture et d'apprêts étaient créés dans ce pays sur le modèle de ceux que Lyon possédait depuis un demi-siècle. Ainsi des Français étaient-ils contraints d'aller s'installer à l'étranger pour conserver leur clientèle.

Or, dans le même temps (4), alors qu'elle était déjà cruellement frappée par l'élévation des barrières douanières, l'industrie lyon-

(1) Surtout s'il s'agit d'une matière première chère comme la soie.

(2) Introduction, p. 14.

(3) Les Etats-Unis viennent cependant au deuxième rang dans les exportations françaises de soieries: en 1937, 484.952 kilogs représentant 91.798.000 fr.

(4) A une époque où les Français s'affirmaient plus que jamais citoyens du monde, tels leurs pères lorsque fut créé le canal de Suez qui devait favoriser la soie asiatique.

naise, perpétuellement soumise, comme nous avons eu l'occasion de le rappeler maintes fois, aux fluctuations du marché mondial, devait subir les dures conséquences de la crise universelle qui, sur tous les marchés, frappait la soie avec toutes les matières premières, en raison de la surproduction née de la diminution de consommation et de l'élévation des barrières douanières.

Dans l'hiver de l'année 1930, l'accumulation de la soie au Japon avait entraîné une baisse considérable du prix de la soie. La chute du taël en Chine, la concurrence de la rayonne substituée à la soie dans les crêpes à la mode accentuait la baisse. Les soies de Canton tombaient au printemps à la moitié de leur valeur d'avant 1914. La crise boursière américaine concomitante aggravait encore la situation, le marché de la soie dépendant des États-Unis les plus grands consommateurs du monde (1).

L'accumulation de la soie au Japon provoquait les mêmes effets que celle de blé aux États-Unis et du café au Brésil. Le Gouvernement nippon, pour atténuer la crise, rachetait la soie stockée (août 1932) en se proposant de l'éloigner du marché pendant un an ou deux pour l'offrir ensuite par lots de 1.000 à 2.000 balles en temps opportun (2).

L'ombre de cet énorme stock (108.000 balles) devait dominer le marché mondial pendant toute l'année 1932, même lorsqu'on eut appris que cette soie, vieille de trois ans, avait été enfermée dans des caisses d'étain pour son utilisation ultérieure au Japon même (3).

Aussi bien le Japon ne tardait-il pas à concurrencer, sur le marché des soieries, l'industrie lyonnaise, éliminant les fabricants européens et même américains en vendant à n'importe quel prix (4).

La production et l'exportation lyonnaises ne devaient cesser de baisser dans des proportions considérables ainsi qu'il résulte des statistiques dressées par le Syndicat des Fabricants de Soieries de Lyon (5). Lyon a vu se fermer ainsi ou se restreindre peu à peu tous ses marchés soit par suite de la concurrence japonaise, soit par suite de l'élévation des barrières douanières.

(1) *Bulletin des Soies et Soieries*, n° 2.798 du 10 janvier 1931.

(2) *B. S. S.*, n° 2.881 du 20 août 1932.

(3) *B. S. S.*, n° 2.902 du 14 janvier 1933.

(4) Concurrence semblable sur le marché de la laine et du coton, concurrence rendue possible, il faut le rappeler, par le bas prix des salaires (3 fr. 50 à 4 francs par jour), peut-être l'appui gouvernemental. Voir *B. S. S.* n° 2.917 du 29 avril 1933.

(5) Baisse évaluée en 1930 à 15 % de la valeur globale de 1929 qui marquait déjà une diminution de 10 % par rapport à 1929. (Voir le rapport de M. Attale Guigou, président du Syndicat des Fabricants de Soies et Soieries, du 31 mars 1931.)

L'Angleterre, à compter du 11 mai 1932, augmentait encore de 10 % les droits de douane portant sur la valeur des fils, tissus et articles importés de soie, alors que ces articles n'étaient antérieurement imposés qu'en tant que textiles seulement (1) — mesures d'autant plus lourdes pour nous qu'elles étaient renforcées à la même époque par les accords d'Otawa qui assurent dans les possessions anglaises la préférence aux articles anglais (2).

C'est ici le moment de rappeler à quelles préoccupations d'ordre intérieur ont dû faire face, en période de chômage généralisé toutes les nations. Prenant la parole au dîner annuel offert par l'Association britannique de l'Industrie de la Soie, un ministre anglais, sir Robert Horne, déclare le 17 mars 1932 que les mesures douanières adoptées ont pour but d'assurer du travail à la main-d'œuvre anglaise. Préconisant l'application d'un droit de douane de plus en plus élevé, suivant qu'il frappera la soie en fils, l'article semi-confectionné ou le tissu terminé, il se déclare cependant partisan de l'importation de la soie brute en Angleterre (3).

D'autres pays devaient suivre cet exemple: la Belgique, développant son industrie locale à la faveur d'un tarif protecteur, le Canada, les Pays-Bas, l'Allemagne et la Suisse où sévissaient les restrictions monétaires et les contingentements (4).

À partir de 1935, les tarifs de travail, et les mesures sociales (loi des 40 heures, congés payés, etc.) imposés à la fabrique lyonnaise devaient constituer, par l'élévation du prix de revient, un lourd handicap pour les industriels français vis-à-vis de leurs concurrents étrangers qui ne connaissaient ni les mêmes salaires, ni les mêmes dispositions généreuses.

La dévaluation de la monnaie nationale en octobre 1936, loin d'apporter une amélioration appréciable, en raison de la hausse des prix sur le marché intérieur, paralysait encore davantage l'exportation et amenait même en 1937 l'envahissement du marché par des tissus étrangers fabriqués à meilleur compte.

D'autres difficultés intérieures (grèves, etc.), certains événements extérieurs (guerre civile en Espagne, conflit sino-japonais,

(1) *B. S. S.*, n° 2.903 du 21 janvier 1933.

(2) Déjà la soierie lyonnaise avait été atteinte par la majoration des droits de douane sur les filés d'or et d'argent aux Indes anglaises. — Voir *B. S. S.*, n° 2.806 du 7 mars 1931.

(3) D'après *L'Information* du 18 mars 1932. Ainsi le chiffre des importations de soies françaises en Grande-Bretagne est descendu de 892.476.000 francs, chiffre que nous avons déjà indiqué pour 1930 à 169.423.000 (1935) et 157.589.000 francs (1936). Syndicat des Fabricants de Soieries et Tissus de Lyon. Compte rendu des travaux, année 1937.

(4) Belgique: 27.306.000 francs en 1936 contre 36.783.000 en 1935.

Pays-Bas: 27.070.000 francs en 1936 contre 30.522.000 en 1935.

Suisse: 17.887.000 francs en 1936 contre 22.730.000 en 1935.

sanctions contre l'Italie) venaient aggraver une situation déjà bien compromise. Le maintien du chiffre total des exportations pourtant déjà fort réduites n'était obtenu que par le développement des affaires avec la France d'outre-mer, principalement avec l'Algérie (52.850.000 francs en 1936 contre 22.160.000 en 1935) et avec l'Indo-Chine (31.035.000 francs en 1936 contre 19.555.000 en 1935).

En 1937, à la veille du conflit mondial actuel, une amélioration sensible apparaissait cependant dans les exportations à destination des Etats-Unis et de l'Allemagne, par suite d'accords commerciaux de l'Angleterre (fêtes du Couronnement), des Pays-Bas, de la Belgique, de l'Australie, de la République Argentine.

On sait comment la conflagration présente est venue paralyser l'industrie lyonnaise.

L'examen sommaire que nous venons de faire des vicissitudes du marché de la soie et de l'exportation des soieries françaises pendant les dix années qui ont précédé la guerre actuelle, nous a révélé l'étroite dépendance dans laquelle se trouve placée l'industrie lyonnaise vis-à-vis de l'étranger.

Que l'exportation française, dans le domaine qui nous occupe comme dans les autres, dépende de sa clientèle étrangère, c'est la loi commune à toutes les nations. C'est ici affaire de gouvernement et nous nous bornerons à rappeler les critiques, trop souvent fondées, des fabricants lyonnais contre une politique qui, soit sur le plan intérieur (absence de parité dans les prix de revient), soit sur le plan extérieur (sanctions contre l'Italie par exemple) apparaît néfaste, au moins pour nos exportations.

Assurer, développer les débouchés pour une industrie nationale est œuvre des pouvoirs publics. Répétons, après bien d'autres, que s'impose la création d'une organisation bancaire à l'étranger qui manque à la France et qu'une politique intelligente d'accords commerciaux doit être le souci constant d'un gouvernement.

Les fabricants lyonnais ont-ils tort lorsque devant la majoration des droits de douane imposés aux Indes anglaises sur les filés d'or et d'argent, ils rappellent la crise subie par l'Afrique occidentale française et réclament des droits sur les arachides de l'Inde (1)? Non certes puisque finalement ce débouché considérable est tombé à zéro, passé entre les mains de concurrents étrangers, notamment de l'Allemagne, en raison des accords réalisés par ce pays pour l'entrée des arachides indiennes (2).

Sans doute est-ce tâche délicate qu'une politique économique où tous les producteurs nationaux trouvent leur juste place. Mais un gouvernement fort, libéré de certaines contingences (3), doit pouvoir l'assumer.

(1) *Bulletin des Soies et Soieries*, n° 2.806 du 7 mars 1931.

(2) Syndicat des Fabricants de Soieries et Tissus de Lyon. Compte rendu des travaux, année 1936, p. 20.

(3) Contingences électorales ou contingences « d'affaires » : « M. T. vous dira que la lentille du Cantal n'est pas appréciée en France. Nous ne mangeons, nous autres, que la belle et grosse lentille du Chili... ». Georges DUHAMEL, « La passion de Joseph Pasquier », *Revue des Deux-Mondes*, août 1942.

SECTION III

PRIX ET QUALITE DE LA SOIE FRANÇAISE

Reste, dégagée également de l'étude de l'exportation lyonnaise, la dépendance de la France vis-à-vis de l'étranger quant à la fourniture de la matière première qui lui est indispensable.

Sans reprendre la critique, souvent faite, d'une politique qui, depuis le Second Empire et même à travers le protectionisme fragmentaire d'un Méline, a trop souvent sacrifié l'agriculture française à l'industrie, ne peut-on regretter aujourd'hui plus que jamais, avec la disparition du cheptel national, la régression des cultures dites secondaires: le lin, le chanvre, l'olivier... le mûrier (1)?

Le mûrier: c'est ici le moment de préciser quelle est actuellement dans la consommation des fabriques lyonnaises la part faite à la soie française. Elle ressort (en milliers de kilogs) du tableau suivant:

	1935	1936	1937
Production française	52	53	50
Importations	4.041	2.652	2.626
Total	4.093	2.705	2.676 (2)

Ainsi peut-on dire que Lyon importe 95 % de soie grège étrangère.

Comment faire autrement nous dirons les fabricants puisqu'il n'y a pas assez de soie en France. Mais ils ajoutent aussitôt (comme s'ils craignaient que la production française ne reprenne demain sa splendeur passée): la soie étrangère est meilleur marché et elle est de meilleure qualité.

Nous pensons que nous aurons achevé et justifié, en même temps que notre étude, les trop longs développements qui précé-

(1) Dans le moment même où l'étranger nous inondait de sa production agricole, souvent inférieure en qualité à la nôtre: beurres et fromages de Suisse ou de Hollande, fruits de Californie ou du Canada, etc...

(2) Syndicat des Fabricants de Soieries et Tissus de Lyon. Compte rendu des travaux, année 1937.

dent, lorsque nous aurons répondu aux fabricants lyonnais sur ces deux points: prix de la soie française, qualité de cette soie.

Les prix de la soie française, c'est-à-dire les revenus des sériciculteurs, les salaires des fileuses, les bénéfices des filateurs sont-ils trop élevés? Qui oserait le soutenir? Qui ne reconnaîtrait par contre que ce sont en réalité les profits du paysan asiatique, voire italien, les salaires de la fileuse japonaise, voire italienne, qui sont trop faibles?

On comprend la position délicate dans laquelle se trouve placée l'industrie lyonnaise, les nécessités auxquelles elle doit obéir et *l'on ne doit jamais oublier que les soies grèges étrangères deviennent à Lyon des tissus français*. Mais on peut regretter que la misère du paysan d'Extrême-Orient ou de la « couventine » japonaise ait entraîné celle de tant de Français, devenus petits employés arrachés à la terre natale, contraints d'aller grossir dans les grandes villes le troupeau des malheureux. Souhaitons, sans trop y croire, que, dans un monde libéré, après les plus terribles épreuves, l'amélioration des conditions de vie dans tous les pays entraîne la parité des prix de revient.

On nous objectera le climat de l'Extrême-Orient qui permet plusieurs récoltes par an (1). Mais les frais de transports et d'assurances ne doivent-ils pas entrer en ligne de compte?

Et surtout n'avons-nous pas tout près de nous, sous le même climat, l'exemple italien? C'est un point sur lequel nous ne saurions trop insister. Si, depuis 1936, en raison des difficultés survenues dans les relations commerciales avec l'Italie, le Japon et la Chine approvisionnent Lyon pour 90 % de sa consommation globale (2), *en 1930 un tiers de la soie consommée par les usines françaises (3), c'est-à-dire le tiers de la production soyeuse de l'Italie (4), provient de la péninsule italienne, dans le même moment où la soie produite par la France et consommée par Lyon représente 4 à 5 % de la consommation lyonnaise globale*.

Et cela parce que, tandis que la sériciculture française n'a été que maintenue, la production italienne, nous l'avons dit (5), n'a cessé de bénéficier de la plus grande sollicitude gouvernementale. La différence entre les deux pays s'inscrit pour ces dernières années dans le tableau suivant (6):

(1) Parlera-t-on des méthodes de travail? de la famille chinoise qui cueille la feuille de mûrier le dimanche en se promenant? On sait que le paysan français n'est pas avare de sa peine.

(2) (3) Syndicat des Fabricants de Soieries de Lyon. Compte rendu des travaux, année 1936, p. 17.

(4) *Bulletin des Soies et Soieries*, n° 2.880 du 13 août 1932.

(5) Voir Première Partie, chapitre premier, p. 31.

(6) D'après les statistiques du Syndicat des Fabricants de Soieries de Lyon, année 1937.

a) Récolte des cocons (en kilogs):

	1935	1936	1937
Italie	17.354.000	32.320.000	31.950.000
France	656.600	666.000	640.000
Différence	16.697.400	31.654.000	31.310.000

b) Production de la soie (en milliers de kilogs):

	1935	1936	1937
Italie	1.700	3.100	3.000
France	52	53	50
Différence	1.648	3.047	2.950

On voit bien ce que gagne l'étranger et ce que perd la France: en 1937, 2.626.000 kilogs de soie à 112 francs le kilog, soit 294 millions 112.000 francs (1).

Or, l'année suivante, en 1938, la récolte séricicole française n'a atteint que 596.774 kilogs pour une consommation de 2.198.000 kilogs de soie correspondant à 26 millions de cocons frais.

Un relèvement de notre sériciculture au chiffre atteint par notre production en 1875, soit 10.770.000 kilogs de cocons laisserait encore une marge de 16 millions de kilogs, soit les trois cinquièmes du marché, au commerce d'importation (2).

Est-ce trop demander? 10 millions de kilogs de cocons à 55 francs le kilog, prix actuel, représenteraient 550 millions, soit un supplément de recettes de 10.000 francs pour 55.000 familles paysannes (3).

(1) Dans ces chiffres, les soies grèges figurent pour 267.718.000 francs et les soies en cocons pour 8.080.000 francs, car la matière première est importée aussi sous forme de cocons.

(2) Nous n'oublions pas que les possibilités d'exportation de soieries en Italie, par exemple, sont fonctions des ventes italiennes de soie grège en France — encore faut-il qu'une juste proportion soit observée.

(3) Nous ne saurions négliger la production séricicole que peut fournir notre empire colonial — l'Indochine notamment. Il n'y aura jamais trop de cocons en France. Rappelons que la production de 1853 (année de la plus forte récolte) a rapporté à la sériciculture française 60.700.000 francs-or pour 26.000.000 de kilogs de cocons.

Au moment où il convient de rénover plus que jamais l'agriculture française, de protéger la famille rurale, de remettre en honneur le travail familial, ces chiffres doivent être longuement médités. Il s'agit de maintenir ou de ramener à la terre 55.000 familles rurales qui trouveraient leurs moyens d'existence non seulement dans la sériciculture, mais encore dans la filature française ressuscitée, car la « magnagnière » est aussi la plupart du temps la fileuse de l'usine locale. Voilà bien le salaire industriel d'appoint justement préconisé dans la lutte contre le chômage ! Attendrons-nous pour ranimer le village d'antan la prétendue leçon des cités-jardins de Ford ? Retenons que les filatures des Cévennes ardéchoises, gardoises, héraultaises ont, les unes après les autres, fermé leurs portes, tandis que la moitié de l'industrie de la rayonne a été groupée dans un rayon de 120 kilomètres de Lyon.

Il s'agit de rendre la vie à des régions déshéritées, ruinées par la concurrence étrangère et qui doivent contribuer à la production nationale tout en trouvant sur place leur propre subsistance (aviculture, apiculture, élevage des porcs, culture du châtaignier et de l'olivier, etc., productions secondaires trop négligées). Ne convient-il pas de favoriser le village rural, élément de paix sociale, avant d'envisager des plantations d'eucalyptus sur la côte méditerranéenne ou en Algérie pour fournir la matière première de la rayonne ? (1).

Ainsi sera-t-il possible de ressusciter ces races indigènes françaises qui au siècle dernier faisaient prime sur le marché mondial, comme il résulte des prix pratiqués à cette époque: le kilog de cocons de race indigène étant payé 9 fr. 50 (marché de 1869) alors que les Japonais ne valaient que 5 à 7 francs le kilog (2).

Car il est inexact de dire que le cocon et la soie françaises sont de qualité inférieure (3). Sans doute les prix pratiqués jusqu'ici n'ont-ils guère encouragé la production française. Mais la qualité des produits du grainage français a une réputation mondiale. Il serait plus conforme à la vérité de dire que c'est la soie étrangère qui est de qualité inférieure. Il suffit pour s'en convaincre d'enregistrer les plaintes de l'industrie lyonnaise telles qu'elles résultent

(1) Vœu de M. LÉVY, *op. cit.*, in *La Science et la Vie*, n° 217 de juillet 1935.

(2) P. VIEIL, *op. cit.*, p. 20.

(3) « La soie, production des départements du Midi, ne survivra que pour certaines spécialités peu nombreuses qui exigent des qualités qu'on ne rencontre pas dans les soies étrangères ». Feu A. ISAAC, *Revue des Deux-Mondes*, 1^{er} mars 1931. — Aven à retenir pour qui estime que la solidité ne doit pas être réservée aux seuls bas de soie et que les départements du Midi ne doivent pas être sacrifiés au profit de Lyon.

des comptes rendus officiels (1). Cette diminution de qualité ne proviendrait-elle pas de ce que précisément depuis 1927 les nations étrangères ont quelque peu délaissé les grâmes françaises? (2).

Déclarons donc, nous n'avons cessé de le dire, que *c'est la qualité de la soie française qui doit, par la rénovation de la production nationale, non seulement assurer l'avenir de la sériciculture et de la filature françaises, mais encore affirmer la suprématie de la soierie lyonnaise.*

Le 29 mars 1933, dans son rapport à l'assemblée générale annuelle du Syndicat des Fabricants de Soieries de Lyon, M. E. Vautheret, président de ce syndicat, déclarait: « Personne ne peut oublier que la réputation de la fabrique lyonnaise est basée sur la soie naturelle... (qui) requiert des connaissances techniques, des tours de main, qui sont le propre des pays d'ancienne production et tout spécialement de notre ville ».

Il est certain que l'industrie de la soie, créatrice de nouveautés, est de celles où la prééminence française a été la moins discutée? Nous avons d'excellents filateurs, mouliniers, façonniers, tisseurs, imprimeurs, apprêteurs, dessinateurs.

Malgré la politique « d'autarcie » économique pratiquée par tous les peuples, comme Paris, celui de la mode et de la haute-couture, Lyon est resté le centre de la nouveauté, parce qu'il est depuis longtemps un prodigieux laboratoire d'idées au sein duquel, de générations en générations, de nombreux corps de métiers, rivalisant d'amour professionnel, s'ingénient chaque jour pour créer ces riches étoffes façonnées qui constituent d'incomparables tissus. Les pays étrangers qui ont installé chez eux des usines de tissage (3) ont pu fabriquer pour leur consommation propre des tissus de qualité courante et priver Lyon de cette fabrication; mais, pour le tissu de qualité, la France reste seule créatrice et distributrice, car les manipulations délicates de la teinture et de l'impression, les inventions de coloris ou de dessins sont exclusivement œuvres lyonnaises.

(1) « Notre attention fut attirée une fois de plus, sur des lots de grège du Japon ayant donné des résultats anormaux au décreusage et nous avons été invités à intervenir auprès des maisons japonaises pour obtenir une garantie de perte ne dépassant pas 21 % ». Union des Marchands de Soie de Lyon. Rapport de 1938. — La soie française, comme la soie italienne est jaune. L'Extrême-Orient produit la soie blanche qui peut être employée sans être décreusée, est propre à beaucoup d'usage, mais a moins de résistance. A retenir que si le marché désire la soie blanche (elle « décreuse » moins, c'est-à-dire perd moins de poids), les Français peuvent la produire comme l'ont fait les Italiens.

(2) Voir A. REBOUILLON, *Le grainage français*, in compte rendu du Congrès nationale séricicole du 8 juillet 1939, p. 140.

(3) Etats-Unis, Europe centrale, Amérique du Sud et même Angleterre.

La splendide participation des soieries à l'exposition de 1937 l'a bien démontré. Dès les accords commerciaux de juillet 1937, l'Allemagne absorbait pour des articles de qualité le modeste contingent accordé et l'Italie agissait de même dès la levée des sanctions (1).

Seulement, qu'on le retienne bien : un tissu de qualité, c'est un tissu de belle soie et non celui de soie inférieure qui n'a qu'un éclat trompeur dû à un apprêt ou à un coloris habile.

Devons-nous rappeler la faute commise par les fabricants de soie de Lyon, il y a dix ans. La baisse de la soie, tombée au tiers de sa valeur or d'avant la guerre de 1914, aurait du leur permettre de franchir les barrières douanières et de combattre victorieusement la rayonne qui déjà les menaçait. Ils préférèrent suivre l'exemple de l'étranger et « sacrifier aux faux dieux d'une énorme production. Ils vendirent leur droit d'aînesse pour un plat de lentilles » (2).

Lourde erreur, car les pays étrangers, mieux pourvus de main-d'œuvre et de capitaux sont mieux à même de réaliser cette énorme production. Et voici le danger : gênés par l'impossibilité de réussir les opérations difficiles de teinture et d'impression, plus encore de faire les découvertes de coloris et de dessins, ces pays adressent à Lyon, pour les terminer, les tissus de qualité courante tissés chez eux. Ainsi la fabrique lyonnaise risque de devenir, et pour quel profit qui lui sera mesuré, uniquement une exportatrice d'idées (3). On comprend qu'elle se soit proposée de demander la suppression de l'admission temporaire pour les tissus de soie étrangère.

On doit en conclure qu'elle doit fabriquer une production de qualité pour surclasser la concurrence étrangère et pour cela employer une soie française semblable à celle qui a fait sa réputation d'antan. Elle ne doit pas céder son rôle prééminent ; elle doit diriger au lieu de suivre et ne pas retomber dans l'erreur commise il y a dix ans. Lyon aurait du, à cette époque, imposer son goût — pour écarter les affreux tissus lourds de rayonne ou de soie lourdement chargée au profit des tissus légers de soie pure.

(1) Les accords commerciaux franco-italiens et franco-allemands ont interdit le bénéfice du clearing à toutes les soies grêges qui ne sont pas d'origine française.

(2) Discours de M. PAOLINO-GERLI, président de la Silk Association. Banquet annuel de cette association, New-York, 19 janvier 1933. — B. S. S., n° 2.906, 11 février 1933.

(3) Rôle éminent certes et doublement glorieux lorsque, en un raid audacieux (COSTE, *Le Point d'Interrogation*), la France apporte aux Etats-Unis les chefs-d'œuvre de sa haute-couture ; mais la France reçoit-elle le prix d'un tel effort ? On sait les protestations nombreuses de l'industrie française contre la copie de ses créations.

Mais Lyon pouvait-il, peut-il encore imposer son goût à une époque où il est la chose du monde la moins partagée (1), à une époque où la qualité est chaque jour sacrifiée à la quantité?

Osons l'affirmer. La France n'est pas, n'a jamais été le pays où l'on fait beaucoup, où l'on fait gros, où l'on fait mal. Il faut qu'elle produise conformément à son génie propre et à sa tradition (2). C'est là son rôle essentiel, sa mission dans le monde. Qu'elle combatte donc la contrefaçon, l'imitation (3) pour assurer le règne du vrai et du beau qui a fait sa grandeur; qu'elle élève donc, loin des laboratoires, ce vers délicat qui, mieux qu'un chimiste, convertit le suc d'une feuille en filets d'or.

(1) Les Etats-Unis ont pu rechercher l'article français par goût... ou à cause du change.

(2) « Que l'on ait affaire à des sculpteurs sur bois, à des tailleurs de pierre, à des ouvrières fileuses ou à des teinturiers, le tour de main est le produit d'une tradition et, pour ainsi dire, d'une hérédité ». Lucien ROMIER, *Explication de notre temps*, p. 148, Grasset 1939.

(3) Et d'abord chez elle le meuble plaqué, l'imitation d'ancien pour le chef-d'œuvre de l'ébéniste, la verrerie étrangère de série pour ses porcelaines et ses céramiques d'art, la pomme d'Amérique pour les « reinettes » récoltées précisément au pays des cocons.

CONCLUSION

La Mission de la France

« Sur le chemin que mon rêve — a tracé, je vais toujours — Avec ceux qui sont sur terre, avec ceux qui sont dessous.

Avec ceux qui modelèrent — cette amphore dont je tiens, — tout humides d'eau marine, — les durs morceaux dans ma main; †.....

Ceux qui tissèrent les robes — et qui pétrirent le pain, — et qui forgèrent le glaive — et foulèrent le raisin;

..... Avec ceux qui manièrent — la doloire et le marteau, — et la bêche et la truëlle: — humanité de l'outil.

Qui semble vaine et lointaine — dans sã peine et sa raison, — à l'homme de la machine, — à l'homme devenu fou. »

Joseph D'ARBAUD.

(*La Camargue*, traduction.)

La tâche est immense sans doute car les solutions que nous envisageons sont en contradiction avec le régime économique, voire social, de notre époque. Ce que nous demandons c'est le retour à la terre et la résurrection d'un village mi-rural, mi-industriel (1) — la réapparition des métiers d'art et la protection du produit de qualité, de la création individuelle qui seule a une valeur réelle — la défense du consommateur et l'amélioration du sort de l'ouvrier — en un mot plus de justice sociale et le retour au goût, l'esprit dominant la matière.

Or, que voyons-nous dans le monde entier: la concentration des capitaux, des usines et la vie monotone des hommes groupés dans des casernes — la fabrication en série et le règne de l'imitation, de la contrefaçon — une production aveugle et l'être humain devenu « l'homo oeconomicus qui doit consommer sans cesse afin que puissent fonctionner les machines dont il est devenu l'esclave » (2) — finalement la primauté de la matière, la guerre et le chaos.

Constatons, pour revenir au problème qui nous occupe, à quels résultats aboutissent les excès de la civilisation mécanique actuelle.

En 1929, les cours de la soie s'effondrent et descendent au quart de leur valeur or d'avant-guerre de 1914, dans des conditions qui n'ont jamais été constatées jusque-là pour aucun autre textile. Et le prix de la soie ne cesse de baisser pour passer de 255 francs le kilog, prix moyen 1929 à 50 francs, prix moyen 1934 (ce prix moyen qui préoccupe tant l'industrie exportatrice lyonnaise). La diminution du prix de la matière première va-t-elle entraîner un accroissement de production et de consommation? Non. Bien au contraire. Jusqu'à la guerre actuelle, tandis que la production mondiale de la soie ne cesse de diminuer (38 millions de kilogs environ en 1937, soit une diminution de 3 millions de kilogs sur 1936), la consommation française marque aussi une extraordinaire régression: 2 millions de kilogs en 1937, — soit moins du tiers de ce qu'elle était en 1928 (3).

(1) Disons-nous avec quelle joie nous avons lu sous la plume du docteur Alexis CARREL, dans un livre célèbre, les lignes suivantes:

« Il y a eu, autrefois, une forme de vie industrielle qui permettait aux ouvriers de posséder une maison et des champs, de travailler chez eux et à l'heure qu'ils voulaient, de faire usage de leur intelligence, de fabriquer des objets entiers, d'avoir la joie de la création. Aujourd'hui, il faut rendre aux travailleurs ces avantages ». *L'Homme cet inconnu*, deuxième édition, Plon, 1941.

(2) Docteur Alexis CARREL, *op. cit.*, p. 3. Ainsi employée, la machine n'allège pas la peine de l'homme, elle l'accroît.

(3) Statistiques de l'Union des Marchands de Soie de Lyon et comptes rendus des travaux du Syndicat des Fabricants de Soieries et Tissus de Lyon, années 1936 et 1937.

Ainsi le bon marché exceptionnel de la soie a coïncidé avec la diminution de sa production. Or, au même moment, la rayonne connaissait un développement prodigieux non seulement en Allemagne ou en Grande-Bretagne, mais dans le monde entier et même dans les pays anciens producteurs de soieries, le Japon venant en tête dans l'accroissement de la production.

On explique généralement ce double phénomène par la diminution du pouvoir d'achat des consommateurs. On nous permettra de ne pas accepter cette explication. La soie, propre à des usages limités, s'adresse à une clientèle particulière qui l'a toujours réclamée, mais qui n'a cessé d'être trompée parce qu'on lui a offert des soies de qualité inférieure ainsi que nous l'avons précisé. Comment aurait-elle pu refuser dès lors cette rayonne qui lui était proposée, sous le nom de soie, à tous les carrefours, par des industriels qui trouvaient plus de bénéfices à fabriquer des tissus chimiques que des tissus de soie?

On justifie aussi la régression de la soie par le fait que sa fabrication n'a pu supporter, au même degré que celle de la rayonne, la substitution du machinisme à la main-d'œuvre, une ouvrière ne pouvant filer que 500 grammes à 1 kilog de soie par jour. Cet argument ne vaut qu'en fonction de l'attitude prise par les deux peuples, Japon et États-Unis d'Amérique, qui traitent entre eux les trois quarts de la soie du monde: dans la course à la production le fil noble était battu d'avance, l'article de qualité nécessitant davantage l'intervention de l'homme. Pareille aventure est arrivée au fil de lin vaincu par la concurrence de l'industrie cotonnière plus mécanisée (1).

Encore faudrait-il, pour établir du point de vue économique et social de quel côté est la solution raisonnable, tenir compte des sommes énormes englouties dans la fabrication de la rayonne. On nous a annoncé, il y a peu (2), l'apparition de nouvelles fibres chimiques qui vont, paraît-il, révolutionner l'industrie textile. Et déjà, une littérature abondante a été consacrée au « nylon », fibre chimique de synthèse et à sa fabrication. Ce fil, né en Amérique, est, assure-t-on, supérieur même à la soie par sa finesse, son élasticité, sa résistance. Et si actuellement il sert surtout à faire des parachutes, nul doute qu'il ne soit employé demain dans la bonneterie américaine, trop heureuse, on le comprend, de le substituer au fil de rayonne qu'elle emploie presque exclusivement (3).

(1) Voir à ce sujet A. AFTALION, *La crise de l'industrie linière et la concurrence victorieuse de l'industrie cotonnière*, Paris, Larose, 1904.

(2) A. MILHUSER, « Les nouvelles fibres de synthèse », in *La Science et la Vie*, n° 296, avril 1942.

(3) A l'opposé de cette bonneterie américaine de rayonne et de série, rappelons la renommée séculaire de la bonneterie française fixée à Troyes et dans les Cévennes héraultaises et gardoises.

Seulement le prix actuel d'une paire de bas de nylon dépasse, dit-on... mille francs, le kilogramme de nylon valant en France 600 francs. Veut-on nous dire quelles sommes représenteront les frais de recherches, brevets, licences, machines, etc.? Tout cela pour produire quoi: un fil chimique, alors que la nature nous donne à peu de frais un fil incomparable. Tout cela pour créer encore des machines et de nouvelles casernes. Tout cela pour une nouvelle course à la production.

Qu'on ne s'y méprenne pas cependant: lorsque nous souhaitons que le tissage redevienne laboureur et artisan, nous n'envisageons pas un paysan sans machines, sans électricité, sans loisirs; ni l'emploi exclusif des métiers à bras, ni la résurrection des malheureux ouvriers à domicile des temps disparus; pas plus que nous ne désirons l'amointrissement de l'industrie française pour une solution paresseuse de vie économique ralentie, dans une nation terrienne repliée sur les souvenirs de son passé.

Mais les bienfaits de la civilisation mécanique actuelle ne nous font pas oublier ses excès. La concentration industrielle réalisée en France dans l'industrie rubanière a été, avec la disparition des métiers à domicile, la mort de l'article riche (1). Allons-nous assister à pareille déchéance pour les soieries françaises: les petits-fils de Babbitt (2) verront-ils, dans nous ne savons quelle exposition coloniale future, les derniers tisserands français, Graeculi qui n'auront même plus d'élèves?

C'est pourquoi nous pensons, avec bien d'autres, qu'il faut donner moins d'importance aux découvertes de la chimie et davantage aux besoins esthétiques et spirituels, voire physiologiques. Car, produire en quantité, grâce aux dons de la technologie moderne, du blé, des œufs, du lait, des fruits, des conserves, des tissus chimiques, ce n'est pas seulement une faute contre le goût, c'est aussi affaiblir l'homme dans son esprit et dans son corps — c'est une faute contre les lois naturelles. Quelle mère nous contredira qui sait bien distinguer pour son jeune enfant la blouse d'albène de celle de soie ou de lin? Et la rayonne dévorant la forêt, ne peut-on ajouter aux « Scènes de la vie future » la vision, sur un sol désolé, d'un homme à demi-mort de froid sous son vêtement de fil artificiel, au milieu de boîtes de conserves vides?

On nous dira peut-être que la rayonne, comme le meuble plaqué ou le fruit d'Amérique, assure l'existence de la masse, et qu'il faut souhaiter la standardisation de celle-ci « au nom d'un idéalisme supérieur » (3). Mais qu'on y prenne garde: la standardisation

(1) Voir GERMAIN-MARTIN, *Le tissage des rubans à domicile dans les campagnes du Velay*, Sirey, 1913.

(2) Et le pays de BABBITT n'est pas le seul soumis à la machine, à la concentration industrielle et à la production de quantité.

(3) L'expression est d'André GIDE (*Pages de journal*, p. 42, Grasset, 1934).

des êtres humains ne peut amener que la domination des faibles (1), comme celle des produits la prédominance du médiocre. La masse la plus nombreuse, si elle n'est qu'un troupeau aveugle ou aveuglé, ne peut fournir une élite, ni en assurer le maintien et le développement.

On doit donc souhaiter pour l'humanité un autre but qu'un idéal de termitière, un autre monde que celui où finalement quelques soudards assureraient leur domination ou celle d'une poignée d'hommes d'affaires — c'est-à-dire désirer une société moins animée d'esprit mercantile et plus soucieuse de libération spirituelle.

C'est ici qu'apparaît la mission de la France. Lasse de tant d'efforts, saignée par tant d'épreuves elle peut demander aux pays étrangers, avec l'aide de leurs machines, de leurs techniciens et de leurs ouvriers, l'exemple d'une vie nouvelle, moins facile certes, mais plus large, dans le désir des grandes œuvres nécessaires et le souci de certains risques.

Mais qu'en échange l'étranger sache accueillir, mieux rechercher l'œuvre d'art, le produit de qualité, tout ce qui embellit la vie — et que de ce pays trop mesuré, trop mesureur, mais mesuré, mais mesureur, il reçoive, avec la belle soie de France, la leçon de sagesse et la leçon de goût.

(1) « L'homme peut vendre un jour la qualité pour un plat de lentilles propres à satisfaire l'appétit du plus grand nombre? Qu'importe le droit d'aînesse à la masse qui a faim ». André SUARÈS, *Vues sur l'Europe*, p. 280, Grasset 1939.

BIBLIOGRAPHIE

I. — JOURNAUX ET REVUES

Journal officiel. — Enquêtes agricoles annuelles.

— Documents parlementaires: projets et propositions de lois et rapports les concernant.

— Débats parlementaires.

— Lois et décrets.

— Circulaires ministérielles.

Recueil Dalloz.

Gazette du Palais.

La Semaine juridique.

Revue d'Economie politique.

L'Economiste français.

L'Economiste européen.

Revue bi-mensuelle de la Sériciculture, Lyon.

Bulletin des Soies et Soieries, Lyon.

La Soierie de Lyon.

Annales des Falsifications.

Bulletin de la Société d'Encouragement à l'Industrie nationale.

Annales de Géographie.

Bulletin de l'Office régional agricole du Midi.

Revue des Deux-Mondes.

La Science et la Vie.

La Journée industrielle.

II. — DOCUMENTS ET NOTES

Note de MM. MORIN, MURIT et DOUARE, de Lyon.

Rapport de M. PATOZ, inspecteur divisionnaire de la Répression des Fraudes, Paris, 1930.

Rapport de M. DHOMBRES, président de l'Association mutuelle pour la défense de la Sériciculture française. Beau, Alès, 1913.

Notes de la Fédération de la Soie.

Notes du Comité central de la Soie.

Notes de M. Charles SECRÉTAIN, directeur de la Station séricicole d'Alès.

Compte rendu du Congrès national séricicole de Villeneuve-de-Berg (8 juillet 1939). Charpin et Reyne, Valence, 1940.

- Mémoire de M. SIMON, filateur à Meysses (Ardèche), 1930.
Comptes rendus annuels des travaux du Syndicat des Fabricants de Soieries et Tissus de Lyon. Rey, Lyon.
Rapports annuels de l'Union des Marchands de Soie de Lyon. Rey, Lyon.

III. — OUVRAGES CONSACRÉS A LA SÉRICICULTURE

- OLIVIER DE SERRES. — Le théâtre de l'agriculture et mesnage des champs (Chap. XV: « La cueillette de la soie »). Huzard, Paris, 1804-1805.
MAILLOT (E.) et LAMBERT. — Traité sur le ver à soie du mûrier et sur le mûrier. Coulet, Montpellier, 1905.
PASTEUR (Louis). — Traité sur la maladie des vers à soie. Paris, 1870.
PAYEN (J.). — La sériciculture et la filature de soie. Thèse Paris, 1910.
VIEIL (Pierre). — Sériciculture. Baillière, Paris, 1920.
MOZZICONACI (A.). — Le ver à soie du mûrier. Hachette, Paris, 1921.
SECRÉTAIN et JOUVEL. — Guide du bon sériciculteur, 1924.
SECRÉTAIN (Ch.). — La culture du mûrier en France. Rapport présenté au Congrès international d'Agriculture à Rome, 1927.
— Sériciculture empirique et sériciculture rationnelle. Rapport présenté au II^e Congrès européen de la Soie, à Milan, 1927.
PRONAY (G. de). — Les systèmes d'encouragement de la sériciculture dans les divers pays. Rapport au Congrès international de la Soie, Zurich, 1929.
SECRÉTAIN et SCHENK. — Recherches séricicoles. Tome III. Brabo, Alès, 1939 et tome V, Brabo, Alès, 1941.

IV. — OUVRAGES DIVERS

- LAVISON (A. de). — La protection par les primes. Thèse Paris, 1900.
LALLEMAND (Ch.). — L'organisation coopérative de la filature de soie. Brabo, Alès, 1910.
CHABROL. — Primes à la sériciculture. Brabo, Alès, 1910.
CAZIOT (P.). — La terre à la famille paysanne. Payot, Paris, 1919.
GUENEAU (L.). — Lyon et le commerce de la soie. Thèse Lyon, 1923.
CLERGET (P.). — Les industries de la soie en France. A. Colin, Paris, 1926.
MAURETTE. — Les grands marchés de matières premières. A. Colin, Paris, 1925.
NOGARO et MOYE. — Les régimes douaniers. Sirey, Paris, 1931.
OUALID. — La politique économique (in *Vie publique de la France contemporaine*), Paris, 1925.

- COURNOT (A.). — Principes de la théorie des richesses (livre IV, chap. III). Rivière, Paris, 1938.
- TRUCHY. — Cours d'économie politique, 4^e édit. Sirey, Paris, 1936.
- GIDE (Charles). — Cours d'économie politique, 10^e édition. Larose et Tenin, Paris, 1929.
- GUENEAU. — La soie artificielle. Paris, 1928.
- DANTZER (J.) et PRAT (D. de). — Les soies artificielles, Paris, 1933.
- QUANTIN (J.). — La soie artificielle. Paris, 1931.
- GERMAIN-MARTIN. — Le tissage des rubans à domicile dans les campagnes du Velay. Sirey, Paris, 1913.
- AFTALION (A.). — Les industries textiles pendant la guerre, Paris, 1920.
- La crise de l'industrie linière et la concurrence victorieuse de l'industrie cotonnière. Larose, Paris, 1904.
- PRÉVOST (Jean). — Usonie. Gallimard, Paris, 1939.
- SALLERON (Louis). — Naissance de l'Etat corporatif. Grasset, Paris, 1941.
- ROMIER (Lucien). — Explication de notre temps. Grasset, Paris, 1939.
- CARREL (Docteur Alexis). — L'homme, cet inconnu, 1^{re} édit., 1939; 2^e édit. Plon, Paris, 1941.
-

Vu le Président de la thèse
le 18 décembre 1942
Louis DELBEZ.

Vu
Montpellier, le 23 décembre 1942.
Le Doyen
G. MORIN.

Vu et permis d'imprimer
Montpellier, le 24 décembre 1942
Le Recteur:
Jean SARRAILH.

